

LES COURS DE L'UNIVERSITE OUVRIERE DE PARIS

**LES GRANDS PROBLÈMES
DE LA POLITIQUE CONTEMPORAINE**

par

ETIENNE FAJON

DÉPUTÉ DE LA SEINE

Cours professés à l'Université Ouvrière de Paris de février à avril 1938.

Sommaire :

- 1. L'ACTION POLITIQUE ET LE MARXISME (p. 2)**
- 2. L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION (p. 11)**
- 3. LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME (p. 22)**
- 4. PLANISME ET SOCIALISME (p. 33)**
- 5. LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES PAYSANS (p. 43)**
- 6. LA NATION ET L'INTERNATIONALISME (p. 54)**
- 7. LES PROBLÈMES DE L'UNION (p. 65)**

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir des brochures publiées par le Bureau d'Éditions, Paris, 1938. Ces cours, comme tous les autres textes émanant du P'C'F, sont à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

1. L'ACTION POLITIQUE ET LE MARXISME

I. — Le marxisme, science de l'action politique

La théorie dont Marx est le fondateur est désignée indistinctement par deux expressions différentes, l'expression : marxisme ou l'expression : socialisme scientifique.

En effet, une des caractéristiques principales de l'œuvre de Marx, de ses continuateurs et des marxistes en général, c'est d'avoir élargi aux phénomènes sociaux le domaine de la science, qui, jusqu'à eux, ne s'étendait qu'aux phénomènes de la nature.

Le socialisme utopique.

Marx n'est pas le premier penseur qui se soit consacré à l'étude des problèmes sociaux. Ces problèmes sont étudiés depuis des centaines d'années. Les premières œuvres du marxisme adulte datent du milieu du XIX^e siècle, mais l'histoire de la première moitié du XIX^e siècle est marquée dans les principaux pays capitalistes, par l'œuvre d'un certain nombre de socialistes, les plus connus en France étant Saint-Simon et Fourier.

Ces socialistes, qui ont précédé Marx, font le procès de la société capitaliste, apportant à l'appui de leurs critiques et de leur condamnation un nombre considérable de faits et de documents qui confèrent une grande richesse à leurs œuvres, d'ailleurs utilisées dans la suite par le marxisme. Mais ces socialistes, si positive, si intéressante que soit leur œuvre, ne trouvent pas la solution des maux qu'ils condamnent.

Ils critiquent la société capitaliste, mais ils ignorent les lois qui régissent son développement et ils ne découvrent pas les forces capables de conduire à l'instauration d'une société meilleure. Dans leur propagande, ils ne s'adressent pas particulièrement à la classe ouvrière ou à telle autre classe, mais à la société tout entière et notamment à la classe capitaliste considérée comme la plus instruite et par conséquent la plus apte à comprendre la justesse des positions socialistes. En outre, ils repoussent toute action politique, toute action de masse, et ils essaient de précipiter le triomphe de leurs vues en réalisant ou plutôt en essayant de réaliser des expériences sur une échelle réduite.

Par exemple, Fourier avait imaginé la création de « phalanstères », sociétés composées de quelques centaines d'individus, essayant de réaliser entre eux le socialisme. Ces expériences, bien entendu, échouent.

Comme on le voit, les socialistes qui ont précédé Marx ont le mérite de faire une critique très intéressante de la société dans laquelle ils vivent, mais ils recherchent les solutions à la situation qu'ils condamnent, non pas dans le domaine de la science, mais dans le domaine de leurs idées, de leurs rêves. C'est pourquoi on les appelle socialistes utopiques.

Lénine a résumé dans *Karl Marx et sa doctrine* notre appréciation du socialisme utopique dans les termes suivants :

Mais le socialisme utopique ne pouvait pas indiquer la bonne solution. Il ne savait ni expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, ni découvrir les lois de son évolution, ni trouver la force sociale susceptible d'entreprendre la création d'une nouvelle société. (V. I. Lénine : Karl Marx et sa doctrine, p. 45. Paris, Bureau d'Éditions, 1937 (Collection les Éléments du communisme).)

Le matérialisme dialectique.

C'est après ces socialistes qu'est venu Marx.

Comme nous l'avons dit plus haut, une caractéristique essentielle de Marx, et par la suite des marxistes, c'est d'étendre à l'étude des phénomènes sociaux la méthode scientifique qui permet d'étudier et de connaître les phénomènes de la nature. Cette méthode scientifique de connaissance s'appelle le matérialisme dialectique.

En quoi consiste le matérialisme dialectique ? Nous sommes obligés de l'expliquer de façon très sommaire.

Le matérialisme dialectique consiste d'une part, à expliquer les choses en partant de faits qui existent, qui sont contrôlables, en utilisant les acquisitions de la science, et à renoncer à toute explication idéaliste, surnaturelle.

Prenons un exemple : l'exemple de la grêle. Un matérialiste explique la grêle en montrant que d'abord l'eau s'est évaporée, puis que cette vapeur, soumise à certaines conditions atmosphériques, s'est condensée en liquide, puis en glaçons solides qui se sont abattus sur la terre. Un idéaliste cherchera la cause de la grêle en dehors des faits existants, par exemple dans les desseins de la Providence. Et la différence est que le matérialiste se protège de la grêle en lançant vers le ciel des fusées paragrêles, tandis que l'idéaliste, essaie de s'en protéger en lançant vers le ciel des prières ou l'aveu de son impuissance. Voilà un exemple qui peut montrer en quoi consiste la conception matérialiste. Le matérialisme dialectique consiste d'autre part à considérer les choses non pas comme immuables et figées, mais dans leur mouvement, dans leur développement, dans leur transformation continue. Pour le géographe, par exemple, le matérialisme dialectique consiste, quand il étudie une région montagneuse telle que le Massif central, à la considérer non pas uniquement comme il la voit, comme elle existe aujourd'hui, mais en tenant compte des transformations qu'elle a subies, des conditions dans lesquelles les volcans d'autrefois sont devenus des puits, etc... Voilà un exemple, qui montre en quoi consiste la conception dialectique.

Le matérialisme dialectique, en un mot, consiste à étudier toutes les questions en partant uniquement de faits existants, contrôlés, et en considérant tous les phénomènes dans leur mouvement et non pas sous une forme figée, arrêtée. Un des principaux mérites de Marx, c'est d'avoir étendu cette méthode d'étude, cette méthode de connaissance aux problèmes de la société, aux phénomènes sociaux, en un mot, à l'histoire.

Le matérialisme historique.

Avant Marx, comment expliquait-on l'histoire, c'est-à-dire la suite des changements qui se produisent dans la société ? On l'expliquait par les idées changeantes des principales personnalités historiques, le plus souvent sans rechercher les mobiles qui déterminent ces idées changeantes. Nombre d'historiens célèbres attribuaient les changements historiques à des causes surnaturelles. C'est ainsi qu'un grand historien du XVII^e siècle, l'évêque Bossuet, employait la formule : *L'Histoire est l'œuvre de la Providence*. Dans ces conditions, l'ensemble de faits qui constituent l'histoire de la société apparaissait comme un chaos inexplicable.

Marx a découvert, grâce à sa méthode scientifique, les lois qui régissent l'évolution et les transformations de la société. Il a établi en particulier que les actions des hommes sont déterminées, en dernière analyse, par leur situation économique, par des causes économiques, et il a établi aussi le rôle fondamental, décisif, dans la succession des faits de l'histoire, qui est joué par les masses populaires et par la lutte des masses.

Le matérialisme historique réside dans cette application de la science aux problèmes sociaux, à l'histoire.

La science de l'action politique

Cette découverte étant faite, le marxisme ayant établi que l'action des masses est le moteur de l'histoire, il en résulte que Marx et les marxistes vont s'efforcer d'élaborer les principes, les règles de cette action des masses qui joue dans la succession des événements un rôle décisif. Or, les principes et les règles de l'action des masses, c'est la politique.

Comme on le voit, la politique qui est élaborée par les marxistes est une politique scientifique. D'abord parce qu'elle est élaborée en tenant compte des expériences. Vous savez que l'expérience est le fondement de toute science. Par exemple, quand Marx trace des directives aux masses populaires de son époque, il ne les sort pas uniquement de sa tête, si géniale soit-elle. Il les sort des expériences qu'il a vécues ou étudiées, des mouvements de 1848 en France, de l'expérience de la Commune de Paris. Quand Lénine trace des directives aux masses populaires pour la Révolution de 1917, il les sort, entre autres expériences, de celle du mouvement de 1905 en Russie. Quand Staline fixe les principes de la lutte des masses populaires contre le fascisme, il les dégage de l'expérience douloureuse de la lutte contre le fascisme en Allemagne, et de l'expérience positive de la lutte contre le fascisme en France.

La politique marxiste est scientifique aussi parce qu'elle est élaborée sur la base d'une étude rigoureuse du rapport des forces dans la société à chaque moment. Montrons par un exemple ce que cela signifie.

Les formes de l'action dans une usine, par exemple, ne sauraient être déterminées en tenant compte uniquement de la combativité des ouvriers de cette usine à un moment donné ; mais en tenant compte également de la force du patronat au même moment, de l'état d'esprit, au même moment, des ouvriers des autres usines et des gens des classes moyennes. Cette idée, nous la trouvons clairement exprimée dans la brochure de Lénine que je vous citais tout à l'heure, *Karl Marx et sa doctrine*. Lénine s'exprime ainsi :

Seule l'étude objective de l'ensemble des rapports de toutes les classes sans exception d'une société donnée peut servir de base à une tactique juste. (Lénine : ouvrage cité, page 36.)

En un mot, avec le marxisme, la politique de la classe ouvrière et des masses populaires dans leur ensemble n'est plus une affaire de spontanéité, d'impatience plus ou moins légitime, mais devient, nous l'avons montré, une véritable science.

II. — Le caractère vivant du marxisme.

Ainsi, sous tous ses aspects, et sous l'aspect politique en particulier, le marxisme est une science. Mais le propre de toutes les sciences, c'est qu'elles ne sont jamais achevées, qu'elles se développent sans cesse. Prenons n'importe laquelle, la chimie par exemple. La découverte de nouveaux corps, la réalisation de certaines expériences font que la chimie s'enrichit, se développe, et lorsque les savants chimistes d'aujourd'hui auront disparu elle continuera à s'enrichir et à se développer. Pour le marxisme, c'est la même chose. Le marxisme, nous l'avons vu, n'est pas le total des formules qui ont été écrites par Marx pendant qu'il vivait, mais la science créée par Marx.

Le marxisme est une science comme les autres, qui tire son nom du nom de l'homme qui, le premier, en a posé la pierre angulaire. C'est la science des phénomènes sociaux dont Marx a été l'initiateur. Pour que cette science ne se développe pas, il faudrait que les phénomènes sociaux qu'elle étudie soient des phénomènes figés, immobiles.

Le développement des phénomènes sociaux

Or, pour avoir une idée du développement des phénomènes sociaux, il suffit de réfléchir aux transformations les plus visibles qui se sont produites dans le domaine social depuis que Marx est mort, c'est-à-dire, en gros, depuis un demi-siècle.

Au point de vue technique, la lumière électrique est actuellement d'un emploi universel ; Marx n'a pas connu la lumière électrique, les automobiles sillonnent les rues ; Marx n'a pas connu l'automobile. Le téléphone est pour chacun d'un usage courant ; Marx n'a pas connu le téléphone. Nous voyons déjà, seulement au point de vue de la technique usuelle, les transformations considérables qui se sont produites dans la société depuis la disparition de Marx.

Au point de vue économique, ceux d'entre nous qui militent dans des organisations diverses, qui font des réunions, n'en font jamais une sans parler des trusts, sans attaquer l'oligarchie capitaliste. Or, quand Marx vivait, il n'y avait pas de trusts et l'oligarchie capitaliste ne s'était pas encore formée.

Au point de vue politique, chacun d'entre nous apprécie l'importance de faits sociaux comme la Révolution russe ou le fascisme. Ce sont des faits sociaux qui, du temps de Marx, n'existaient pas.

Les changements depuis quinze ans.

Si nous restons plus près de l'actualité, si nous regardons seulement le développement des faits sociaux dans la toute dernière période, dans les quinze dernières années, nous voyons qu'il y a quinze ans, le socialisme n'était pas édifié en U.R.S.S. ; il l'est aujourd'hui. La crise économique mondiale sans précédent qui a ravagé l'univers au cours des années dernières n'existait pas voici quinze ans. Il y a quinze ans, le fascisme était un phénomène encore isolé ; il n'avait triomphé que dans un seul pays important, en Italie ; aujourd'hui, c'est un des problèmes essentiels de la politique dans le monde. Il y a quinze ans, on ne possédait pas d'expériences aussi riches que celle de l'Allemagne à la suite de la victoire d'Hitler, et que celle de la France, où, grâce au Front Populaire on a réussi à empêcher jusque-ici le succès du fascisme.

Je rappelle tout cela pour que l'on sente bien que si on mettait un point final à la science marxiste à la mort de Marx son fondateur, on la transformerait en une espèce de catéchisme mort, sans signification, pour que l'on sente bien, une fois de plus, que le marxisme n'est pas l'ensemble des choses dites ou écrites par Marx, mais le développement incessant, à travers les phénomènes nouveaux et les découvertes nouvelles, de la science créée par Marx et Engels eux-mêmes.

Ceux qui « révisent » Marx.

Le marxisme, comme toute science, est progressif, et par conséquent, comme toute science, il est combattu par les forces de conservation. De même que les féodaux d'autrefois torturaient Galilée pour lui faire avouer qu'il s'était trompé en découvrant que la terre tourne, de même la science marxiste est combattue par la couche conservatrice de la société, par la classe exploiteuse de la société actuelle, la grande bourgeoisie.

Quand on parle de la lutte de la grande bourgeoisie contre le marxisme, il ne faut pas avoir en vue seulement les articles anti-marxistes des journaux fascistes ou réactionnaires, il faut aussi avoir en vue le fait que la classe ouvrière, en France comme partout, n'est pas une classe isolée, qu'elle vit en contact avec les autres classes de la société, y compris avec la classe dominante, et qu'ainsi la classe dominante a certaines possibilités de faire pénétrer jusque dans les rangs de la classe ouvrière son idéologie, et parfois même ses hommes.

C'est ainsi seulement qu'on peut apprécier la lutte antimarxiste, anti-scientifique qui est menée à l'intérieur même des rangs du prolétariat. Cette lutte idéologique permanente contre le marxisme se déroule sur deux fronts différents, suivant les circonstances et suivant les intérêts du moment de la grande bourgeoisie.

Le premier front, c'est le front de ceux qui combattent ouvertement Marx et les marxistes. C'est ce qu'on appelle les « révisionnistes », parce qu'ils affirment que le marxisme est périmé ou erroné et qu'il faut, par conséquent, le réviser. Par exemple, en France, des hommes comme Déat, comme Montagnon, qui furent naguère les théoriciens du parti socialiste, combattent ouvertement le marxisme. Les révisionnistes veulent bien parfois adorer Marx comme une icône inoffensive, mais ils entendent retirer de son œuvre toute la substance vivante, progressive, toute la substance de lutte.

En Belgique, le ministre socialiste De Man intitule sa théorie « Au delà du marxisme », et affirme, contre Marx, qu'on peut « faire l'économie de la révolution ».

L'opportunisme

D'aucuns s'efforcent de conduire la classe ouvrière et le peuple dans une voie conforme à ces théories. Pour ceux-là, il n'est pas vrai que l'action des masses populaires soit le moteur de l'histoire ; manquant de confiance dans le peuple et ses forces créatrices, ils le détournent de l'action, lui enseignent qu'il faut se plier devant les événements du moment : le terme *opportunisme* désigne les tenants de cette politique au sein du mouvement ouvrier.

Les opportunistes sont les ennemis de la féconde action populaire ; en France, ils condamnaient plus ou moins ouvertement, en juin 1936, le magnifique et unanime mouvement ouvrier dont les résultats furent si heureux.

Les opportunistes, ennemis de l'action des masses, tentent d'entraîner celles-ci dans le chemin de la collaboration avec la grande bourgeoisie et des capitulations devant elle. Ce fut la politique de la social-démocratie allemande, qui a facilité grandement l'accession d'Hitler au pouvoir. En France, après les victoires de 1936, l'opportunisme fut à la base de maints reculs gouvernementaux devant l'offensive économique, financière et politique du grand capital (pause, dévaluation, non-intervention, etc.).

Les opportunistes développent dans le mouvement ouvrier les illusions parlementaires et prêchent la passivité au peuple. Ils accusent les marxistes d'être les adversaires des réformes, alors que les marxistes, forts de toute l'expérience passée, affirment seulement qu'il n'est pas de réforme sérieuse et durable sans le concours des masses populaires unies et actives (exemple : lois sociales de 1936).

Absence de confiance dans le peuple, recul devant les attaques de la grande bourgeoisie, « crétinisme » parlementaire, tels sont les traits les plus visibles de l'opportunisme.

Tel est le premier front de lutte contre le marxisme au sein du mouvement ouvrier.

Les faux marxistes

Une autre forme de lutte contre le marxisme, c'est celle qui consiste à mettre sans cesse en avant des formules rigoureusement extraites de l'œuvre de Marx ou de marxistes authentiques, dans des situations différentes de celles auxquelles ces formules s'appliquaient. Nous allons nous arrêter sur cette forme de lutte contre le marxisme, mais je voudrais tout de suite l'illustrer par un exemple simple.

Supposons que l'on veuille aller en Algérie. On peut partir jusqu'au bord de la mer Méditerranée en automobile, c'est un moyen de transport rigoureusement scientifique et nul ne s'étonnera de le voir adopté ; par contre, si une fois au bord de la mer, on désire continuer le voyage vers l'Algérie, toujours en automobile, on est sûr de se noyer.

Pour la solution des problèmes sociaux ou politiques, il en est exactement de même. Il faut comprendre que ce n'est pas être marxiste que de prétendre résoudre les problèmes politiques du moment avec des formules de Marx, d'Engels ou de Lénine, qui ont été écrites à propos d'autres problèmes. Un marxiste russe, parlant un jour de ceux qui répètent constamment des formules de Marx et qui croient ainsi (ou feignent de croire) être des marxistes, disait que ces gens-là « ne se tenaient pas, mais gisaient sur la plate-forme du marxisme ». Et il avait parfaitement raison.

Une formule marxiste appliquée dans une situation différente de celle pour laquelle elle a été écrite, peut devenir une formule contre-révolutionnaire. C'est si vrai que le trotskisme, agence du fascisme hitlérien, ne se prive pas d'employer des formules révolutionnaires, des formules qu'on peut parfois retrouver dans tel ou tel livre de Marx ou de ses continuateurs. Quelques exemples : En 1905, en Russie, Trotski lançait le mot d'ordre : gouvernement ouvrier. En apparence, c'est très révolutionnaire, mais en Russie, en 1905, cela signifiait rupture entre les ouvriers, minorité de la population, et les paysans, majorité de la population, donc échec certain.

En Espagne, aujourd'hui, le parti trotskiste, le P.O.U.M., préconise l'instauration immédiate du socialisme. La socialisation des grands moyens de production est, sans conteste, un mot d'ordre marxiste, mais lancer ce mot d'ordre en Espagne en ce moment, cela signifie créer la division entre les anti-fascistes, partisans de la socialisation et les antifascistes, non partisans de la socialisation, donc travailler ouvertement pour Franco.

A quoi aboutit le gauchisme.

Quand en France aujourd'hui, on propose de remplacer le Front Populaire par un « front révolutionnaire », en apparence c'est aussi très « gauche », mais objectivement cela signifie préconiser la rupture entre la classe ouvrière et les classes moyennes, c'est-à-dire préconiser la réalisation d'une des conditions de la victoire du fascisme. Quand se tient à Paris un meeting où on se dresse contre le gouvernement de la République Espagnole, si « gauches » que soient les discours qu'on prononce à ce meeting, le seul qui puisse s'en féliciter est Franco, parce que le gouvernement de la République espagnole est le gouvernement qu'il veut abattre.

Tel est l'aboutissement du bavardage gauchiste. C'est pourquoi Marx, Engels, Lénine et Staline ont constamment lutté, non seulement pour la pureté des principes du marxisme, mais aussi contre le gauchisme, contre la tendance petite-bourgeoise consistant à remplacer par des phrases toutes faites l'analyse scientifique des situations qui se présentent devant nous. Marx a consacré une part importante de son activité à lutter contre les gauchistes de son temps, notamment contre Bakounine. Lénine a consacré une part importante de son activité à la lutte contre le trotskisme. C'est Lénine qui nous a dit — il ne faut jamais l'oublier — : *Ce qui a fait le plus de mal au mouvement ouvrier français, c'est la phrase anarchiste, c'est-à-dire la tendance à croire qu'on résout les problèmes en prononçant des phrases révolutionnaires qu'on a lues dans un livre.*

La phraséologie gauchiste est tellement contraire aux intérêts du mouvement ouvrier et du mouvement populaire que, si on la suit jusqu'au bout de son développement, elle aboutit tout simplement à la contre-révolution fasciste.

Des exemples ? Le trotskisme, en U.R.S.S., a d'abord été un courant gauchiste, un courant phraseur ; il est devenu une bande d'assassins financés par Hitler et dirigée par la Gestapo. Le P.O.U.M., en Espagne, a commencé par être un mouvement gauchiste ; il est devenu l'instrument de Franco. En France, certains connaissent un ancien membre du Parti communiste français, symbole du gauchisme sectaire, un nommé Barbé, qui avait lancé la formule « la lutte pour le beefsteak est dépassée, maintenant il faut se battre pour la Révolution ». C'était une phrase très « gauche ». Aujourd'hui, Barbé est le lieutenant de Doriot, agent hitlérien en France.

Comme on le voit, les formules ne résolvent rien et peuvent servir aux plus misérables besognes.

Voilà pourquoi il ne faut jamais oublier que le marxisme n'est pas un catéchisme mort, mais une science vivante.

III. — Pas de politique figée

Chacun connaît l'idéal, le but des marxistes ; c'est une société sans classes, par conséquent sans exploitation et sans oppression, une société dans laquelle l'essor matériel et culturel des hommes sera libéré de toute entrave. Les marxistes ont établi, je l'ai rappelé plus haut, que le facteur déterminant pour la réalisation de cet objectif, c'est l'action des masses, c'est-à-dire des diverses classes qui composent la population laborieuse. Et la politique marxiste tend à diriger cette action des masses. Si l'on est d'accord avec ces prémisses, il est facile de comprendre que notre politique, c'est-à-dire le chemin de notre idéal, ne sera pas une ligne droite, mais va sans cesse se modifier.

Le chemin de notre idéal se modifie sans cesse.

Pour que l'action des masses soit soumise à des règles définitives, pour qu'elle se déroule suivant une ligne rigide, il faudrait que les classes qui composent ces masses soient toujours identiques, qu'elles ne subissent aucun changement.

Or, il suffit de réfléchir pour comprendre que les classes sociales ne sont pas des forces immobiles, sans changement. Le nombre des individus qui les composent change ; les idées de ces individus changent aussi.

Par exemple, on compte dix fois plus d'ouvriers d'industrie en France aujourd'hui qu'on en comptait il y a un siècle. La classe ouvrière de 1938, par le nombre de ses unités, n'est pas la classe ouvrière de 1838. De plus, les idées des hommes, l'état d'esprit d'une classe sociale, tout cela change, n'a rien d'immuable. Prenons les paysans français ; en juin 1936, au lendemain de la victoire du Front Populaire, par exemple, ils approuvent les mouvements ouvriers qui hâtent la réalisation des lois sociales, avec l'espoir que les réformes attendues par eux viendront aussitôt après. Plus tard, les réformes paysannes ne venant pas, il arrive que les paysans considèrent avec inquiétude, voire avec irritation tel mouvement gréviste qui se prolonge.

Par conséquent, de quel côté que nous examinons la question, nous voyons que les classes sociales sont des forces changeantes, qui n'ont rien de figé, rien d'immuable.

Voilà une des raisons pour lesquelles notre politique ne peut pas suivre une ligne droite.

Mais nous avons vu également que la politique marxiste était scientifique, parce qu'elle était fondée sur l'expérience. Or, l'expérience des masses s'enrichit sans cesse, et chaque expérience nouvelle impose des modifications pour la politique des marxistes. L'action des masses ne peut pas être la même après la Commune de Paris qu'avant la Commune de Paris. Elle ne peut pas être la même après la victoire d'Hitler en Allemagne qu'avant la victoire d'Hitler en Allemagne. Voilà la deuxième raison.

Faits nouveaux, obstacles nouveaux.

La troisième raison, c'est que le chemin, de notre idéal est un chemin semé d'obstacles, et ces obstacles on ne les connaît pas à l'avance. Il faut cependant en tenir compte.

Peut-on penser, par exemple, qu'à l'époque où le fascisme a réussi à s'implanter dans quelques-uns des grands pays du globe, on puisse ne pas tenir compte d'un fait aussi considérable, d'un obstacle de cette grandeur ? Il est clair que la victoire du fascisme dans un certain nombre de pays aggrave les difficultés de notre chemin, modifie le rapport des forces en présence, exige des changements dans la politique marxiste, dans la tactique de lutte des masses populaires.

Voilà une série de raisons qui montrent pourquoi la politique marxiste ne peut pas être une politique figée. Cette idée essentielle est brillamment exprimée par Lénine dans la *Maladie infantile du communisme*. Lénine s'exprime ainsi :

S'interdire d'avance tout louvoiement, n'est-ce pas exactement comme si, au moment d'entreprendre l'ascension malaisée d'une montagne inexplorée et inaccessible jusqu'à ce jour, nous nous interdisions d'avance de marcher parfois en zig zag, de revenir parfois sur nos pas et de renoncer à la direction choisie pour essayer des directions différentes ? (V. I. Lénine : la Maladie infantile du communisme, p. 56-57. Paris Bureau d'Éditions, 1937 (Collection les Éléments du communisme).)

L'image choisie par Lénine est suffisamment expressive. Je veux toutefois compléter cette démonstration par un certain nombre d'exemples tendant à bien montrer qu'il n'existe pas de formules applicables à toutes les situations.

Un exemple chez Marx.

Les plus grands des marxistes, à commencer par Marx lui-même, ont fréquemment modifié leur attitude à l'égard d'un problème donné, parce que la situation avait changé. Prenons d'abord l'exemple de Marx en 1870, au moment de la guerre franco-allemande. Quand la guerre éclate, Marx la caractérise comme une guerre progressive du côté allemand. Quelques mois après, il dénonce la guérite de conquête menée par l'Allemagne à l'égard de la France. Marx modifie sa position parce que la situation s'est modifiée. Quand la guerre avait éclaté, l'Allemagne était formée d'une série d'États non unifiés, séparés par des barrières féodales ; la guerre, provoquée d'ailleurs par la politique aventurière de Napoléon III, allait avoir comme conséquence de faciliter l'unité allemande, la destruction des vestiges féodaux en Allemagne, le passage de ce pays au rang des grands pays capitalistes, progrès considérable par rapport au régime féodal. C'est pour cela que Marx souhaite à ce moment-là la défaite de la France napoléonienne. Puis l'Allemagne s'unifie en cours de guerre. Napoléon III est renversé, et la République est proclamée en France. Les années allemandes envahissent alors la France, et la guerre devient, du côté allemand, une guerre de conquête et de rapine. Situation absolument changée, et Marx aussitôt modifie radicalement, sa position à l'égard de la guerre franco-allemande.

Un exemple chez Lénine.

Prenons maintenant un exemple chez Lénine. En 1905, en Russie, le tsar envisage la convocation de la Douma (le Parlement). Il se propose d'organiser des élections à cet effet. Lénine recommande alors de boycotter ces élections, il appelle à l'action pour les empêcher d'avoir lieu. Et, en 1907, il condamne plusieurs membres du Comité Central du Parti bolchevik qui préconisaient une tactique analogue à celle qu'il avait fait triompher en 1905. Comment expliquer un tel changement chez Lénine ? Tout simplement par les changements survenus dans la situation, entre 1905 et 1907. En 1905, c'était la Révolution. Le tsar voulait organiser les élections à la Douma pour détourner les masses de l'action révolutionnaire et pour les orienter vers la compétition électorale. Les élections étaient, par conséquent, l'antidote de la Révolution, la planche de salut cherchée par les oppresseurs. Il fallait donc les combattre, les empêcher. En 1907, la révolution est battue, le mouvement prolétarien en recul, provisoirement écrasé. Il s'agit alors de s'accrocher à toutes les possibilités pour les marxistes de faire entendre la voix des masses, par quelque moyen que ce soit. Et à ce moment-là les élections peuvent être un moyen de parler, de reprendre contact avec les masses, de ne pas être complètement étouffé. Il serait criminel de boycotter les élections dans de telles conditions. D'où la position de Lénine.

Exemples d'aujourd'hui.

Autre exemple, la position des marxistes à l'égard de la Société des Nations. En 1930, les marxistes la dénonçaient, la combattaient. Aujourd'hui, ils la défendent. Peut-on expliquer un tel changement d'attitude ? Pourquoi la position des marxistes à l'égard de la S.D.N. s'est-elle modifiée ? C'est que la Société des Nations aujourd'hui n'a pas du tout la même signification, le même rôle que la Société des

Nations en 1920. En 1920, elle est édifée pour assurer la conservation des clauses du traité de Versailles, traité qui opprime économiquement, financièrement, les peuples vaincus, notamment le peuple allemand et qui — les marxistes l'avaient prévu — sera une des bases de la démagogie nationale d'Hitler, un des facteurs du succès du fascisme en Allemagne. Il faut, par conséquent, la combattre comme une institution malfaisante, nocive. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, en Allemagne, ce n'est plus la menace du fascisme, mais le pouvoir du fascisme, la dictature hitlérienne. Les clauses économiques et financières du traité de Versailles sont depuis longtemps démantelées. La Société des Nations est abandonnée par les puissances les plus agressives (Allemagne, Italie et Japon fascistes) dans la mesure où, avec son pacte, avec sa procédure, elle représente un obstacle, si faible soit-il, sur le chemin de la guerre. Aujourd'hui, pour défendre la paix, pour lutter contre le fascisme et ses plans, il est indispensable de renforcer l'obstacle que la S.D.N. constitue sous les pas des fauteurs de guerre. D'où notre changement d'attitude à l'égard de la Société des Nations.

Prenons un dernier exemple, celui de la situation en Chine et de la position des marxistes en Chine. Il y a une dizaine d'années, la révolution populaire dans leur pays ayant été trahie par les éléments réactionnaires de la bourgeoisie chinoise, les marxistes en Chine tendent tous leurs efforts contre les forces de réaction en Chine ; l'armée rouge populaire chinoise combat ces forces de réaction. Aujourd'hui, cette armée populaire des marxistes chinois combat aux côtés de toutes les forces armées chinoises contre l'intervention japonaise. Les marxistes chinois avaient raison voici dix ans comme ils ont raison aujourd'hui ; le problème d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a dix ans. Aujourd'hui la question essentielle du moment n'est pas : Est-ce que la révolution populaire chinoise va se développer ou rétrograder, la question immédiate est : Est-ce que le fascisme japonais va devenir maître de la Chine et écraser par là toute possibilité d'essor progressif dans le pays pour des années, ou bien est-ce que la Chine va rester indépendante avec les possibilités que cette indépendance comporte pour le développement du bien-être et des libertés de son peuple. Tel est le problème d'aujourd'hui, telle est la raison du changement de position des marxistes en Chine. *Voilà une série d'exemples qui montrent comment il est impossible de comprendre une formule de Marx, d'Engels, de Lénine ou de Staline, si on ne la rattache pas aux conditions précises dans lesquelles elle a été écrite ou prononcés.*

IV. — Le développement de la science marxiste.

Abordons maintenant la dernière partie de la question : le développement de la science marxiste.

Nous avons vu que Marx et Engels ont les premiers élargi la science à l'étude des phénomènes sociaux et nous avons montré comment, après eux, il avait fallu développer leurs découvertes dans les conditions nouvelles qu'ils n'avaient pas connues. Ce développement de la science marxiste a été assuré dans toutes les directions par les continuateurs de Marx et d'Engels, qui s'appellent Lénine et Staline.

Lénine et Staline ont développé, enrichi le marxisme dans le domaine philosophique. Lénine et Staline ont généralisé toutes les découvertes scientifiques qui ont été faites après la mort de Marx et d'Engels et qui permettent d'enrichir la philosophie. Ils ont réfuté et démasqué les falsificateurs de la pensée philosophique marxiste. Lénine a notamment consacré à ce travail une de ses œuvres les plus importantes : *Matérialisme et Empirio-criticisme*. (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XIII. Paris, Éditions Sociales Internationales, 1928.)

Lénine et Staline ont développé, enrichi le marxisme dans le domaine économique ; ils ont appliqué la méthode scientifique de Marx et d'Engels à l'étude des phases et systèmes économiques que Marx et Engels n'avaient pas connus. C'est ainsi que Lénine a étudié la phase impérialiste avec ses cartels, ses trusts, ses lois nouvelles de développement. C'est ainsi que les lois de l'économie socialiste ont été élaborées par Staline.

Lénine et Staline ont développé, enrichi le marxisme dans le domaine politique ; ils ont développé la théorie marxiste de l'Etat dans les conditions nouvelles, dans les conditions de la défaite de la bourgeoisie dans un pays, en U.R.S.S., puis dans les conditions de la liquidation des classes dans ce même pays entouré d'Etats capitalistes ; ils ont cherché et défini les conditions de la victoire du socialisme, et notamment résolu les problèmes de l'alliance du prolétariat et des paysans, de l'alliance du prolétariat des métropoles avec les mouvements nationaux et coloniaux.

Après la disparition de Lénine (1934), il reviendra à Staline d'analyser le fascisme, forme de domination nouvelle du grand capital sur le peuple.

Lénine et Staline ont enfin généralisé toutes les expériences du mouvement des masses postérieures à Marx et Engels, en particulier les révolutions russes de 1905 et 1917 et plus récemment les défaites du mouvement populaire allemand et les expériences positives du mouvement français.

Beaucoup de gens qui se disent marxistes, ne se privent pas d'adorer et de vénérer Marx et Engels, mais nient résolument l'étape léniniste, staliniste du développement du marxisme. Ces gens-là se prétendent marxistes, mais, comme on le voit, ils s'écartent du matérialisme dialectique, fondement de la science marxiste et conception du mouvement, du développement incessant ; comme on le voit, ils veulent ignorer les transformations subies par le capitalisme depuis Marx et Engels, notamment son passage à la phase impérialiste. Nier le développement du marxisme après Marx, c'est nier le marxisme lui-même.

D'autres gens veulent bien convenir que le marxisme a été développé après Marx, qu'il se développe encore, mais attribuent à d'autres que Lénine et Staline le rôle de continuateurs du marxisme.

Que répondre à cette objection ? Ce sont les faits eux-mêmes qui répondent. Que nous disent les faits ? Ils nous disent que dans tous les domaines les thèses de Lénine et de Staline, contrairement à celles de certains « marxistes distingués » ont le mérite d'avoir été vérifiées : par les événements et d'être réalisées dans la vie.

Chacun sait, par exemple, qu'en 1938, en pleine prospérité apparente des pays capitalistes, Staline annonçait la proximité d'une crise profonde, tandis qu'à la même époque certains théoriciens prévoyaient une période de hauts salaires et de prospérité pour le peuple. La vie s'est chargée de dire qui avait raison.

Autre exemple. En 1931, alors que Lénine expliquait, sur la base des riches expériences de la guerre et de l'après-guerre, les difficultés extrêmes de la lutte pour le pouvoir, les conditions de son succès, le « marxiste » autrichien Otto Bauer calculait, sur la base des progrès électoraux de son parti, la date approximative à laquelle il pourrait, ayant obtenu 51 % des voix, assurer en Autriche le pouvoir du prolétariat. Les faits, là aussi, disent où est l'homme de science, le marxiste, le chef.

Enfin, Lénine et Staline ne se sont pas contentés de théoriser sur la révolution, sur le socialisme ou sur la lutte antifasciste, mais leur théorie, la théorie marxiste-léniniste a guidé pratiquement en U.R.S.S. la révolution, puis la construction du socialisme ; en France, leur théorie a guidé les initiateurs de la lutte victorieuse contre le fascisme.

La vérification par la pratique constitue, vous le savez, le critérium de toute science. La science de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, le marxisme-léninisme a subi et subit chaque jour avec succès l'épreuve de la vie, qui réduit en poussière les théories des révisionnistes et des bavards, ennemis du marxisme.

18 février 1937.

LECTURES

Friedrich Engels : *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, première partie. Paris, Bureau d'éditions, 1937.

V. I. Lénine : *la Maladie infantile du communisme*, chapitre IV. Paris, Bureau d'éditions, 1937,

V. I. Lénine : *Karl Marx et sa doctrine*, pages 19 à 25 et 45 à 52. Paris, Bureau d'éditions, 1937.

J. Staline : *Questions du léninisme*, tome II ; Entretiens avec une délégation d'ouvriers américains. Paris, Editions sociales internationales, 1937.

Maurice Thorez : *Fils du peuple*. Paris, Editions sociales internationales, 1937.

2. L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

L'étude du problème de l'Etat est indispensable à qui veut comprendre les questions fondamentales de la politique contemporaine, et notamment les questions posées par la lutte contre le fascisme, pour la défense de la liberté.

I. — L'Etat avant la Révolution de 1789.

Il faut d'abord préciser ce qu'est l'Etat ; il faut le définir.

Comme chacun le sait, le gouvernement d'un pays se réalise au moyen d'un certain nombre d'organismes. Par exemple, pour la France d'aujourd'hui : le Conseil des Ministres, le Parlement, les divers corps de fonctionnaires, les juges, la police, etc.

L'Etat c'est l'ensemble des organismes par lesquels se réalise le gouvernement d'un pays.

Les origines de l'Etat.

L'Etat n'a pas toujours existé. Il n'y a pas toujours eu d'organismes chargés uniquement de gouverner.

Si l'on remonte à l'origine des sociétés humaines, si l'on étudie ce qui se passait voici plusieurs milliers d'années, on constate que les hommes primitifs, encore très arriérés, vivaient par tribus plus ou moins importantes. Ils produisaient si peu, leur technique était si rudimentaire qu'il était impossible aux uns de vivre aux dépens des autres. Il ne pouvait y avoir ni exploités, ni exploités. La société n'était pas encore divisée en classes.

Dans cette société primitive, il n'y avait pas d'Etat. Le besoin de gouverner, d'imposer un « ordre » quelconque ne se faisait pas sentir. Les hommes suivaient volontairement les usages de la tribu, ils suivaient sans aucune contrainte les conseils de leurs chefs, librement choisis parmi les plus anciens et les plus expérimentés de la tribu.

Mais, au sein de la société primitive, la technique se développe progressivement et la division du travail apparaît. La production se développe en conséquence. Et quand la société arrive à produire plus que ce qui est indispensable à sa subsistance, apparaît la possibilité pour certains hommes de vivre du travail des autres. C'est à ce degré du développement social que la société se divise en esclaves et en maîtres d'esclaves, qu'elle se divise en classes.

En même temps que s'effectue cette division de la société en classes, apparaît

un groupe spécial d'hommes occupés uniquement à gouverner et ayant besoin pour cela d'un appareil fait pour la contrainte, prisons, détachements spéciaux d'hommes, armée, etc. (Lénine : De l'Etat, p. 11. Paris, au Bureau d'Editions, 1937 (Petite bibliothèque Lénine).)

Cet ensemble d'organismes chargés de gouverner, qui apparaît avec la division de la société en classes, c'est l'Etat.

L'Etat antique.

Pourquoi l'Etat apparaît-il à l'époque où la société se divise en classes, en esclaves et en maîtres ? Tout simplement parce que les esclaves n'acceptaient pas de plein gré de vivre dans l'esclavage et d'être exploités par leurs maîtres. L'histoire du temps de l'esclavage, l'histoire antique, est marquée par de nombreuses révoltes d'esclaves dont la plus, célèbre fut dirigée par Spartacus.

Dans ces conditions, pour maintenir les esclaves sous leur domination, les maîtres d'esclaves sont obligés d'user de la contrainte ; ils se servent de l'Etat, de l'appareil de l'Etat pour contenir la lutte des esclaves, pour maintenir ceux-ci sous leur domination.

Ainsi l'Etat de cette époque, l'Etat antique, constitue aux mains des maîtres d'esclaves un instrument qui leur permet d'exercer leur domination sur les esclaves.

L'Etat féodal

La société qui a succédé, dans l'histoire, à la société antique, à la société des esclaves et des maîtres d'esclaves, c'est la société féodale. L'époque féodale s'étend en France sur les siècles qui précèdent la

Révolution de 1789. Deux principales classes composent la société française dans cette période : la noblesse (seigneurs féodaux) qui possède la plupart des terres, et les paysans.

Les seigneurs exploitent les paysans sous des formes diverses, les principales étant la corvée (travail gratuit du paysan pour le seigneur pendant une partie de son temps) et la redevance (livraison au seigneur, gratuitement, d'une partie des récoltes et des produits créés par le paysan). L'histoire de France nous renseigne sur les luttes séculaires, les soulèvements des paysans contre les seigneurs qui les exploitaient et les écrasaient. La noblesse a réussi pendant des siècles à maintenir sa domination sur les paysans et les autres couches de la population (bourgeois, artisans, ouvriers). Le maintien de la domination de la noblesse n'a été possible que par la contrainte, par l'utilisation de l'Etat.

Ainsi l'Etat de cette époque, l'Etat féodal constitue l'instrument de domination de la noblesse sur les autres classes de la société.

Caractéristiques de l'Etat féodal

La première caractéristique de l'Etat féodal, c'est le pouvoir absolu du roi, représentant de la noblesse. La nation n'a aucun droit de regard sur les affaires publiques.

La deuxième caractéristique de l'Etat féodal, c'est l'inégalité devant la loi. Les membres de la classe dominante d'alors, la noblesse, ne sont pas soumis aux mêmes lois que les membres des classes exploitées. Par exemple, si un homme commet un crime, suivant qu'il est noble ou qu'il n'est pas noble, il ne comparaît pas devant les mêmes tribunaux et il n'est pas passible des mêmes peines. Par exemple encore, la noblesse, malgré ses richesses, est exemptée officiellement du paiement de l'impôt. Toutes les charges fiscales incombent aux classes exploitées de la population.

La troisième caractéristique de l'Etat féodal, c'est l'absence totale de liberté pour le peuple laborieux.

Pas de liberté individuelle. Le paysan n'a même pas le droit, dans bien des cas, de se déplacer, de quitter la terre sur laquelle il travaille ; le serf est « rivé » à la terre.

Pas de liberté d'opinion. Les protestants, par exemple, furent l'objet de terribles persécutions aux 16^e et 17^e siècles.

Pas de liberté de recherche. On torture Galilée pour avoir découvert et dit que la terre se meut autour du soleil.

Pas de liberté d'expression. Au XVIII^e siècle, l'Etat empêchait la parution de l'Encyclopédie et emprisonnait les grands philosophes et écrivains, comme Diderot.

Seuls, les nobles, les féodaux étaient libres.

Ainsi, dans la société féodale comme dans la société antique, nous apprenons en premier lieu qu'une minorité de la population exploite la majorité, vit à ses dépens et en second lieu que cette minorité se sert de l'Etat pour maintenir sa domination sur la majorité.

C'est la lutte du peuple entier (paysans, bourgeois, artisans, ouvriers) au sein de la société féodale, contre la noblesse, pour la liberté, qui aboutit à la Révolution de 1789. Cette Révolution brisa l'Etat féodal et mit fin au règne de la noblesse.

II. — La démocratie dans la société capitaliste

Par la Révolution de 1789, le peuple français conquiert d'importantes libertés. A l'Etat féodal, détruit par la Révolution, va succéder un nouvel Etat, basé sur des principes nouveaux, les principes de la démocratie. Les plus essentiels de ces principes sont inscrits dans la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, élaborée en 1791.

Les principes essentiels de la démocratie

Le premier principe de la démocratie, c'est la souveraineté nationale.

Avant 1789, nous avons la souveraineté d'un homme, le pouvoir absolu du roi. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dit que *le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation*. Elle institue le principe de la soumission de la minorité à la majorité.

Le second principe de la démocratie, c'est l'égalité des citoyens devant la loi.

Dans l'Etat féodal, nous l'avons vu, l'inégalité des droits est non seulement pratiquée, mais proclamée. La démocratie pose le principe de l'égalité de tous les citoyens.

Le troisième principe de la démocratie, c'est la liberté.

Dans l'Etat féodal, il n'y a, pour la majorité de la population, ni liberté individuelle, ni liberté de pensée.

La démocratie accorde, en principe, à tous les citoyens la liberté d'opinion, de réunion, de presse, d'association, etc...

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen proclame : *Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.*

Tels sont les principes de la démocratie, conquis en 1789.

La démocratie et les classes sociales.

Nous connaissons maintenant les principes de la démocratie. Mais cela ne saurait suffire. Il nous faut aussi examiner comment ces principes sont appliqués, en quoi consiste exactement la démocratie, dans la société où nous vivons.

D'abord une première constatation. Si la Révolution de 1789 a instauré la démocratie, si elle a supprimé l'inégalité devant la loi, qui existait auparavant, elle n'a pas supprimé l'inégalité devant la fortune; elle n'a pas supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme. En conséquence, la démocratie française se situe, se développe dans une société qui continue à être divisée en classes.

La bourgeoisie financière, commerçante et industrielle, qui était déjà riche en 1789, a connu depuis un développement considérable. Aujourd'hui une oligarchie capitaliste composée d'un nombre restreint d'individus, les 200 familles, possède les richesses essentielles de la nation, exploite économiquement des millions d'ouvriers, en même temps qu'elle pressure et qu'elle ruine des millions de paysans et de petites gens des villes. Voilà dans quel milieu social se situe la démocratie conquise en 1789.

Il est aisé de comprendre que la domination de cette oligarchie sur l'ensemble de la population, c'est-à-dire la domination de la minorité sur la majorité, est incompatible avec l'application conséquente des principes de la démocratie, puisque ces principes ont pour hase la domination de la majorité sur la minorité.

Ces considérations éclairent l'histoire de notre pays depuis 1789 ; depuis qu'est instaurée en France la démocratie, une lutte constante oppose d'une part la grande bourgeoisie, qui s'efforce, pour maintenir sa domination, de fausser la démocratie, d'en empêcher le véritable exercice ; d'autre part, le peuple, classe ouvrière en tête, qui lutte pour défendra et pour élargir, dans la plus large mesure possible, la démocratie.

Cette lutte traverse toute l'histoire de la société française depuis 1789. Parfois le peuple remporte des succès dans la lutte pour l'élargissement de la démocratie. Par exemple, en 1848, le peuple français conquiert le suffrage universel qui constitue l'application véritable du principe de la souveraineté nationale. En 1864, la classe ouvrière française conquiert le droit de grève. En 1884, elle conquiert le droit syndical.

D'un autre côté, la bourgeoisie lutte pour fausser, pour rétrécir la démocratie.

Restriction de la souveraineté nationale.

Jusqu'en 1848, la principale méthode utilisée par la grande bourgeoisie française pour maintenir sa domination malgré la démocratie, a été la restriction de la souveraineté nationale par le moyen du suffrage censitaire. En quoi consiste ce moyen ? Il consiste à subordonner le droit d'être électeur au paiement d'une certaine somme au titre des impôts directs. Il consiste à subordonner le droit d'être éligible au paiement de contributions directes plus élevées encore. En d'autres termes, avec le suffrage censitaire, pour avoir le droit de vote, il faut être riche et pour être éligible, il faut être plus riche encore.

C'est ainsi que jusqu'en 1848, la grande bourgeoisie a réussi, malgré les principes démocratiques, à maintenir sa domination en écartant du droit de vote l'immense majorité des citoyens.

La Constitution de 1875.

Aujourd'hui les choses sont moins simples. Le suffrage universel a été conquis en 1848. La Constitution qui nous régit à l'heure actuelle, la Constitution de 1875, comporte le suffrage universel, le droit de vote pour tout le monde. Certes, la grande bourgeoisie a réussi à faire inclure dans cette constitution, élaborée par une assemblée à majorité monarchiste, un certain nombre de restrictions anti-démocratiques. C'est ainsi que la Constitution de 1875 n'accorde pas le droit de vote aux femmes, aux soldats. C'est ainsi qu'elle pose le principe du suffrage universel, mais ne l'organise pas, ce qui laisse place à la possibilité de fausser la souveraineté nationale par des lois électorales antidémocratiques, lésant les candidats défenseurs du peuple. Les exemples qui illustrent cet aspect antidémocratique de la Constitution de 1875 sont connus, mais nous pouvons en rappeler deux.

Aux élections cantonales dernières, si chaque Parti avait obtenu un nombre d'élus proportionnel au chiffre de ses voix, le Parti communiste aurait eu 476 élus, alors qu'il en a eu 107 seulement.

Le second exemple est celui du Conseil municipal de Paris. Cette assemblée est gouvernée par une majorité de conseillers réactionnaires, alors que la grosse majorité du corps électoral de la capitale vote pour les partis du Front populaire.

La Constitution de 1875 présente d'autres aspects non démocratiques ; elle a institué le Sénat, assemblée élue au suffrage restreint, qui peut, dans certains cas, faire échec aux volontés populaires exprimées par le suffrage universel. C'est ainsi que, dans la dernière période, un certain nombre de textes favorables aux paysans et aux petites gens des villes se heurtent à l'hostilité du Sénat.

Comme on le voit, le texte de la Constitution qui nous régit ne permet pas une application conséquente des principes de la souveraineté nationale, des principes de la démocratie.

Mais l'oligarchie capitaliste dispose de bien d'autres moyens pour faire échec à la démocratie.

Les procédés de la grande bourgeoisie pour fausser la démocratie.

La possession, par la grande bourgeoisie, des principales richesses de la nation, lui permet de fausser par divers procédés le fonctionnement normal de la démocratie.

Examinons, parmi ces procédés, les plus courants, les principaux.

Les fonctions de l'Etat sont exercées par des hommes. L'argent permet à la grande bourgeoisie, en premier lieu, de corrompre une partie de ces hommes.

Ou bien elle les achète directement (par exemple, Staviski rétribuant Tardieu, Oustric rétribuant Raoul Péret), ou bien elle s'assure indirectement leur concours (Flandin, avocat de l'Aéropostale, le général Weygand dans le Conseil d'administration de la Compagnie de Suez).

Les scandales qui ont éclaté périodiquement dans l'histoire de la III^e République (scandale de Panama, scandale de la Légion d'honneur sous Jules Grévy, scandales Staviski et Oustric) attestent la profondeur de la corruption.

En second lieu, la grande bourgeoisie a la possibilité d'avoir à sa dévotion la plupart des hauts fonctionnaires qui dirigent les grandes administrations.

Le mode de recrutement de ces hauts fonctionnaires interdit pratiquement, en effet, l'accès des fils du peuple aux hautes fonctions administratives.

Cependant, il arrive que les ministres même, volontairement, par faiblesse ou par incompetence, soient prisonniers des dirigeants inamovibles des bureaux.

En troisième lieu, la grande bourgeoisie, bien que petite minorité, a la possibilité de faire élire ses propres représentants par la majorité. Propriétaire de la plupart des journaux, de nombreux postes de T.S.F., maîtresse de la publicité, elle exerce, en effet, sur le peuple, une pression idéologique constante qui peut masquer à celui-ci ses intérêts véritables. C'est ainsi que Napoléon III en France, Hitler en Allemagne furent portés au pouvoir par le suffrage universel.

Ainsi, l'inégalité sociale s'oppose à l'application conséquente du principe de la souveraineté nationale.

Egalité formelle devant la loi.

L'inégalité sociale constitue également un obstacle à l'application conséquente du principe de l'égalité devant la loi : un riche exploitateur et une humble ménagère, s'ils possèdent tous les deux un appareil de T.S.F., sont astreints par la loi à payer une taxe égale. Mais cette taxe représente une privation pour la ménagère, tandis qu'elle ne représente rien pour le gros patron. Cette idée du caractère formel de l'égalité dans une société divisée en classes est exprimée dans une forme originale par le grand écrivain français Anatole France.

La loi, a-t-il écrit, interdit aux banquiers et aux clochards de coucher sous les ponts.

La propriété capitaliste contre la liberté.

L'inégalité sociale n'est pas seulement une entrave à l'application conséquente des principes de la souveraineté nationale et de l'égalité devant la loi ; elle fausse également l'exercice des libertés démocratiques. Montrons-le par deux exemples.

La liberté d'opinion existe chez nous : chacun, en France, a le droit de penser ce qu'il veut. Mais il arrive chaque jour qu'un ouvrier sans travail se présente chez un patron qui acceptera de l'embaucher à condition qu'il adhère au Parti populaire français ou au Parti social français. La propriété capitaliste s'oppose ici à l'exercice de la liberté de conscience et l'on sait combien se généralisent, ces temps-ci, les renvois massifs d'ouvriers coupables seulement d'avoir voulu exercer leur liberté d'opinion.

Prenons la liberté de la presse. Elle existe en France ; tout le monde a le droit de fonder un journal. Mais on ne fonde pas un journal avec la liberté seule ; il faut aussi des fonds importants, si bien que la plupart des journaux appartiennent à la minorité parasite de la population, défendent les intérêts de cette minorité, s'efforcent de tromper la majorité du peuple.

Ainsi, l'inégalité sociale est incompatible avec une application conséquente de la démocratie.

Le double caractère de la démocratie

Nous voyons maintenant avec la netteté désirable double caractère de la démocratie.

En premier lieu, la démocratie constitue un progrès immense par rapport à l'Etat féodal, basé sur l'absolutisme, sur l'absence de liberté et d'égalité. Lénine a souvent insisté sur cet aspect positif de la démocratie. Il a écrit, dans sa brochure : *De l'Etat* :

La République démocratique et le suffrage universel ont marqué un énorme progrès en comparaison du servage, (Lénine, ouvrage cité, p. 26.)

et plus loin :

La République bourgeoise, le Parlement, le suffrage universel, tout cela représente un énorme progrès au point de vue du développement de la société dans le monde entier. (Idem, p. 27.)

Tel est le premier caractère de la démocratie, son caractère positif.

Le second caractère de la démocratie, c'est son caractère limité, formel, dans la mesure où la propriété bourgeoise des grands moyens de production est incompatible avec une véritable démocratie.

C'est en tenant compte de ce double caractère de la démocratie que nos maîtres, Marx, Engels, Lénine, Staline, ont sans cesse lutté sur deux fronts différents.

La démocratie et le marxisme.

Lutte, d'une part, contre les opportunistes qui ne voient pas le second caractère, le caractère formel de la démocratie, qui placent la question de la démocratie en dehors des classes et de leur lutte, qui aboutissent à la conclusion que la démocratie permettra d'obtenir progressivement, pacifiquement, la majorité parlementaire et par voie de conséquence, le pouvoir.

Les événements politiques de notre époque justifient amplement la lutte du marxisme-léninisme sur ce terrain. Chacun se rappelle, par exemple, comment, en Autriche, en 1934, la grande bourgeoisie mit les urnes au rancart et fit appel aux mitrailleuses. Et, beaucoup plus près de l'heure actuelle, n'avons-

nous pas l'exemple de la Roumanie, où la classe dirigeante n'hésite pas à bafouer le suffrage universel, à substituer aux élections régulières une parodie de scrutin, sous la menace ?

Ainsi, les illusions électoralistes ne résistent pas à l'expérience de la vie.

Marx, Engels, Lénine et Staline s'attaquent à ces illusions. Lénine, notamment, a mené une lutte continuelle contre les représentants de son temps de cette théorie, notamment contre le social-démocrate autrichien Karl Kautsky.

Mais, en même temps, les maîtres du socialisme scientifique mènent la lutte sur l'autre front, contre ceux qui ne voient pas, ou feignent de ne pas voir le caractère positif de la démocratie, contre les gauchistes en général et les anarchistes en particulier. Ceux-là adoptent une attitude absolument négative envers l'Etat ; ils prétendent se désintéresser des formes sous lesquelles s'exerce la domination de la grande bourgeoisie ; ils proclament qu'il ne faut pas participer aux élections, qu'il ne faut pas aller au Parlement ou dans les municipalités ; ils refusent d'utiliser les possibilités d'action dans les organismes de l'Etat, conquises au prix de dures luttes populaires dans le passé.

Ces conceptions se révèlent, à la lumière des événements contemporains, aussi néfastes que les conceptions opportunistes. Elles ont naguère servi de fondement à la lutte menée en Catalogne contre le gouvernement démocratique catalan. Et cette lutte, étayée par des arguments « gauches », a pu favoriser la guerre menée par l'hitlérien Franco contre la République espagnole en général, et la démocratie catalane en particulier.

Lénine, après Marx et Engels, a mis en garde les prolétaires contre les redoutables conséquences des conceptions gauchistes à l'égard du problème de l'Etat. Il a consacré à cette question les pages essentielles de son livre célèbre : la *Maladie infantile du communisme*.

III. — Le fascisme.

Nous pouvons maintenant comprendre la position actuelle de la grande bourgeoisie sur le problème de l'Etat.

La grande bourgeoisie et la démocratie.

Pendant des dizaines d'années, nous l'avons vu, la grande bourgeoisie en France a lutté pour rétrécir la démocratie, pour en fausser l'exercice, mais elle s'est accommodée en définitive de cette forme de gouvernement. La grande bourgeoisie s'accommode de la démocratie dans la mesure où l'usage des libertés démocratiques par le peuple ne met pas en cause la domination capitaliste.

Jusqu'aujourd'hui, l'Etat démocratique n'a pas empêché l'exploitation du peuple entier par la grande bourgeoisie. Mieux, l'Etat, dans la mesure où il maintenait « l'ordre établi », assurait la domination de la grande bourgeoisie sur le peuple.

Mais une situation nouvelle se présente aujourd'hui. Les masses populaires prennent conscience de leurs intérêts véritables et s'unissent pour les défendre.

De plus en plus, les masses populaires voient dans l'oligarchie capitaliste la source de leurs difficultés. Jusqu'ici, l'oligarchie utilisait la démocratie pour influencer les masses populaires. Aujourd'hui ces masses utilisent la démocratie pour lutter contre l'oligarchie.

Par exemple, la lutte victorieuse des syndicats pour l'amélioration de la condition des ouvriers, les manifestations contre la vie chère, l'essor de la presse ouvrière, les succès électoraux du Parti communiste montrent comment le peuple français fait usage aujourd'hui du droit syndical, de la liberté de réunion et de la presse, du droit de vote.

Cependant, la grande bourgeoisie entend, au même moment, maintenir et augmenter ses profits, par l'exploitation accrue des ouvriers, des paysans, des petites gens.

En d'autres termes, la démocratie qui pendant des années n'a pas empêché la domination de l'oligarchie sur le peuple, devient dans des circonstances changées un obstacle à cette domination ; si bien que l'oligarchie qui pendant des années s'est accommodée de la démocratie, s'efforce aujourd'hui d'anéantir la démocratie et d'instaurer une nouvelle forme de domination, un nouveau type d'Etat, le fascisme.

La grande bourgeoisie et le fascisme.

Staline, dans son rapport devant le 17^e congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., caractérise le fascisme

comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en état d'exercer son pouvoir au moyen des anciennes méthodes de parlementarisme et de démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes de domination terroriste. (J. Staline : Deux mondes, p. 12, Paris, au Bureau d'Éditions, 1934.)

Telles sont les conditions qui expliquent la naissance et le développement du fascisme.

Signification du fascisme.

Que signifie le fascisme ? Il signifie la volonté du grand capital de maintenir sa domination par la dictature terroriste ouverte, liée à une démagogie sociale tendant à assurer au fascisme certains appuis dans les masses. C'est en tenant compte de ce double aspect du fascisme qu'on comprend l'erreur de « théoriciens » comme le social-démocrate autrichien Otto Bauer, ou l'Anglais Brailsford, qui présentent le laxisme comme un pouvoir au-dessus des classes, ou encore comme la dictature de la petite bourgeoisie sur les autres classes de la société ! Les auteurs d'aussi singulières découvertes confondent tout simplement la classe dont le fascisme est l'instrument avec les classes sur lesquelles s'exerce sa démagogie.

Que le fascisme soit l'arme du grand capital, il est peut-être superflu de le rappeler ici. Chacun sait que le roi allemand de l'acier Thyssen a fourni à lui seul plus de 3 millions de marks au parti nazi pour sa campagne électorale de 1933. Chacun connaît les liens qui unissent, en France, les de Wendel, les Michelin, les Gignoux et autres magnats avec les organisations fascistes de notre pays ?

Le fascisme, c'est donc la dictature ouverte du grand capital en premier lieu.

C'est en deuxième lieu la tentative de créer un nouveau type d'Etat, basé non plus sur les libertés démocratiques et la souveraineté nationale, mais sur la suppression de toute liberté.

C'est en troisième lieu l'aggravation rapide des conditions de vie des masses populaires. Rappelons qu'un Italien consomme en moyenne deux fois moins de viande qu'un Français, trois fois moins de sucre, six fois moins de beurre. (Chiffres officiels du Bureau International du Travail).

En quatrième lieu, c'est le développement inouï de la politique de guerre, la recherche à l'extérieur de la solution aux difficultés intérieures de l'oligarchie. Guerres du fascisme italien en Abyssinie, des fascismes de Berlin et de Rome en Espagne, du fascisme japonais en Asie, plan hitlérien d'encercllement et d'asservissement de la France, conjuration germano-japonaise contre l'U.R.S.S., provocations quotidiennes de Mussolini, autant de faits qui montrent l'usage que fait la grande bourgeoisie de la dictature fasciste.

Ce que serait la victoire du fascisme en France.

Ce qui se passe dans les pays fascistes, notamment en Allemagne, nous permet de mesurer la calamité que constituerait la victoire du fascisme en France :

La victoire du fascisme en France, ce serait l'écrasement économique et politique des masses laborieuses. Ce serait pour les ouvriers des salaires de famine, la suppression de leurs maigres lois sociales, l'interdiction de toute résistance à l'offensive économique du capital et à l'emploi de la grève, la destruction de nos syndicats, la dispersion ou la mise au pas de nos coopératives ; pour les fonctionnaires ce serait les traitements réduits à néant, les licenciements, le caporalisme outrancier des administrations. La victoire du fascisme, ce serait les boutiquiers, les artisans livrés sans défense à l'exploitation du grand capital, des propriétaires, des trusts, des compagnies de transports, de M. Mercier, de l'Electricité, de M. de Wendel, du Comité des Forges ; ce serait les paysans sacrifiés aux intérêts, aux privilèges des capitalistes monopolisateurs, des financiers, la ruine complète de leurs entreprises. Ce serait les intellectuels brimés. Déjà les plus grands savants comme Perrin, Langevin, subissent d'odieuses attaques. Les professeurs sont attaqués vilement et basement par les bandes fascistes. Ce serait, à l'exemple de l'Allemagne hitlérienne, les autodafés moyenâgeux, la suppression de toutes les libertés, la terreur sanglante, la population totalement asservie, les militants de la classe ouvrière emprisonnés, assassinés, les communistes, les socialistes, les républicains et les démocrates

frappés par le fascisme. Ce serait, comme en Allemagne, après les Juifs, les catholiques, les protestants frappés par le fascisme ! Ce serait la catastrophe pour le pays, la réaction renforcée en Europe. Ce serait la guerre entre les peuples et l'agression contre l'Union Soviétique. A tout prix, nous voulons éviter et empêcher une telle horreur pour notre pays, pour le monde entier. (Maurice Thorez : l'Union de la nation française, p. 53. Paris, Publications révolutionnaires, 1936.)

La menace fasciste en France.

Le fascisme s'est montré en France pour la première fois à visage découvert il y a quatre ans, le 6 février 1934. Depuis, grâce à l'union de la classe ouvrière et à son alliance avec les classes moyennes, il a été tenu en échec. Mais cela ne signifie nullement que la menace fasciste soit écartée, eu même atténuée depuis quatre ans.

D'abord, parce que les ligues factieuses qui avaient organisé le 6 février 1934 se sont reconstituées après leur dissolution sous l'appellation de partis (Parti social français. Parti populaire français, etc...)

En second lieu, parce que l'armement des fascistes est beaucoup plus développé aujourd'hui qu'il y a quatre ans, comme le révèlent les découvertes faites à l'occasion, du complot des cagouleurs.

En troisième lieu, parce que le fascisme, (on le voit par la libération successive des inculpés du C.S.A.R.) bénéficie de complaisances redoutables dans l'appareil de l'Etat démocratique.

En quatrième lieu, parce qu'il dispose de l'appui ouvert et malheureusement toléré des puissances étrangères où le fascisme est au pouvoir. Hitler notamment ne se gêne nullement pour financer et armer les hitlériens français, pour les aider à organiser la guerre civile en France.

Enfin, il importe de souligner que les abandons des gouvernements démocratiques dans l'application du programme du Front populaire ne peuvent que favoriser le fascisme. Si le programme comporte des mesures en faveur des chômeurs et que les gouvernements démocratiques reculent devant la réalisation de ces mesures, les chômeurs deviennent une proie possible pour la propagande fasciste ; il en est de même pour les petits commerçants, pour toutes les catégories de la population laborieuse.

IV. — Le problème du Moment et la position des marxistes

Nous avons maintenant la possibilité de dégager les données du problème posé actuellement devant nous.

Les données du problème

Première donnée. Nous, marxistes, nous luttons pour une démocratie complète, nous luttons pour des libertés sans entraves et comme nous avons établi que la domination capitaliste est une entrave à une démocratie conséquente, nous luttons pour mettre fin à la domination capitaliste.

Deuxième donnée. Aujourd'hui, nous, marxistes, nous avons à nous prononcer sur la forme que revêt la domination capitaliste, nous avons à faire un choix entre la démocratie et la dictature fasciste.

Troisième donnée. Le fascisme n'est pas inévitable. Il a triomphé dans de grands pays, en Allemagne en particulier, non parce qu'il est inévitable, mais parce que certaines conditions ont favorisé sa victoire. Le fascisme a triomphé en Allemagne grâce à la division de la classe ouvrière allemande, en raison de la politique de collaboration avec la bourgeoisie menée par les chefs de la social-démocratie allemande. Il a triomphé grâce à la mésentente entre la classe ouvrière divisée et les classes moyennes. Il a triomphé parce qu'il a réussi à tromper d'importantes couches populaires. Il a triomphé grâce à la complaisance, à la faiblesse des gouvernements démocratiques. Il a triomphé grâce aux appuis dont il disposait dans certains cadres de l'armée et de l'administration.

Notre position.

Le problème étant ainsi posé, les marxistes entendent tout mettre en oeuvre pour défendre la démocratie, empêcher la victoire du fascisme.

La défaite du fascisme est possible si l'on tient compte de l'expérience allemande que nous venons d'analyser. La défense de la démocratie exige qu'on s'efforce de réaliser les conditions suivantes :

1. L'unité de la classe ouvrière.

2. L'alliance de la classe ouvrière unie avec les classes moyennes, qui constituent l'objectif du « Front populaire » et de la politique d'union de la nation française.
3. Lutte idéologique contre le fascisme, en vue d'empêcher sa démagogie de toucher les masses, en vue de lui arracher le masque dont il se couvre.
4. Mesures efficaces contre les ligues factieuses et épuration des cadres de l'armée et des grandes administrations.

Tels sont les enseignements de la douloureuse expérience allemande. Tel est la position du marxisme, de la science, devant le problème politique essentiel de l'heure présente.

Le « gauchisme » et la démocratie

Les marxistes, alors qu'ils mènent une lutte conséquente pour la défense de la démocratie contre le fascisme, sont accusés par des gauchistes de tourner le dos à leur idéal, d'abandonner le chemin qui conduit à la libération des travailleurs.

Que préconisent donc ces bavards gauchistes à propos du problème : démocratie ou fascisme ?

Ils préconisent, sous prétexte d'aller plus vite, la lutte immédiate pour en finir avec la domination capitaliste, obstacle à une démocratie conséquente. La position gauchiste s'exprime par le mot d'ordre « tout est possible », par une politique tendant à substituer au Front populaire, alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes, un « Front révolutionnaire » qui ne grouperait que les hommes déjà convaincus de la nécessité de mettre fin à la domination capitaliste, à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les marxistes, qui ne sont ni des bavards, ni des aventuriers, mais des militants responsables qui s'appuient sur la science, mettent le peuple en garde contre une telle politique dont il est aisé de mesurer les conséquences. Le résultat d'une telle politique, ce n'est nullement la victoire définitive du peuple, mais la défaite du peuple.

C'est l'enseignement de l'Histoire en général et de l'histoire de France en particulier.

L'enseignement de l'histoire.

L'expérience historique nous apprend que chaque fois qu'une avant-garde est allée isolée au combat contre la bourgeoisie, elle a été écrasée. En 1848, les ouvriers révolutionnaires français étaient aussi courageux que les ouvriers révolutionnaires d'aujourd'hui, ils se sont battus sans l'appui des paysans et des classes moyennes de Paris au cours des journées de Juin et ce fut la défaite. En 1871, la Commune de Paris, privée de l'appui des paysans, a été écrasée.

En 1938, dire qu'il faut remplacer le Front populaire par un front révolutionnaire, cela signifie préconiser la rupture des ouvriers révolutionnaires avec les classes moyennes et avec une partie de la classe ouvrière, rejeter ces classes moyennes et cette partie de la classe ouvrière vers le fascisme, créer les conditions de la défaite pour le peuple. Voilà ce que nous apprend l'histoire.

Au bout de la politique gauchiste, il y a donc la défaite et c'est si vrai que la grande bourgeoisie s'efforce par la provocation de diviser à tout prix les masses populaires.

Le « gauchisme » à l'œuvre.

On sait, par exemple, qu'en Espagne, en pleine guerre organisée par le fascisme, certains « gauchistes » ont effectué des tentatives partielles de socialisation immédiate. Or, les enquêtes provoquées en Espagne par ces tentatives ont permis de prouver que dans la plupart des cas, ces « gauchistes » étaient des agents directs du fascisme et de Franco. Rien d'étonnant à cela. Il est clair qu'à l'heure actuelle, le fascisme en Espagne ne peut être tenu en échec que par le rassemblement de la classe ouvrière et des classes moyennes, paysans en tête et qu'une politique qui, sous prétexte d'aller droit au but, provoque la scission entre la classe ouvrière et les classes moyennes et divise ainsi les ennemis de Franco, lait sans conteste le jeu du fascisme.

Lénine et les conditions de la victoire

La lutte contre l'aventurisme gauchiste occupe une place importante dans les œuvres fondamentales des maîtres du socialisme scientifique. Permettez-moi de citer une nouvelle fois Lénine et la *Maladie infantile du communisme*.

*On ne vainc pas avec une avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans une bataille décisive, alors que la classe dans son ensemble, la masse n'a pas adopté une attitude de franc soutien, ou tout au moins de neutralité bienveillante qui la rende complètement incapable de soutenir l'adversaire, ce serait plus qu'une sottise : un crime. Et pour que la classe entière, pour que les masses des travailleurs et des opprimés du Capital en arrivent à adopter cette attitude, il faut plus que la propagande et l'agitation. Il y faut l'expérience politique de ces masses mêmes. (V. I. Lénine : *La Maladie infantile au communisme*, p. 71. Paris, Bureau d'Éditions, 1937 (collection *les Éléments du communisme*)).*

Ainsi, deux conditions sont indispensables à la lutte décisive contre le capital : d'abord, le rassemblement de toutes les masses ou de leur immense majorité et ensuite la conviction unanime, acquise par la propre expérience des masses, qu'il faut en finir avec la domination capitaliste. Voilà ce que nous enseigne Lénine.

De la défense de la démocratie à la lutte pour notre idéal.

La lutte d'aujourd'hui pour la défense de la démocratie va d'ailleurs dans le sens de la réalisation de notre idéal politique et cela pour trois raisons fort simples.

La première raison, c'est que la lutte pour la défense de la démocratie (même formelle) permet le rassemblement de la classe ouvrière et des classes moyennes, condition première d'une lutte plus décisive.

La deuxième raison, c'est qu'en luttant pour le maintien des libertés démocratiques actuelles, les masses acquièrent l'expérience dont parle Lénine ; en luttant pour les libertés actuelles, elles apprennent progressivement qu'il ne peut y avoir de démocratie complète dans le cadre de la domination capitaliste ; elles se convaincront par leur propre expérience de la nécessité d'en finir avec la domination capitaliste pour conquérir une démocratie conséquente.

La troisième raison, c'est que les formes démocratiques de gouvernement ne conviennent plus, à l'heure actuelle, au maintien de la domination de l'oligarchie. Comment, alors, ne pas comprendre que dans la mesure où nous luttons pour maintenir la démocratie, nous luttons pour une larme d'État dont l'oligarchie ne veut plus, dont elle ne peut plus se servir et nous affaiblissons, en conséquence, la domination capitaliste que nous voulons abattre ?

Ainsi, la lutte des marxistes pour la défense de la démocratie, dans les circonstances actuelles, est conforme aux intérêts présents du peuple en même temps qu'à son avenir.

Nous suivons de cette matière la directive de Marx qui écrit dans ses *Lettres à Kugelmann* :

*Il faut prendre les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire faire prévaloir l'intérêt révolutionnaire d'une façon qui corresponde aux conditions nouvelles. (Karl Marx : *Lettres à Kugelmann*, p. 55. Éditions sociales internationales, Paris, 1928. (Bibliothèque marxiste).)*

V. — Conclusions

De notre étude du problème de l'État, nous pouvons, en terminant, dégager les conclusions suivantes :

1. L'État est le produit de la division de la société en classes ;
2. A chaque étape du développement social, la classe dominante fait usage de l'État pour maintenir sa domination ;
3. La domination de la minorité de la population sur la majorité est incompatible avec une démocratie conséquente ;
4. Les marxistes ne sont nullement indifférents aux formes que revêt la domination du capital ; en défendant la démocratie contre le fascisme, ils défendent l'intérêt présent du peuple et préparent les conditions de l'épanouissement de la démocratie, incompatible avec le maintien de la domination capitaliste.

4 mars 1938.

LECTURES

V. I. Lénine : *de l'Etat*, première partie. Paris, Bureau d'Editions, 1937.

Georges Dimitrov : *l'Unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme*, première partie. Nouvelle édition, Paris, Bureau d'Editions, 1937.

V. I. Lénine : *la Maladie infantile du communisme*, chapitre VII et X. Paris, Bureau d'Editions, 1937.

J. Staline : *des Principes du léninisme*, chapitre « La théorie ». Paris, Bureau d'Editions, 1937.

V. I. Lénine) ; *l'Etat et la révolution*, chapitre premier. Edition du XX^e anniversaire, Paris, Bureau d'Editions, 1937.

3. LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME

I. — Les conditions d'une démocratie conséquente

Dans le chapitre précédent, nous avons, analysé la démocratie telle qu'elle existe en France et dans un certain nombre de pays capitalistes. Cette analyse nous a permis de dégager le double caractère de la démocratie : d'une part, son caractère positif, dans la mesure où elle représente, avec les droits et les libertés qu'elle comporte, un progrès immense par rapport à l'état féodal ; d'autre part, son caractère limité, formel, dans la mesure où la persistance de l'inégalité sociale, l'exploitation de la majorité de la population par la minorité capitaliste, empêchent l'exercice véritable des libertés que comporte la démocratie.

Qu'entendons-nous par démocratie conséquente ? Nous entendons par démocratie conséquente une démocratie qui ne comporte pas seulement des libertés, mais qui comporte en même temps les moyens matériels d'exercer ces libertés, une démocratie réelle et non formelle. La réalisation de cette démocratie conséquente figurant parmi les objectifs des marxistes, il convient de rechercher les conditions d'une telle démocratie.

Abolition de l'exploitation de l'homme.

Puisque la démocratie, dans la société capitalistes est formelle, limitée, en raison de l'exploitation de l'homme par l'homme, en raison de l'inégalité sociale, la première condition d'une démocratie conséquente, c'est l'abolition de l'inégalité sociale, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On trouve cette idée exprimée en toute clarté dans les déclarations de Maurice Thorez au journaliste M. Millet.

La liberté véritable, dit Maurice Thorez, c'est la suppression de la domination de l'homme sur l'homme. Tant que cette exploitation subsiste, l'homme ne saurait être libre. Or, le mode de production capitaliste est basé précisément sur l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pourquoi il ne saurait connaître la liberté totale. C'est pourquoi dans les Etats capitalistes les plus démocratiques, éclate constamment la contradiction entre l'égalité reconnue par les lois et supprimée par les faits, entre les Constitutions, qui accordent les libertés démocratiques au peuple, et la pauvreté, qui l'empêche d'en faire un plein usage, entre la liberté formelle et la sujétion effective.

En un mot, il ne peut y avoir de démocratie véritable, de démocratie conséquente tant qu'existe l'inégalité sociale, l'exploitation de l'homme par l'homme ; et, comme, dans la société capitaliste, l'inégalité sociale et l'exploitation de l'homme par l'homme, sont inhérentes à la propriété privée des grands moyens de production par la minorité capitaliste, la condition d'une démocratie conséquente, c'est l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production.

Pas d' « égalitarisme ».

L'inégalité que les marxistes veulent supprimer, c'est l'inégalité sociale, l'inégalité entre les classes.

L'accusation selon laquelle le marxisme tend à supprimer les différences qui existent entre les individus, à étouffer la personnalité de chacun, à créer un homme « standard » ne repose sur aucun fondement. Jamais le marxisme n'a professé la théorie de l'égalisation des individus, la théorie de « l'égalitarisme ». Engels, dans son célèbre ouvrage *l'Anti-Dühring* s'exprime, à ce sujet, dans les termes suivants :

Le contenu réel de la revendication prolétarienne de l'égalité mène à la revendication de la liquidation des classes. Toute revendication d'égalité qui dépasse ce but conduit inéluctablement à l'absurde.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il serait absurde de nier que les hommes, les individus ne sont pas égaux. Ils naissent avec des dons physiques et des dons intellectuels qui ne sont pas les mêmes ; ils sont, de nature, plus ou moins forts, plus ou moins intelligents.

En accusant les marxistes de vouloir égaliser les individus, les défenseurs du capitalisme disent le contraire de la vérité.

En effet, ce n'est nullement les marxistes, mais bien la société capitaliste, fondée sur l'inégalité sociale, qui empêche le développement des individus, leur épanouissement personnel. Montrons-le par un fait très simple. N'est-il pas vrai que parmi les fils des classes pauvres de la population, dans la société capitaliste, beaucoup, bien qu'extrêmement doués du point de vue intellectuel, ne peuvent enrichir leurs connaissances, développer leur personnalité, parce qu'à partir de l'âge de treize ans, ils sont obligés d'aller travailler pour gagner leur vie ? Le système capitaliste tend à réaliser ce que ses défenseurs reprochent aux marxistes de vouloir faire, c'est-à-dire l'égalisation par en bas des individus qu'il empêche de se développer et de s'épanouir.

Tandis que, lorsqu'il n'y aura plus exploitation de l'homme par l'homme, les hommes, dès leur naissance, bénéficieront de chances égales de développer leur personnalité. L'idéal humain des marxistes, comme l'indique Maurice Thorez au cours des déclarations rappelées ci-dessus,

c'est l'homme libre développant sa personnalité originale dans une société libre.

Ainsi, l'abolition de la propriété capitaliste des grands moyens de production, permettant d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, et libérant la personnalité humaine, constitue la condition d'une démocratie conséquente.

La conquête du pouvoir.

Il est facile de comprendre que la suppression de la propriété des capitalistes sur les grands moyens de production ne s'effectuera pas sans contrainte. On imagine difficilement que l'oligarchie capitaliste, maîtresse des diverses entreprises industrielles et commerciales, ainsi que des grandes banques, se laissera convaincre de la nécessité de renoncer à ses privilèges.

Il faudra, évidemment, l'y contraindre ; il faudra que la majorité, c'est-à-dire le peuple tout entier, l'ensemble des classes opprimées par l'oligarchie capitaliste, impose sa loi à la minorité exploiteuse. Comment la lui imposer ?

Nous savons, après avoir étudié le problème de l'Etat, qu'une partie de la population d'un pays ne peut imposer sa volonté à l'autre partie qu'en, se servant d'un appareil fait pour la contrainte, l'Etat. Il en résulte que la population laborieuse ne pourra imposer à l'oligarchie capitaliste la socialisation des grands, moyens de production qu'au moyen de l'Etat, en faisant, usage du pouvoir.

Voilà pourquoi une des conditions, indispensables pour réaliser une démocratie conséquente, c'est la conquête du pouvoir par les masses laborieuses, par le peuple.

Cette conquête du pouvoir n'est pas une chose facile. L'étude du fascisme nous a permis de constater que les oligarchies capitalistes n'hésitent pas à s'opposer par la violence, lorsque les circonstances l'exigent, à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple.

C'est dire que ce serait un vain espoir d'envisager l'accession au pouvoir des masses laborieuses par la conquête pacifique d'une majorité parlementaire, de la moitié plus un des suffrages des électeurs. Une telle conception de la conquête du pouvoir, dite théorie des 51 %, fut défendue par le « théoricien » socialiste autrichien Otto Bauer, et l'histoire contemporaine de l'Autriche a montré le cas qu'il faut en faire. Puisque nous savons que l'oligarchie capitaliste est décidée à user de la violence pour empêcher l'exercice du pouvoir par le peuple, celui-ci doit organiser l'union de ses forces en vue de briser la résistance des oligarchies et de conquérir le pouvoir, malgré leurs efforts.

II. — Le gouvernement du peuple

Le peuple doit conquérir le pouvoir, il doit faire usage du pouvoir ; il n'y aura pas de démocratie conséquente sans gouvernement du peuple. Telles sont nos premières conclusions.

Elles nous conduisent à l'étude de la question du gouvernement du peuple. Pourquoi ce gouvernement est-il indispensable ? Quel est son rôle ? Quelles sont ses formes ? Autant de questions auxquelles nous devons répondre. Il importe d'abord de dégager, dans ce domaine, les enseignements de l'histoire.

Les enseignements de l'histoire.

L'histoire nous apprend qu'il ne suffit pas que l'ensemble des classes exploitées d'un pays abolisse les privilèges de la classe exploiteuse pour en avoir fini avec elle ; elle nous apprend que chaque fois que

les classes exploitées ont aboli les privilèges des exploiters, il y a eu inmanquablement de la part de ceux-ci des tentatives acharnées de restauration qu'il a fallu briser. C'est en particulier la leçon de la Révolution de 1789 ; la noblesse d'alors, ayant été dépossédée de ses privilèges par la Révolution, ne s'est pas avouée vaincue ; elle a organisé des soulèvements dans le pays, elle a fomenté des trahisons dans les rangs des représentants des autres classes, elle n'a pas hésité à faire appel au concours des pays étrangers où la noblesse était encore au pouvoir pour essayer de reconquérir sa primauté perdue.

L'histoire de la Révolution de 1789 nous apprend que les classes nouvelles ont dû défendre avec énergie leurs conquêtes, organiser un nouvel Etat afin de briser les résistances de la noblesse et ses tentatives de restauration.

Dans la suite des événements historiques, lorsque le peuple a eu affaire, non plus à la noblesse, mais à la nouvelle classe d'exploiteurs, la bourgeoisie capitaliste, la nécessité pour le peuple de se servir de l'Etat pour maintenir ses conquêtes s'est révélée avec la même clarté. On sait qu'en 1871 par exemple, en France, le peuple de Paris ayant pris le pouvoir, les capitalistes réussirent à reconquérir, avec l'appui des Prussiens, leurs privilèges.

A cette expérience de la Commune de Paris, Marx a consacré un ouvrage : la *Guerre civile en France* (Karl Marx : *la Guerre civile en France* (1871). Paris, au Bureau d'Editions, 1936.), et il a abouti à la conclusion suivante :

Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. (Karl Marx et Friedrich Engels : *Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt*, page 33. Paris, au Bureau d'Editions, 1934.)

Marx nous enseigne donc qu'après l'expropriation des capitalistes, il faudra que le prolétariat, allié aux autres classes laborieuses de la société, pendant toute une période historique, prenne les mesures nécessaires pour briser les tentatives de restauration du capital ; il faudra qu'il crée pour cela un ensemble d'organismes, un Etat apte à la réalisation de cette tâche.

Nécessité du gouvernement du peuple.

Pourquoi cet Etat est-il indispensable ? Comment la grande bourgeoisie, une fois expropriée, conserve-t-elle la possibilité de menacer les conquêtes du peuple, la force nécessaire pour tenter la restauration de ses privilèges ?

Il est facile de répondre à cette question en étudiant la riche expérience de la Révolution russe et du pouvoir soviétique. Au mois d'octobre 1917, chacun le sait, les peuples de l'ancienne Russie, les ouvriers, les paysans, les petites gens de ce pays, ont réussi à conquérir le pouvoir et s'en sont aussitôt servi pour procéder à l'expropriation des grands capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

Les événements qui suivirent cette conquête du pouvoir par le peuple montrent bien que les capitalistes ne se considèrent pas comme définitivement vaincus et restent forts après leur expropriation, qu'il peut être plus difficile au peuple de garder le pouvoir que de le conquérir. Voyons-en les raisons à la lumière de l'expérience soviétique.

En premier lieu : dépossédés de leurs privilèges dans un pays, les capitalistes disposent de l'appui de la grande bourgeoisie restée au pouvoir dans les autres pays ; l'histoire de la Révolution russe nous apprend que dans les années qui ont suivi la conquête du pouvoir par le peuple, les capitalistes des autres pays (notamment de la France et de l'Angleterre) ont organisé l'intervention armée, la guerre directe contre l'Union soviétique en vue d'aider à la restauration des privilèges capitalistes dans ce pays.

En second lieu : dépossédés de leurs privilèges, les capitalistes conservent un certain nombre d'avantages. Ils ont de l'argent (et il est impossible de supprimer l'argent comme moyen d'échange le jour où le peuple s'empare du pouvoir). Avec cet argent, ils ont la possibilité d'organiser et de financer des bandes de guerre civile destinées à appuyer leurs tentatives de restauration. Ils conservent des liaisons avec le haut personnel technique (en France, le complot des cagouleurs a révélé les liens des Gignoux, Michelin et autres avec certains ingénieurs, comme ceux qui réalisèrent les attentats de l'Etoile). Et comme le peuple, après avoir dépossédé les capitalistes de leurs privilèges, ne dispose pas

d'un corps suffisant de hauts techniciens dévoués à sa cause, il est obligé d'utiliser les cadres existants et parfois de conserver dans la place les agents de l'ennemi. Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos que les premiers grands procès de saboteurs en Union soviétique poussaient au banc des accusés des personnages ayant précédemment assumé la direction technique d'entreprises capitalistes.

En troisième lieu : les capitalistes déchus ont à leur dévotion une partie importante des anciens hauts cadres militaires qui, en cas de guerre civile en vue de la restauration du capitalisme, jouent un rôle important dans la direction des forces opposées aux forces populaires. C'est là un des facteurs qui ont permis aux exploités expropriés en U.R.S.S. de conduire une guerre civile de quatre ans, au lendemain de la conquête du pouvoir par le peuple.

En quatrième lieu : lorsque le peuple prend le pouvoir, il exproprie les grands capitalistes possesseurs des moyens de production essentiels, mais il n'exproprie qu'eux. Il ne touche pas à la propriété personnelle des petits et moyens producteurs de l'industrie et de l'agriculture. Ces petits producteurs n'exploitent pas le travail d'autrui ; leur propriété est le fruit de leur travail personnel ; elle ne s'oppose nullement à l'exercice des libertés populaires. Mieux, le concours des millions de paysans, artisans, petits commerçants, est indispensable aux autres couches laborieuses, tant pour conquérir le pouvoir que pour le préserver des tentatives de restauration du grand capital. Seulement, la petite et moyenne bourgeoisie risque, dans certaines conditions de développement, sur lesquelles nous reviendrons, de permettre la renaissance du capitalisme. Tant que ces couches moyennes de la population ne se convainquent pas par leur propre expérience de la nécessité des formes collectives de production et de propriété, persiste le danger de voir renaître le capitalisme de ses cendres.

Les tâches du peuple au pouvoir.

Telles sont les raisons pour lesquelles le peuple, ayant conquis le pouvoir, ne peut conserver sa victoire qu'aux conditions suivantes :

1. *Etre capable de briser toute tentative d'intervention du capitalisme étranger.*
2. *Etre capable de briser toute tentative de restauration des capitalistes, organisée sur le plan intérieur.*
3. *Etre capable d'organiser une économie nouvelle, socialiste, fondée sur la propriété collective des moyens de production, sur le passage volontaire des couches moyennes du peuple aux formes sociales de la production et de la propriété.*

Ces tâches, le peuple ne peut les réaliser que s'il dispose de moyens de contrainte suffisants contre les anciens exploités, s'il dispose d'un Etat.

Pour en finir avec l'intervention des gouvernements capitalistes étrangers, l'Union soviétique, par exemple, a dû créer son armée, partie de son Etat

Pour en finir avec le sabotage et les crimes des anciens exploités, elle a dû créer ses tribunaux, ses juges, ses prisons, l'ensemble des organismes qui constituent l'Etat,

Il ne suffit pas au peuple, pour remporter la victoire sur l'oligarchie capitaliste, de s'emparer du pouvoir, mais il doit ensuite créer son pouvoir à lui, son Etat à lui, pour empêcher le succès de toute tentative de restauration des oligarchies.

Et l'expression aujourd'hui courante de « dictature du prolétariat » se rapporte à cet Etat dont nous venons de montrer la nécessité pour le peuple.

Signification de la dictature du prolétariat.

Examinons maintenant cette notion de dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat, gouvernement du peuple, ne signifie pas la démocratie, la liberté pour tout le monde. Les exploités qui ont été dépossédés de leurs privilèges par le peuple ne sauraient être laissés libres de poursuivre leurs tentatives de restauration. Ce serait une folie pour le peuple, après qu'il a exproprié les grands capitalistes, de leur laisser la possibilité de préparer leur retour au pouvoir en s'organisant librement, en utilisant leurs ressources pour corrompre ou tromper en toute liberté.

Le gouvernement du peuple n'est pas la démocratie, ni la liberté pour les ennemis du peuple. Il brise, au contraire, par tous les moyens, y compris les plus énergiques, toutes tentatives des anciennes classes dépossédées, en vue de recouvrer leurs privilèges. C'est dans ce sens qu'on peut, en évoquant ce pouvoir, parler de dictature.

En ce qui concerne les anciennes classes exploitées (ouvriers, paysans, petits commerçants, petites gens), la dictature du prolétariat, gouvernement du peuple, leur assure non seulement les libertés les plus larges, mais les moyens de les exercer. La démocratie conséquente remplace la démocratie formelle, puisque la domination capitaliste, qui conférait à la démocratie un caractère formel, est abolie.

Ainsi, la dictature du prolétariat ne signifie nullement la dictature de la classe ouvrière sur les autres couches de la société, mais le pouvoir du peuple entier sur l'infime minorité d'anciens exploités. Le prolétariat, la classe ouvrière, joue seulement dans ce pouvoir du peuple un rôle particulièrement important ; de sérieuses raisons motivent le rassemblement du peuple entier autour du prolétariat, pour la conquête et la conservation du pouvoir.

Le rôle du prolétariat.

Quelles sont ces raisons ? Les ouvriers sont-ils plus intelligents que les paysans ou que les commerçants ? La question ne se pose pas ainsi.

Dans le gouvernement du peuple, le rôle prédominant appartient au prolétariat pour les raisons suivantes :

Première raison : le prolétariat est une classe nombreuse, dont l'importance va croissant à mesure que se développe la société. Rappelons que depuis cent ans, le nombre des prolétaires en France est décuplé.

Deuxième raison : Le prolétariat est la classe la plus concentrée, et par voie de conséquence la mieux organisée. Chez Renault, il y a près de 40.000 prolétaires, rassemblés dans un même syndicat ; comment pourrait-on s'y prendre pour rassembler et organiser en un seul bloc un nombre égal de paysans ?

Troisième raison : le prolétariat est une classe homogène ; tous les prolétaires ne touchent pas le même salaire, mais ils sont tous exploités sous une forme unique, sous la forme du salariat ; au contraire, des autres classes, par exemple les paysans dont certains sont des ouvriers agricoles, d'autres travaillent partie pour un patron, partie pour leur propre compte ; il y en a qui sont fermiers, d'autres qui sont métayers, d'autres qui sont petits propriétaires et travaillent tout seuls leurs terres, d'autres enfin qui travaillent et emploient en même temps un ou deux salariés. L'unité de vues, condition d'une action efficace, est favorisée par l'homogénéité du prolétariat.

Quatrième raison : le prolétariat est directement exploité par les oligarchies ; il ne possède rien. Marx, parlant de la révolution socialiste, a pu dire

le prolétariat n'a rien à y perdre que ses chaînes.

Il en résulte que la lutte du prolétariat contre l'oligarchie est caractérisée par l'absence de toute hésitation, par sa fermeté et sa continuité.

Enfin, le prolétariat détient dans la société moderne les leviers de commande, puisqu'il occupe les centres essentiels de la production, des transports, des services publics, etc... Telles sont les raisons fort simples qui confèrent à la classe ouvrière un rôle décisif dans la lutte du peuple entier pour conquérir le pouvoir et pour s'en servir. C'est pour cela qu'on parle de dictature du prolétariat.

Mais répétons qu'il ne s'agit pas de dictature des ouvriers sur les autres classes de la société, qu'il s'agit du gouvernement du peuple entier *autour* du prolétariat.

Lénine et la dictature du prolétariat

Cette idée a été maintes fois développée par Lénine qui caractérise la dictature du prolétariat comme une

forme particulière de l'union de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs et les couches non prolétariennes des travailleurs.

Lénine donne également dans *l'Etat et la Révolution* les caractéristiques suivantes de la dictature du prolétariat :

la démocratie pour l'immense majorité du peuple et la répression par la force de l'activité des exploités, des oppresseurs du peuple, leur exclusion, en d'autres termes, de la démocratie, telle est la transformation que subit la démocratie dans la période de transition du capitalisme au communisme.

Nous sommes à présent renseignés sur la conception marxiste du gouvernement du peuple, sur la théorie de la dictature du prolétariat.

Mais quelles sont les formes de gouvernement du peuple.

Les formes de gouvernement du peuple

Ces formes, le peuple les a cherchées à travers les révolutions qu'il a accomplies dans le passé.

La première forme du gouvernement du peuple, nous la trouvons dans la première des révolutions prolétariennes, la Commune de Paris. Les organismes de l'Etat, sous la Commune, ne ressemblaient en rien aux organismes de l'Etat bourgeois. L'expérience de la Commune fut soigneusement étudiée par Marx, puis par Lénine, et les révolutions ultérieures ; celles de 1905, puis de 1917, en Russie, s'inspirèrent de cette expérience, en la développant et en la perfectionnant.

Au cours de la Révolution russe de 1905, naquirent les Soviets, conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, organisations directes du peuple entier.

Et la Révolution russe de 1917, développant à la fois les exemples de la Commune et de la Révolution russe de 1905, a créé une nouvelle forme d'Etat, un système de gouvernement du peuple basé, appuyé tout entier, sur les Conseils d'ouvriers et de paysans, sur les Soviets.

Caractéristiques du pouvoir soviétique

Il n'entre pas dans notre objet de procéder à un examen, détaillé de la structure et du fonctionnement d'un Soviet. Ceux qui veulent en connaître les détails pourront lire, dans la collection « Voici l'U.R.S.S. », une utile brochure intitulée *Qu'est-ce qu'un Soviet ?* (Marcel Koch : *Qu'est-ce qu'un Soviet ?* Paris, au Bureau d'Edition, 1936.), Mais ce que nous devons examiner, ce sont les caractéristiques essentielles de cette nouvelle forme d'Etat, la forme soviétique.

Le pouvoir soviétique, pour la première fois, assure la participation effective du peuple à la gestion des affaires publiques. Comment cela ?

D'abord, parce que le pouvoir soviétique est fondé sur l'abolition de l'exploitation capitaliste, parce que les droits et les libertés qu'il accorde au peuple ne peuvent être faussés, limités par l'inégalité sociale.

En second lieu, le pouvoir soviétique donne au suffrage universel sa pleine efficacité. En Union soviétique, le suffrage universel signifie le droit de vote pour tous les citoyens, sans distinction de sexe et sans distinction de nationalité. On peut rappeler, par exemple, au moment où la réaction en France s'oppose furieusement au projet Violette qui tend à donner le droit de vote à une mince couche d'indigènes en Algérie, que le pouvoir soviétique confère aux peuples autrefois colonisés et opprimés par le tsarisme les mêmes droits électoraux qu'au peuple russe.

En troisième lieu, l'Etat soviétique assure la participation du peuple au pouvoir par le contrôle de l'électeur sur l'élu, en instituant l'obligation pour les élus à tous les échelons de rendre compte de leur mandat à leurs électeurs et le droit pour ceux-ci de révoquer, de changer leurs élus s'ils ne se montrent pas dignes de leur confiance.

En quatrième lieu, l'Etat Soviétique abolit la séparation des pouvoirs. En France, comme dans d'autres pays capitalistes, la séparation du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif permet en bien des cas de faire échec aux volontés populaires. C'est ainsi que le Parlement français (pouvoir législatif) a voté voici plusieurs années une loi instituant la carte d'identité fiscale en vue de lutter contre la fraude

fiscale. Mais le gouvernement (pouvoir exécutif) a pu jusqu'ici ne pas appliquer cette loi en vertu de la séparation des pouvoirs. Le pouvoir soviétique abolit cette séparation arbitraire.

Enfin, le pouvoir soviétique appelle les masses à la gestion directe des affaires publiques. Le nombre considérable des élus, dans les Soviets aux divers échelons, le fonctionnement, à côté de chaque Soviet, de nombreuses sections de travail ouvertes à des citoyens non membres du Soviet et déployant leur activité dans les différents secteurs des affaires publiques (urbanisme, santé publique, loisirs, etc..) tout cela répond à la volonté autrefois exprimée par Lénine :

Nous voulons que chaque cuisinière apprenne à gouverner l'Etat.

Ainsi l'Etat soviétique tend à ne plus être un ensemble de « détachements spéciaux d'hommes » et devient dès sa création la chose de la société tout entière, à l'exception de la minorité capitaliste qui a été déposée.

Telles sont les principales caractéristiques de l'Etat soviétique, du gouvernement du peuple.

Les ennemis de la dictature du prolétariat

La théorie marxiste de la dictature du prolétariat, le pouvoir soviétique qui en est l'application pratique, sont âprement combattus au sein même de la classe ouvrière.

Nous avons montré, dans le Chapitre premier comment la grande bourgeoisie a la possibilité de faire pénétrer dans les rangs du prolétariat ses idées et même ses hommes.

La théorie et la pratique de la dictature du prolétariat sont combattues par les opportunistes. Les opportunistes posent la question de la démocratie ou de la dictature en général, sans tenir compte de l'existence des classes sociales. Aux pays de démocratie bourgeoise, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, les opportunistes opposent les pays de dictature et placent sur le même plan l'Union soviétique où le peuple est au pouvoir et les puissances fascistes comme l'Allemagne de Hitler et l'Italie de Mussolini.

A quoi aboutit, dans la pratique, cette singulière conception de la démocratie et de la dictature ? On le voit en étudiant ce qui s'est passé au lendemain de la guerre, dans un certain nombre de grands pays capitalistes, au premier rang desquels il faut mettre l'Allemagne.

Les opportunistes, sous prétexte de défendre la démocratie qui était à cette époque la forme essentielle de domination de la grande bourgeoisie, se sont opposés par la violence et le massacre au triomphe de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à l'abolition de la domination capitaliste. C'est au nom de la démocratie qu'en Allemagne les ministres social-démocrates Noske et Scheidemann couvrirent l'assassinat des meilleurs chefs du peuple allemand, Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Plus près de nous, le récent procès de Moscou a révélé comment le social-démocrate russe Dan, sous prétexte sans doute de défendre la démocratie et de lutter contre la dictature du prolétariat en U.R.S.S., n'a pas hésité à se faire le jouet des puissances capitalistes contre l'Union soviétique.

Ces exemples prouvent que les conceptions opportunistes aboutissent en dernière analyse, quand elles triomphent, au maintien de la domination capitaliste sur la population laborieuse.

Les anarchistes et la dictature du prolétariat

La théorie et la pratique de la dictature du prolétariat sont également combattues par les anarchistes. Les anarchistes sont contre l'Etat en général, sans se soucier de la classe que sert cet Etat ou des classes qu'il opprime. Ainsi, les anarchistes, tout autant que les opportunistes, posent le problème de l'Etat sans tenir compte des classes qui composent la société et de leurs luttes. En conséquence, ils combattent la dictature du prolétariat. Pour apprécier cette conception, il suffit d'examiner comment elle se traduit dans la pratique. On l'a vu en Union soviétique, au cours de la guerre civile, de 1917 à 1921. A cette époque, tandis que les capitalistes déposés organisaient, avec l'appui des gouvernements capitalistes étrangers, la lutte armée contre le pouvoir soviétique, les dirigeants anarchistes les plus connus, par exemple Makhno, organisaient dans les campagnes russes des détachements et combattaient, les armes à la main, le pouvoir soviétique, aux côtés des gardes blancs et des forces d'intervention étrangère.

Ainsi la conception anarchiste aboutit comme la conception opportuniste à sauvegarder la domination capitaliste.

Les positions de Trotski et de Boukharine dans le passé.

Le trotskisme, au temps où il n'était pas encore un détachement conscient dit fascisme, combattait également la théorie et la pratique de la dictature du prolétariat.

Il affirmait que les paysans constituent une masse réactionnaire par nature et ne sauraient en conséquence participer à l'édification du socialisme. Il en résulte que la dictature du prolétariat ne saurait être, selon les trotskistes, la manifestation de l'alliance des ouvriers et des paysans, mais la domination brutale de la classe ouvrière sur les autres classes de la société.

Cette conception fut à la base du mot d'ordre trotskiste de la Révolution russe de 1905 : « gouvernement ouvrier », mot d'ordre combattu par Lénine.

Plus tard, le trotskiste Préobrajenski, définissant la conception trotskiste des rapports entre la classe ouvrière et le monde paysan, les comparait aux rapports entre un cavalier et son cheval, la classe ouvrière, selon la théorie trotskiste, devait atteindre ses objectifs en montant sur la classe des paysans, en écrasant les paysans.

Il n'est pas besoin d'insister sur le fait qu'une telle théorie, Si elle était mise en pratique, aboutirait infailliblement à jeter dans les bras de l'oligarchie capitaliste la paysannerie qui constitue une des couches décisives de la population, même dans les pays les plus développés du point de vue industriel. Ainsi la conception trotskiste, comme les précédentes, aboutissait à des conséquences favorables au maintien de la domination capitaliste.

Il faut enfin dire un mot des conceptions développées à propos de la dictature du prolétariat par Boukharine, avant qu'il fût démasqué et châtié comme agent direct des puissances fascistes.

Boukharine soutenait la théorie selon laquelle, après la prise du pouvoir par le prolétariat et le peuple, chaque succès remporté dans l'édification du socialisme, atténuerait la lutte des classes, rendra superflue la dictature du prolétariat, les anciens éléments capitalistes s'intégrant pacifiquement dans le socialisme.

Les marxistes-léninistes affirment, au contraire, que chaque succès remporté dans la construction du socialisme exaspérera les tentatives de restauration des anciennes classes privilégiées, exigera un accroissement de la puissance de l'Etat prolétarien.

Les faits, là aussi, ont justifié notre conception. On sait que dès les premiers succès remportés, en Union soviétique, pour la construction du socialisme à la campagne, la classe des paysans riches, la classe des koulaks, s'efforça de désagréger les entreprises agricoles collectives, notamment en organisant le massacre en série du bétail, et de compromettre la victoire du nouveau système économique.

Ainsi, la théorie de Boukharine, en conduisant à l'abandon de la vigilance à l'égard de la classe ennemie, aurait concouru, si elle avait été suivie, au retour victorieux de la domination capitaliste, aussi bien que les conceptions précédemment analysées.

En résumé, nous constatons que toutes les théories anti-marxistes sur le problème du gouvernement du peuple et de la dictature du prolétariat sont, en définitive, favorables au maintien de la domination du capital.

III. — Signification de la nouvelle constitution soviétique

Dans les derniers mois de 1936, en Union soviétique, une nouvelle Constitution a été élaborée, remplaçant la Constitution de 1924.

Pourquoi une nouvelle Constitution ? Celle de 1924 était-elle mauvaise ? Ce n'est pas ainsi que se pose la question. La Constitution, c'est-à-dire l'ensemble des règles qui régissent l'Etat et des droits des individus dans un pays, est le reflet sur le terrain juridique, des rapports sociaux qui existent dans ce pays. Quand ces rapports sociaux changent, quand se produisent dans le pays des transformations sociales, la Constitution ne convient plus, ne correspond plus aux nouveaux rapports sociaux.

Une nouvelle Constitution a été élaborée en U.R.S.S. parce que, de 1924 à 1936, des transformations économiques et sociales considérables se sont produites dans ce pays.

Les transformations économiques et sociales en Union Soviétique.

Transformation de l'industrie : en 1936, la production industrielle est entièrement socialisée sur la base d'une technique très développée ; elle atteint un niveau sept fois supérieur à celui d'avant-guerre ; la propriété privée des capitalistes sur les moyens de production n'existe plus.

Transformation de l'agriculture : en 1936, l'agriculture est entièrement collectivisée sur la base d'une mécanisation très développée ; la classe des exploités n'existe plus.

Transformation du commerce : en 1936, le commerce est entièrement aux mains de l'Etat et des coopératives, ce qui signifie que dans le commerce, comme dans l'industrie et dans l'agriculture, la classe des exploités, qui subsistait sous certaines formes dans la première période de la Révolution, a été éliminée.

En résumé, ce qui caractérise l'U.R.S.S. de 1936, c'est la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le tableau des classes en Union soviétique est complètement changé par rapport à 1924, non seulement parce qu'il n'y a plus de classes exploitantes, mais aussi parce que les anciennes classes exploitées se sont transformées.

La classe ouvrière, en U.R.S.S., n'est plus une classe qui vend aux capitalistes sa force de travail et qui crée de la plus-value pour les capitalistes, mais une classe libérée de toute exploitation, maîtresse des moyens de production de l'industrie. La classe paysanne n'est plus une classe exploitée par les hobereaux, par les trusts, les compagnies de transports, mais une classe libre, propriétaire collective des entreprises agricoles. En Union soviétique, s'est édifiée la société socialiste, dans laquelle les contradictions entre classes antagonistes ont disparu.

Et c'est pour cela, à cause de ces changements, qu'une nouvelle Constitution est devenue nécessaire.

Signification de la nouvelle Constitution.

Elle signifie la victoire du socialisme en Union soviétique. Dans l'article 4 de la nouvelle Constitution est inscrit le principe du socialisme, de la propriété sociale des grands moyens de production :

La base économique de l'U.R.S.S. est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme permet d'inscrire dans la Constitution de l'Union soviétique certains droits qui ne sauraient figurer dans les Constitutions les plus démocratiques des pays capitalistes.

Par exemple, la Constitution la plus démocratique, en régime capitaliste, ne peut proclamer le droit au travail, puisque le système de production capitaliste engendre fatalement le chômage. Ce droit est inscrit dans la Constitution de l'U.R.S.S., article 118 :

Les citoyens de l'U.R.S.S. ont droit au travail, c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti avec rémunération de leur travail selon sa quantité et sa qualité. Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par la croissance continue des forces productrices de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la liquidation du chômage.

Enfin, la caractéristique de la Constitution stalinienne de l'Union soviétique, ce qui la distingue essentiellement des Constitutions des démocraties capitalistes, c'est qu'elle ne se borne pas à proclamer des libertés et des droits, mais assure aux citoyens la possibilité matérielle d'exercer ces droits et de jouir de ces libertés. Le caractère limité, formel, de la démocratie bourgeoise disparaît. La démocratie conséquente est réalisée. Cette caractéristique apparaît nettement à la lecture de l'article 125 de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. :

Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garantis par la loi aux citoyens de l'U.R.S.S. : a) la liberté de parole ; b) la liberté de la presse ; c) la liberté des réunions et des meetings ; d) la liberté des cortèges et démonstrations de rue. Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations des imprimerie, des stocks de papier, des édifices publics, des rues, des moyens de communication postale et électrique, et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits

Le système électoral en U.R.S.S.

Cette analyse serait incomplète si nous ne montrions pas comment l'instauration du suffrage universel, direct, égal et secret, atteste également la victoire du socialisme en U.R.S.S.

On sait que les défenseurs du capitalisme ont présenté cette modification comme un recul du socialisme, comme un retour à ce qui existe dans les démocraties bourgeoises.

Un instant de réflexion suffit pour comprendre que ces calomnies des ennemis du socialisme ne reposent sur rien.

Pourquoi, en effet, le droit de vote n'était-il pas accordé à tous, dans l'Union soviétique d'avant la Constitution nouvelle ? Parce que les représentants des anciennes classes exploiteuses étaient encore considérés comme un danger. L'instauration du suffrage universel prouve la victoire définitive du socialisme, à l'intérieur, sur le capitalisme.

Pourquoi, avant la nouvelle Constitution, le suffrage n'était-il pas égal ? Pourquoi les suffrages des ouvriers comptaient-ils plus que ceux des paysans ? Parce que dans l'U.R.S.S., à majorité paysanne, il fallait assurer le rôle dirigeant du prolétariat, tant qu'on n'était pas convaincu de l'intégration des paysans dans le socialisme. L'instauration du suffrage égal signifie la victoire définitive du socialisme dans les campagnes de l'Union soviétique.

Pourquoi, enfin, avant la nouvelle Constitution le vote n'était-il pas secret ? Parce que le vote public, dans une période où la victoire du socialisme pouvait être mise en cause, permettait de dépister plus facilement les ennemis du peuple, les agents des anciennes classes dépossédées. L'instauration du vote secret atteste la victoire du socialisme sur ces représentants des anciens exploiters.

Quant au suffrage direct à tous les échelons, il assure la participation des larges masses populaires au gouvernement de l'Etat, autrefois instrument de la domination de la minorité sur la majorité.

IV. — La société sans classes et l'état.

L'exemple de l'U.R.S.S. prouve qu'il est possible d'en finir dans un seul pays, avec l'exploitation de l'homme par l'homme et avec la domination capitaliste sans que le peuple ait conquis le pouvoir dans les autres pays.

A ce stade, le rôle de l'Etat comme instrument de domination du peuple sur les anciens exploiters du pays est terminé, puisque les anciens exploiters ont été éliminés en tant que classe.

La condition de la victoire définitive du socialisme.

Mais si la victoire intérieure du socialisme en U.R.S.S. est achevée au point de vue intérieur, il n'en est pas de même de la victoire définitive du socialisme en U.R.S.S. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que l'U.R.S.S., si elle est dirigée par le gouvernement du peuple et si elle a pu ainsi construire le socialisme, est entourée d'autres pays dans lesquels persiste l'inégalité sociale, la domination capitaliste, et qui sont, en conséquence, hostiles en général à l'U.R.S.S. C'est pourquoi persiste en Union soviétique la nécessité de l'Etat, la nécessité de défendre les conquêtes du peuple contre les tentatives de restauration du capital. Cette défense a changé seulement de terrain, l'Etat soviétique n'a plus affaire aux capitalistes sur le plan intérieur, mais sur le plan international. La lutte est maintenant entre le pays où le socialisme a vaincu et les pays où le capitalisme reste encore tout-puissant et veut abattre l'Union soviétique.

Cette transformation du rôle du gouvernement du peuple apparaît nettement quand on examine les procès qui se sont déroulés en U.R.S.S. contre les saboteurs et les ennemis du pouvoir soviétique. Les premiers étaient, en général, des procès contre les agents des capitalistes russes. Les procès d'aujourd'hui sont des procès contre les agents de l'Intelligence Service, de la Gestapo, des polices

étrangères. Ainsi, la nécessité de la dictature du prolétariat en tant qu'arme contre les ennemis de l'intérieur s'efface, mais la nécessité de la dictature du prolétariat en tant qu'arme contre les ennemis de l'extérieur et leurs agents persiste. Une résolution de la 14^e Conférence du Parti communiste de l'U.R.S.S. exprime cette idée essentielle dans les termes suivants :

La victoire définitive du socialisme dans le sens d'une garantie complète contre la restauration des rapports bourgeois n'est possible qu'à l'échelle internationale.

La conclusion, c'est que dans un pays, le peuple ayant conquis le pouvoir, l'exploitation de l'homme par l'homme étant abolie, le socialisme étant réalisé dans l'essentiel, tant que ce pays reste entouré de pays capitalistes, la lutte n'est pas achevée, la nécessité de défendre les conquêtes du peuple, et par conséquent de maintenir l'Etat, continue à exister.

Les conditions de la disparition de l'Etat.

Avec la victoire du socialisme à l'échelle internationale disparaîtra le rôle de l'Etat en tant qu'instrument de défense du pays du socialisme.

En même temps, le développement de la société socialiste la conduit vers une phase supérieure, la phase du communisme. Cette phase supérieure du développement social peut être brièvement caractérisée dans les termes suivants :

1. Le développement de la productivité du travail sera tel que la répartition des richesses produites pourra se faire suivant la formule : « à chacun selon ses besoins », alors que dans la phase socialiste est appliquée la formule « à chacun selon son travail » ;
2. Parallèlement au développement de la productivité, à la liquidation définitive des vestiges du capitalisme dans l'économie, la transformation de la conscience des hommes s'achèvera ; l'homme nouveau, débarrassé de toutes les survivances idéologiques du capitalisme, n'aura pas besoin, pour observer les règles de la vie sociale, de mesures de contrainte, il les observera comme on observe une simple habitude ;
3. Les fonctions administratives de la société seront à tel point simplifiées, que tous les hommes, initiés à la gestion des affaires publiques, grâce aux formes de l'Etat au cours de la période socialiste, pourront les exercer.

Durant la période historique où ces conditions se réalisent, l'Etat disparaît lentement, en tant qu'appareil de contrainte. C'est l'idée exprimée par Marx et Engels quand ils parlent du « dépérissement » de l'Etat.

Ainsi, l'Etat, né avec la division de la société en classes, dépérit, disparaît avec les classes elles-mêmes.

L'administration des choses, remplacera le gouvernement des hommes (Karl Marx).

La Société qui réorganisera la production sur les bases d'une association libre et égalitaire des producteurs transportera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze (Frédéric Engels).

4 mars 1938.

LECTURES

J. Staline : *Principes du léninisme*, chapitre « La dictature du prolétariat ». Paris, Bureau d'éditions, 1937.

Maurice Thorez : *Fils du peuple*, chapitre « Ce que veulent les communistes ». Paris, E.S.I., 1937.

V. I. Lénine : *l'Etat et la Révolution*. Edition du XX^e anniversaire Paris, Bureau d'éditions, 1937.

La Nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. (chap. I et X), précédé du rapport de J. Staline au VIII^e Congrès extraordinaire des Soviets (chap. II et III), Paris, Bureau d'éditions, 1937.

4. PLANISME ET SOCIALISME

Le développement du système de production capitaliste engendre des crises économiques périodiques. Depuis 1825 éclate, environ tous les dix ans, une de ces crises dont les manifestations ont été résumées en ces termes par Engels :

Le commerce s'arrête ; les marchés s'encombrent, les produits sont là, aussi abondants qu'invendables ; la monnaie se cache ; le crédit s'évanouit ; les fabriques se ferment ; les masses ouvrières manquent de moyens d'existence ; les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. (Friedrich Engels : *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 68, au Bureau d'Éditions, 1936.)

En 1939, le monde capitaliste est entré dans une crise économique sans précédent aussi bien par sa longueur, par sa profondeur, que par l'étendue des dévastations qu'elle a provoquées.

Si bien que le problème des crises constitue un des problèmes essentiels de la politique contemporaine. Comment mettre fin aux crises ? Que faire pour qu'il n'y ait plus de crises ?

A ces questions, le marxisme répond dans les termes suivants : les crises étant nées avec le capitalisme lui-même, les crises étant engendrées par le développement du système capitaliste, le seul moyen d'en finir pour toujours avec les crises, c'est la suppression du système capitaliste lui-même, l'instauration d'une économie socialiste.

D'autres, par contre, prétendent qu'il est possible d'en finir pour toujours avec les crises par d'autres moyens, sans supprimer le capitalisme qui engendre les crises, sans instaurer le socialisme.

I. — Les bases du socialisme.

Qu'entendons-nous par socialisme ? Quelles sont les bases de la société socialiste ? La base fondamentale du socialisme c'est la propriété sociale des moyens de production.

Propriété sociale des moyens de production.

La base de l'économie capitaliste, c'est la propriété privée des moyens de production ; dans la société capitaliste, la terre, le sous-sol, les usines, les moyens de transport, etc... sont la propriété privée d'une infime minorité de la population qui constitue la classe capitaliste.

Dans l'économie socialiste, au contraire, les moyens de production appartiennent, soit à la société tout entière, soit à la collectivité de producteurs qui les gère.

Prenons l'exemple de l'Union soviétique, où l'économie socialiste est instaurée. En Union soviétique, une partie des moyens de production (usines, chemins de fer, sous-sol, etc...) est la propriété de la société tout entière, tandis qu'une autre partie (terres cultivées par les coopératives, par les kolkhoz) est la propriété sociale de ces coopératives, de ces kolkhoz.

Dans la Constitution de l'Union soviétique est inscrit ce principe fondamental de la propriété sociale des moyens de production :

Article 4. — *La base économique de l'U.R.S.S. est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production.*

Article 5. — *La propriété socialiste en U.R.S.S. revêt, soit la forme de propriété d'Etat, bien du peuple tout entier, soit la forme de propriété coopérative kolkhozienne, propriété de chaque kolkhoz, ou propriété des unions coopératives.*

Telle est la base économique du socialisme. Mais que deviennent, dans l'économie socialiste, les petits propriétaires de moyens de production (artisans, petits industriels, paysans) ?

Le socialisme et la petite propriété.

Marx et Engels nous ont enseigné que pour vaincre le capitalisme, pour construire le socialisme, il faut réaliser la collaboration de la classe ouvrière avec les classes moyennes. Cette alliance, cette collaboration est indispensable ; c'est un des enseignements essentiels du marxisme.

Il en résulte que la victoire du socialisme est impossible si on ne laisse pas aux couches moyennes de la société, aux petits et moyens paysans, aux petits industriels, aux artisans, etc., le choix entre la

forme sociale de la propriété et la forme individuelle de la propriété. Supposons, en effet, que le socialisme signifie l'obligation pour les petites gens des villes et des campagnes, généralement attachées à la propriété personnelle de leur modeste entreprise ou de leur terre, de renoncer à cette propriété pour adopter d'emblée les formes de production et de propriété collectives, sociales. Qu'advierait-il ? Il advierait tout simplement que les millions d'hommes et de femmes qui constituent ces classes moyennes se dresseraient contre le socialisme, appuieraient les efforts de restauration du capitalisme. La victoire du monde nouveau serait impossible.

C'est pourquoi le respect de la petite propriété, fruit du travail personnel, est inscrit dans la Constitution socialiste de l'Union soviétique.

Article 9. — A côté du système socialiste d'économie, qui est la forme dominante de l'économie en U.R.S.S., la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.

Cela signifie que le fondement du socialisme n'est pas la suppression de la propriété privée en général, mais la suppression de la propriété privée dans la mesure où cette propriété peut servir de base à l'exploitation de l'homme par l'homme.

En ce qui concerne les petits propriétaires, les gens des classes moyennes, c'est de leur propre gré, quand ils sont convaincus eux-mêmes de la supériorité du socialisme, qu'ils adoptent les formes coopératives, sociales, de propriété et de production.

Suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous arrivons ainsi à la deuxième base du socialisme. *La première base, c'est la propriété sociale des moyens de production ; la deuxième, c'est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.*

Du point de vue de la division de la société en classes, en exploitateurs et en exploités, la société socialiste diffère radicalement de la société capitaliste.

En premier lieu, la classe des capitalistes n'existe plus, ainsi que la classe des grands propriétaires fonciers, puisque les usines, les mines, les grands magasins, les grands domaines terriens, en un mot les moyens de production qui permettaient l'exploitation du travail d'autrui, sont devenus propriété sociale.

En second lieu, si l'on entend par prolétariat une classe d'hommes ne possédant rien, à l'exception de leur force de travail, une classe exploitée par les possesseurs des grands moyens de production, le prolétariat n'existe plus dans la société socialiste ; la classe ouvrière, dans l'économie socialiste, est une classe ouvrière tout à fait nouvelle, différente de la classe ouvrière de la société capitaliste par le fait qu'elle est propriétaire collective des moyens de production et qu'elle est affranchie de toute exploitation.

En troisième lieu, les classes moyennes de la société capitaliste se transforment complètement avec l'économie socialiste. Si on prend l'exemple de la plus nombreuse de ces classes, la classe des paysans petits propriétaires, exploités en régime capitaliste par les banques, par les trusts qui leur vendent très cher ou qui leur achètent à bas prix, par les compagnies de transports, on peut dire que dans la société socialiste une telle classe paysanne n'existe plus. Il existe toujours, certes, des paysans, c'est-à-dire des gens qui travaillent la terre, mais ils constituent une classe tout à fait nouvelle. Ils possèdent collectivement, en règle générale, la terre sur laquelle ils travaillent ; ils peuvent, s'ils le désirent, en rester à la propriété individuelle ; mais ils sont débarrassés dans les deux cas de l'exploitation de l'oligarchie capitaliste dont les privilèges ont été abolis.

Telles sont les bases économiques du socialisme. Précisons-les encore une fois :

- 1. Propriété sociale des moyens de production dans le cadre du respect de la petite propriété individuelle, fruit du travail personnel ;*
- 2. Suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.*

II. — Supériorité du socialisme sur le capitalisme.

Les défenseurs du capitalisme ne cessent d'affirmer que la propriété privée des moyens de production et la soif du profit sont la condition indispensable au développement de l'économie. Si vous supprimez le capitalisme, la propriété des industriels, des grands propriétaires, disent-ils, il n'y aura plus d'initiative privée, et en conséquence l'économie du pays, la richesse du pays cesseront de se développer, faute de stimulant à leur développement.

Tel est le principal argument des défenseurs du capitalisme.

Pour réduire à néant cet argument, il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur le développement économique, sur l'accroissement de la richesse nationale en Union soviétique, où la propriété privée des grands moyens de production a été abolie, où l'économie socialiste a remplacé l'économie capitaliste.

Le développement de la production en Union soviétique.

Examinons donc les conséquences de la disparition du capitalisme en U.R.S.S., au point de vue de l'économie, du développement de la production dans ce pays.

Au temps où la Russie était un pays capitaliste, où existait la propriété privée des grands moyens de production, elle occupait dans le monde la cinquième place par sa production industrielle. Aujourd'hui, la propriété privée des grands moyens de production ayant été abolie, l'U.R.S.S. étant un pays à économie socialiste, elle occupe la première place en Europe et la deuxième dans le monde par sa production industrielle.

D'autres chiffres. Si l'on compare le développement de la production industrielle dans les principaux pays entre 1913 et aujourd'hui, on constate que dans l'ensemble des pays capitalistes, la production industrielle a augmenté de une fois et demie au cours de cette période : en U.R.S.S., sur la base de l'économie socialiste, la production industrielle a été décuplée dans le même temps.

Enfin, si on examine le rythme annuel de l'augmentation de la production industrielle, on constate que dans les pays capitalistes, dans les périodes d'essor, il est d'environ deux pour cent par an ; en U.R.S.S., il est en moyenne de vingt pour cent, soit dix fois plus.

Par conséquent, les faits suffirent pour anéantir la théorie des défenseurs du capitalisme, la théorie selon laquelle, quand on supprime la propriété privée des moyens de production, il n'y a pas de stimulant et par conséquent le, production ne peut plus se développer.

Le stimulant de l'économie socialiste.

Quel est donc le stimulant de l'économie socialiste, fondée sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production ?

Quels sont les facteurs du développement de la production dans l'économie socialiste ? Nous allons répondre à cette question.

Dans l'économie socialiste, les producteurs sont collectivement propriétaires des grands moyens de production ; en conséquence, ils ne sont plus exploités, contrairement à ce qui se passe dans l'économie capitaliste, où les producteurs, ne possédant rien, sont contraints de vendre leur force de travail aux capitalistes et d'être exploités par eux. Dans l'économie socialiste, une partie des richesses produites n'est pas accaparée par les capitalistes, sous forme de profit.

La totalité des richesses produites peut être consacrée à l'amélioration systématique du sort des ouvriers, des travailleurs en général, ainsi qu'à l'élargissement continu de la production en vue de nouvelles améliorations du sort de tous. Le stimulant du développement de la production dans la société socialiste nous apparaît ici en toute clarté. Ce n'est plus la soif de profit d'une minorité parasite, mais l'ascension de la société tout entière vers une vie matérielle et culturelle toujours meilleure, grâce à la production de richesses toujours nouvelles.

Le stimulant du développement de la production, c'est l'amélioration croissante du niveau de vie des individus, et l'accroissement ininterrompu des besoins matériels et culturels de la société.

Tel est le facteur essentiel du développement sans précédent de la production dans une économie socialiste. Ajoutons quelques arguments pour expliquer ce développement de la production.

Plus de barrières à la production.

Dans l'économie socialiste, la production peut se développer sans frein parce qu'elle ne se heurte plus aux limites du pouvoir d'achat des masses populaires. Pourquoi la production ne peut-elle se développer au même rythme dans les pays capitalistes ? Parce qu'il ne suffit pas, dans un pays de produire beaucoup de marchandises, il faut que ces marchandises trouvent preneur une fois qu'elles sont produites ; et, dans la mesure où le pouvoir d'achat des masses est limité, dans la société capitaliste, par le profit des capitalistes, il constitue une barrière pour le développement de la production. Dans la société socialiste, cette barrière n'existe plus.

D'autre part, l'économie socialiste ignore divers facteurs qui tendent, dans la société capitaliste, à la restriction artificielle de la production. Prenons deux cas à titre d'exemple :

Premier cas : Il arrive fréquemment, dans les pays capitalistes, qu'un cartel industriel décide, pour sauvegarder le niveau des prix de ses produits, de restreindre la production et d'arrêter une ou plusieurs de ses entreprises. Dans l'économie socialiste, cette éventualité n'existe pas.

Deuxième cas : Il arrive fréquemment, dans les pays capitalistes, qu'un cartel ou un trust, ayant réalisé le monopole dans une branche de production, ayant supprimé tous ses concurrents, se trouve en présence d'une invention, d'une possibilité d'améliorer sa technique et d'augmenter considérablement sa production. Souvent le cartel ou le trust n'utilise pas cette invention qui pourrait, dans certains cas, nécessiter la transformation, la modernisation des entreprises. Dans la mesure où l'utilisation par un concurrent n'est pas à craindre, on achète le brevet, on empêche le perfectionnement technique devenu possible, et on freine par là artificiellement la production. Rien de semblable n'est concevable dans l'économie socialiste.

Enfin : la disparition du capitalisme engendre la disparition d'une série de professions improductives dans la population laborieuse. Par exemple, la concurrence, qui est une des caractéristiques du capitalisme, confère une importance considérable à la publicité. Dans la société capitaliste, des centaines, des milliers de gens s'occupent, par affiches, par radio, ou dans la presse, de publicité. Dans la société socialiste, ces milliers de gens ont la possibilité, la publicité intense n'ayant plus sa raison d'être, de se livrer à un travail productif, créateur de richesses.

Autre exemple. Dans les pays capitalistes, beaucoup de gens, à la Bourse ou ailleurs, sont occupés aux travaux qu'exige le commerce des valeurs capitalistes. Autant de gens dont la profession disparaîtra avec le capitalisme lui-même, et qui deviendront des agents utiles de la production. Autre exemple encore. Dans les usines, les chronométreurs, chargés d'imposer ou d'améliorer les rythmes de production, disparaîtront avec le capitalisme, le développement de la production socialiste étant assuré sans contrainte par les facteurs que nous avons indiqués tout à l'heure.

Voilà quelques-unes des raisons qui expliquent comment il est possible, grâce à l'économie socialiste, d'enregistrer, contrairement aux assertions des défenseurs du capitalisme, un développement de la production considérablement supérieur au développement de la production dans la société capitaliste.

La répartition socialiste du revenu national.

La supériorité du socialisme sur le capitalisme peut également être mesurée par l'amélioration incessante, grâce à la production sans cesse accrue, du niveau de vie des producteurs, des masses laborieuses qui composent la société.

Rappelons d'abord les conditions qui président dans la société socialiste à la répartition des produits du travail de la société.

Une première partie du produit du travail social est consacrée à la satisfaction des besoins sociaux, collectifs de la société (hôpitaux, crèches, écoles, maisons de repos, réalisations d'urbanisme, théâtres, cinémas, etc...)

Une deuxième partie du produit du travail social est consacrée au développement de l'appareil de défense de la société socialiste. Par exemple, en U.R.S.S., il est indispensable, pour les raisons que nous avons examinées précédemment d'avoir une armée puissante, de consacrer une partie de la richesse nationale à l'organisation de la défense du pays contre l'ennemi capitaliste extérieur.

Une troisième partie du produit du travail social est consacrée à l'élargissement de la production, à créer les conditions indispensables pour produire toujours davantage» pour satisfaire toujours plus les besoins des hommes. D'où la nécessité de bâtir des usines nouvelles, de défricher des terres nouvelles, de faire des recherches scientifiques nouvelles, etc...

Enfin la quatrième partie du produit du travail social est consacrée à satisfaire les besoins individuels des producteurs, sous la forme du salaire, s'ils sont dans l'industrie, sous d'autres formes, s'ils ne sont pas salariés. Cette satisfaction des besoins individuels se réalise par l'application de la formule « *A chacun selon son travail* », c'est-à-dire en tenant compte pour chaque producteur de la quantité et de la qualité du travail fourni.

L'augmentation des salaires et le socialisme.

Il suffit d'examiner les chiffres, les faits, pour constater que, ces conditions étant données, l'économie socialiste permet une élévation continue du niveau de vie des producteurs. Par exemple, l'augmentation des salaires dans la société socialiste va de pair avec l'augmentation de la production. Si nous considérons, de 1934 à 1936, le mouvement des salaires en Union soviétique, nous enregistrons, au cours de ces deux années, dans l'industrie du caoutchouc, une augmentation moyenne des salaires de 70,5 % ; dans les mines, une augmentation de 70 % chez les employés de commerce, une augmentation de 45 %. On peut rétorquer, il est vrai, que le mouvement du salaire nominal ne signifie pas grand'chose, le pouvoir d'achat de la monnaie n'étant pas toujours le même.

Répondons à cet argument en considérant, non plus l'augmentation des salaires, mais le développement de la consommation des produits, des richesses, en Union soviétique.

Voici quelques chiffres relatifs à la consommation actuelle de l'U.R.S.S., du pays du socialisme, par rapport à sa consommation il y a six ans, en 1932. La consommation de pain a augmenté de 28,2 %, celle de fruits de 94,9 %, celle de viande et de lard, de 87,8 %, celle de pommes de terre, de 72 %, celle de vêtements de 89,6 %. Ainsi pour tous les produits.

Voilà comment se développe sur la base de l'augmentation de la production, la satisfaction des besoins individuels de la société, dans l'économie socialiste.

Les besoins sociaux et le socialisme.

Quant à la satisfaction des besoins sociaux, collectifs, tels que nous les avons précédemment définis, indiquons simplement qu'elle augmente effectivement de 35 % la valeur du salaire. La satisfaction des besoins sociaux se développe dans la même proportion que la satisfaction des besoins individuels.

Pour en finir avec cet examen de la supériorité du socialisme sur le capitalisme, il convient d'observer que le développement de la production dans l'économie socialiste, base de la satisfaction toujours plus grande des besoins, ne s'effectue pas d'une manière anarchique, mais d'après un plan directeur de l'économie, de la production.

Cela nous conduit à examiner la question du plan, la question de l'économie planifiée.

III. — RÔLE DU PLAN DANS L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

Recherchons d'abord quelles sont les conditions pour que l'économie d'un pays obéisse à un plan.

Si les principaux moyens de production du pays sont la propriété privée de capitalistes, ou de groupes capitalistes, on ne saurait concevoir un développement harmonieux de la production. Chaque capitaliste, chaque groupe de capitalistes organise la production dans les entreprises qu'il contrôle, sans se soucier des besoins de la société, mais avec l'unique souci de son profit personnel, du profit du groupe.

L'économie ne peut être planifiée, la production ne peut être dirigée que dans le cas où les grands moyens de production dépendent d'une direction unique. Comme on ne saurait imaginer une société dans laquelle toutes les forces productives seraient la propriété d'un seul homme qui les dirigerait, il est clair que la condition d'une économie planifiée, d'une production dirigée, c'est le passage des moyens de production à la société tout entière, c'est la propriété collective, la propriété sociale des moyens de production.

Telle est la première condition du plan, et cette condition est réalisée dans l'économie socialiste. La constitution de l'Union Soviétique dit :

Article 11 : — La vie économique de l'U.R.S.S. est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'U.R.S.S. et de renforcer sa capacité de défense.

Le rôle des hommes dans la réalisation du plan.

Ainsi, pour diriger la production dans un pays, il est indispensable que les moyens de production, dans ce pays, appartiennent à la société. Cette condition peut suffire pour diriger l'économie, mais non pour assurer le développement continu, l'accroissement de la production planifiée. Pour que la production augmente sans cesse, il ne suffit pas qu'il existe un organisme dirigeant et contrôlant l'ensemble des branches de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Il faut aussi la participation, l'activité accrue des producteurs.

Le socialisme seul, parce qu'il supprime l'exploitation de l'homme par l'homme, parce qu'il garantit à la collectivité le produit de son travail social, peut assurer la participation active de tous les producteurs à la réalisation du plan.

Ici, encore, l'Union soviétique nous offre l'exemple de l'activité de tous les travailleurs en vue de développer la production dans le sens des directives tracées par le plan économique.

L'élaboration, l'adaptation et la réalisation des plans de l'économie socialiste, en Union soviétique, donnent lieu aux plus étonnantes manifestations d'initiative et d'émulation.

C'est ainsi qu'en Union soviétique, lorsque s'achève la réalisation d'un plan quinquennal de l'économie, lorsque le moment est venu d'élaborer un plan nouveau, les producteurs se mettent à discuter du nouveau plan, dans toutes les entreprises, dans toutes les localités. Ils font connaître leur opinion sur l'orientation générale qu'il convient de donner au plan, sur les chiffres de production qu'il convient d'y inscrire.

Puis, une fois le plan élaboré et adopté, la discussion se poursuit dans chaque entreprise, dans chaque industrie, en vue de l'élaboration de plans particuliers correspondant au plan général de l'économie.

C'est ensuite l'émulation saine pour réaliser et dépasser le plan tracé, entre ouvriers d'une même entreprise, entre entreprises différentes, entre une industrie et une autre industrie, etc...

Il existe, en un mot, dans l'économie socialiste, une collaboration de la société tout entière à la confection et à la réalisation du plan. Le plan ne saurait être conçu comme l'œuvre d'un bureaucrate à lunettes et manches de lustrine, il est l'œuvre des masses populaires et l'expression de leur activité. Comme le dit Staline :

Il serait stupide de penser qu'un plan de production est une énumération de chiffres et de tâches. Par essence, le plan de production est l'activité pratique, vivante, de millions d'hommes.

L'initiative des masses et le plan.

L'existence d'un plan de développement de l'économie, élaboré à l'avance, étouffe-t-elle l'initiative personnelle ou collective des producteurs ? Nous venons de voir qu'il n'en est rien.

Le plan économique, dans la société socialiste, n'est nullement un cadre rigide dans lequel serait encastrée l'activité de chaque travailleur ; il est un ensemble de lignes directrices sur lesquelles se déroule le travail des masses laborieuses ; il ne tue pas, mais au contraire il stimule l'initiative. Il est facile de s'en rendre compte en Union soviétique, notamment par l'exemple récent et connu du mouvement stakhanoviste.

C'est le souci d'atteindre, d'améliorer, de dépasser le plan qui anime le mineur Stakhanov le jour où il réussit avec son équipe, par une utilisation rationnelle des moyens techniques mis à sa disposition, à augmenter de près de quinze fois le rythme d'extraction de la houille. C'est le même souci qui anime, dans toutes les branches de la production socialiste, les stakhanovistes qui, dans leur volonté d'atteindre et de dépasser le plan économique, brisent les anciens rythmes de production et créent des rythmes nouveaux pour les plans à venir.

Les racines du mouvement stakhanoviste

Quelles sont les raisons profondes du mouvement stakhanoviste ? Comment s'explique cette initiative, cet effort spontané des producteurs, dans la société socialiste, pour dépasser les tâches économiques fixées par le plan.

La première raison, c'est l'absence d'exploitation dans la société socialiste. Dans son discours à la première conférence des stakhanovistes de l'U.R.S.S., le 17 novembre 1935, Staline disait :

Les gens, chez nous, ne travaillent pas pour les exploiters, ni pour enrichir les parasites, mais pour eux-mêmes, pour leur classe, pour leur société à eux, la société soviétique, où l'élite de la classe ouvrière est au pouvoir. Et c'est pourquoi chez nous le travail a une portée sociale ; il est une affaire d'honneur et de gloire. (J. Staline : Pour une vie belle et joyeuse, p. 19. Paris, au Bureau d'Éditions, 1936.)

La deuxième raison, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, c'est l'amélioration croissante des conditions, de vie des masses, à mesure qu'augmente la production, dans la société socialiste. Comme le disait Staline :

Si nous avons la crise, si nous avons le chômage, ce fléau de la classe ouvrière, si nous vivions mal, sans beauté, sans joie, nous n'aurions point de mouvement Stakhanov. (J. Staline : Pour une vie belle et joyeuse, p. 17. Paris, au Bureau d'Éditions, 1936.)

La troisième raison, c'est la possibilité dans une économie où ne jouent plus les lois du capitalisme, où le développement de la production ne se heurte plus à la barrière du pouvoir d'achat des masses, de perfectionner, de développer sans entrave la technique. Le développement illimité de la technique permet aux constructeurs du socialisme d'augmenter sans cesse la productivité du travail.

La quatrième raison est la maîtrise de plus en plus parfaite des hommes sur la technique, dans la société socialiste. Le capitalisme prive la majorité des travailleurs de la possibilité d'acquérir une formation professionnelle parfaite, de devenir les maîtres de la technique moderne. Le socialisme assure à tous les producteurs, libérés de toute exploitation, des possibilités illimitées dans le domaine de la formation professionnelle, de l'éducation technique.

Pour que la technique nouvelle puisse donner ses résultats, il faut encore avoir des hommes, des cadres d'ouvriers et d'ouvrières capables de se placer à la tête de la technique et de la pousser en avant. L'éclosion et la croissance du mouvement Stakhanov signifient que de tels cadres sont déjà nés chez nous, parmi les ouvriers et les ouvrières. (Staline).

Telles sont les raisons principales qui expliquent comment l'initiative des producteurs, non point freinée, mais dirigée par le plan économique, engendre un accroissement continu de la productivité du travail dans la société socialiste.

Le plan économique et les crises.

Les crises économiques, avec leur cortège de chômeurs et de faillites, sont-elles possibles dans l'économie socialiste dirigée d'après un plan ? Non, il ne peut y avoir de crises dans le développement de l'économie socialiste.

La cause profonde des crises économiques réside en effet dans le système capitaliste lui-même. Le capitalisme engendre les crises parce que d'une part, la production capitaliste se fait dans de grandes usines, où les ouvriers travaillent collectivement, socialement, tandis que, d'autre part, la propriété des moyens de production, et par conséquent des richesses produites, est restée individuelle. Le travail collectif, social, des ouvriers peut créer des produits en quantité toujours plus grande, mais ces produits ne peuvent être consommés, les producteurs n'en étant point, propriétaires et n'ayant pas les moyens de se les procurer.

Dans la mesure où l'économie socialiste permet, comme nous l'avons montré, la satisfaction croissante des besoins de la société, cette contradiction entre la capacité de production et la capacité de consommation disparaît, et avec elle la cause essentielle des crises.

Une autre cause des crises, moins fondamentale, c'est le développement inégal des branches de production, dans la société capitaliste. Par exemple, quand un capitaliste a cent millions à investir dans la production, il ne se préoccupe nullement de rechercher l'industrie la plus retardataire du moment,

l'industrie qui satisfait le moins bien les besoins sociaux. L'unique préoccupation de notre capitaliste, c'est de placer son argent dans la branche de production où le taux du profit est le plus élevé au moment donné. Il en résulte un développement inégal, anarchique, des diverses branches de la production dans la société capitaliste. Le développement de chaque branche est soumis aux caprices du profit capitaliste.

L'économie socialiste supprime automatiquement cette inégalité de développement. Basée sur la suppression de la propriété privée des moyens de production, elle ne connaît pas le profit. Or, c'est la soif de profit, nous venons de le montrer, qui attire les capitaux dans telle ou telle branche de la production. Dans la société socialiste, le fait que les moyens de production sont entièrement entre les mains de la société permet d'organiser harmonieusement la production dans les diverses branches.

Conclusions.

La première conclusion de notre étude de l'économie socialiste, c'est qu'on ne peut pas concevoir l'économie socialiste sans une direction, sans un plan économique. Les marxistes, du fait qu'ils poursuivent l'instauration du socialisme, sont par essence des planistes, des partisans de la production dirigée suivant un plan.

La deuxième conclusion, c'est qu'il est impossible de diriger, de planifier l'économie sans la propriété sociale des moyens de production, sans la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. En un mot, s'il ne peut pas y avoir de socialisme sans plan, il ne peut pas y avoir de plan en dehors de l'économie socialiste.

Or, à notre époque, nombreux sont ceux qui affirment qu'il est possible de produire suivant un plan, de diriger l'économie sans qu'il soit nécessaire pour cela d'en finir avec la société capitaliste et de la remplacer par la société socialiste. A notre époque, le qualificatif de « planiste » s'applique à ceux qui prétendent qu'il est possible, en dehors du socialisme, de mettre fin pour toujours aux crises de diriger l'économie d'après un plan.

IV. — Les « planistes » et le marxisme.

Examinons donc comment les « planistes » conçoivent la direction de l'économie dans la société capitaliste ? Quel est le contenu de leurs plans ? Ces plans s'inspirent tous des idées du théoricien du planisme, le socialiste belge De Man, qui était ministre du roi des Belges voici quelques semaines. C'est le cas des plans, des projets d'économie dirigée présentés par les « planistes » en France. Tous les plans, le plan De Man et les plans inspirés par le plan De Man sont basés sur quelques idées fondamentales qu'il convient de préciser.

Les conceptions des « planistes »

Ces plans envisagent tous la possibilité d'en finir pour toujours avec les crises qui ravagent la société capitaliste par deux réformes principales : 1. la nationalisation du crédit ; 2. la nationalisation des industries-clés (ou nationalisation des industries de matières premières). Telles sont les deux bases fondamentales des solutions préconisées par les « planistes ».

Comment les « planistes » conçoivent-ils ces nationalisations ? Il suffit de lire leurs plans et leurs commentaires pour être renseignés à ce sujet.

Par nationalisation du crédit, les « planistes » entendent, non pas l'abolition de la propriété privée des banquiers sur les banques, mais simplement le contrôle de l'Etat sur les diverses banques, contrôle qui serait obtenu grâce à l'achat par l'Etat d'une partie des titres détenus par ces banques.

La récente « nationalisation » des chemins de fer en France peut nous donner une idée de la profondeur d'une telle réforme. En effet, c'est en gros l'opération proposée par les planistes à l'égard des banques que l'Etat a effectuée à l'égard des chemins de fer.

Par nationalisation des industries-clés, les « planistes » entendent, ou bien une opération semblable à la nationalisation du crédit, c'est-à-dire le contrôle des industries de matières premières, grâce à l'achat par l'Etat d'une partie des actions représentant la valeur de ces industries, ou bien le rachat, c'est-à-dire le paiement aux capitalistes nationalisés d'une annuité correspondant aux profits qu'ils tiraient de leurs entreprises.

C'est ainsi que se présentent, dans l'essentiel, les propositions des partisans de l'économie dirigée en régime capitaliste. Quelle peut être la position des marxistes à l'égard de ces propositions ?

Les plans et le marxisme.

Nous, marxistes, sommes partisans de la transformation, des grands moyens de production, qui sont la propriété privée des capitalistes, en propriété sociale, d'accomplir par conséquent des réformes de structure autrement profondes que celles qui viennent d'être évoquées.

En conséquence, nous ne sommes nullement opposés en principe à la réalisation de telle ou telle nationalisation dans le cadre de la société capitaliste. Par exemple, nous ne voyons aucun inconvénient, bien au contraire, à la nationalisation immédiate des compagnies d'assurances, nationalisation qui pourrait procurer quelques ressources complémentaires au gouvernement.

Engels, dans son ouvrage, *l'Anti-Dühring*, en parlant de l'étatisation (transformation de certaines entreprises privées en propriétés de l'Etat) dit que

même réalisée par l'Etat actuel, elle représente un progrès économique.

Plus près de nous, Staline, dans un entretien qu'il eut en 1934, avec le célèbre romancier anglais H. G. Wells, déclare qu'on peut aboutir dans la société capitaliste à

un certain freinage des représentants les plus cyniques du profit capitaliste, un certain renforcement de l'élément régulateur dans l'économie nationale.

Nous rappelons ces textes pour montrer que les marxistes ne rejettent nullement, en principe, les nationalisations dans le cadre de la société capitaliste.

Mais cela dit, les théories « planistes » appellent quelques observations essentielles qu'il importe de présenter.

Planisme et socialisme.

En premier lieu, les marxistes, nullement hostiles en principe à telle ou telle réforme de structure dans le cadre de la société capitaliste, s'opposent violemment à toute tentative de présenter des mesures de cet ordre comme des mesures socialistes. La nationalisation du crédit, la nationalisation des industries-clés, telles que les conçoivent les « planistes », la nationalisation des assurances, dont nous montrions tout à l'heure l'intérêt, tout cela représente un ensemble de mesures acceptables, voire désirables, mais ces mesures n'ont rien de commun avec l'instauration d'une économie socialiste. Pour quelles raisons ?

1. Parce que de telles mesures ne suppriment pas la propriété privée des moyens de production. Contrôler les banques, cela n'empêche pas que les banquiers continuent à être propriétaires de leurs banques, et si l'Etat, dans une certaine mesure, en devient co-propriétaire, il ne faut pas oublier qu'il s'agit de l'Etat actuel, fonctionnant dans le cadre de la société capitaliste, soumis, comme nous l'avons vu dans un précédent cours, à la pression permanente des oligarchies ;

2. Parce que de telles mesures ne suppriment pas l'exploitation de l'homme par l'homme. Les cheminots sont exploités par le capitalisme, bien qu'on ait nationalisé les chemins de fer. La nationalisation de certaines industries de guerre dans la dernière période n'a nullement libéré les ouvriers de ces industries de l'exploitation capitaliste ;

3. Parce que de telles mesures ne suppriment pas l'anarchie de la production. L'anarchie de la production est inhérente au système capitaliste et ne disparaîtra qu'avec lui. Tant qu'existera le système capitaliste, on aura beau élaborer les plans les plus mirifiques, les capitalistes continueront à placer leur argent, sans tenir compte des besoins de la société, en recherchant uniquement l'augmentation de leurs profits, et l'anarchie de la production persistera ;

4. Parce que de telles mesures ne suppriment pas le profit capitaliste. Si l'Etat rachète les entreprises d'une industrie quelconque, dans les conditions prévues dans les plans, c'est-à-dire en versant aux capitalistes intéressés des annuités correspondant au préjudice subi, cela signifie tout simplement que ces capitalistes continueront à toucher la plus-value produite par les ouvriers de leurs entreprises, sous une forme indirecte, mais assurée.

Ainsi, les plans d'économie dirigée en régime capitaliste ne supprimant pas les causes des crises, ne peuvent être présentées comme des solutions aux crises elles-mêmes, comme l'instauration pacifique du socialisme.

A ceux qui prétendent réclamer le socialisme lorsqu'ils réclament des nationalisations de cet ordre dans le cadre de la société capitaliste, Engels a répondu sur le mode ironique, dans *l'Anti-Dühring*, où il écrit :

Si l'étatisation du tabac était une mesure socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme.

La lutte des masses et le plan.

En second lieu, ce qui est caractéristique chez la plupart des planistes, c'est que, s'ils se trouvent d'aventure au gouvernement d'un pays, ils ne pensent plus à réaliser leur plan. Par exemple, De Man a fait partie pendant plusieurs années du gouvernement belge, mais il n'a nullement réalisé les nationalisations promises dans son plan.

Que faut-il en conclure ? Il faut en conclure que, pour beaucoup d'auteurs de plans, les nationalisations, les réformes de structure sont avant tout des choses dont on parle pour convaincre la classe ouvrière qu'il n'est pas utile qu'elle lutte pour ses revendications immédiates, puisque le plan y suppléera ; qu'il n'est pas davantage nécessaire de lutter pour la transformation socialiste de la société, puisque, selon les propres termes de De Man, le plan permettra de « *faire l'économie de la révolution* ». Détourner les masses populaires de la lutte pour le pain et pour le socialisme, tel est l'objectif politique de la plupart des planistes. Pour les marxistes, toute amélioration au sort du peuple ne peut être le fruit que de la lutte du peuple, de même que l'instauration du socialisme couronnera la lutte victorieuse des masses populaires contre l'oligarchie capitaliste.

C'est la leçon de l'expérience. C'est la leçon de l'histoire.

Dans son entretien avec H. G. Wells, Staline, faisant allusion aux conceptions selon lesquelles la transformation de la société peut s'opérer insensiblement, par réformes successives, s'exprime ainsi, et ce sera la conclusion de ce chapitre :

Grâce à la pression d'en bas, à la poussée des masses, la bourgeoisie peut quelquefois consentir telle ou telle réforme partielle, tout en restant sur le terrain du régime économique et social existant. En agissant ainsi, elle estime que ces concessions sont nécessaires dans l'intérêt du maintien de sa domination de classe. C'est en cela que consiste l'essence des réformes. La révolution, par contre, signifie le passage du pouvoir d'une classe à une autre. C'est pourquoi aucune réforme, quelle qu'elle soit, ne peut être caractérisée comme une révolution. Il ne faut donc pas compter qu'un changement de régime social puisse s'opérer par une transition insensible d'un ordre social à un autre à l'aide de réformes, de concessions de la classe dominante.

LECTURES

Friedrich Engels : *Socialisme utopique et socialisme scientifique* : pages 70 et 71, Paris, Bureau d'Éditions, 1936.

La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. (premier chapitre) suivi du rapport de J. Staline au VIII^e Congrès des Soviets (première et deuxième parties). Paris, Bureau d'Éditions, 1937.

Bertrand Gauthier : *les Salaires en U.R.S.S.* Paris, Bureau d'Éditions, 1938 (Collection *Voici l'U.R.S.S.*).

Fernand Grenier : *Le Mouvement Stakhanoviste*. Paris, Bureau d'Éditions, 1936 (Collection *Voici l'U.R.S.S.*)

J. Staline : *Pour une vie belle et joyeuse*. Paris, Bureau d'Éditions, J. Staline : *Entretien avec H. G. Wells*.

5. LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES PAYSANS

I. — NÉCESSITÉ DE L'ALLIANCE ENTRE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES PAYSANS.

Importance de la population paysanne.

Dans tous les pays du monde, même dans les pays les plus développés du point de vue économique, les paysans constituent une partie essentielle de la population laborieuse.

En France, à l'heure actuelle, la population rurale, la population des campagnes constitue approximativement la moitié de la population du pays. La population paysanne active, participant à la production, compte en France, aujourd'hui, sept millions sept cent mille personnes, réparties en gros de la manière suivante : deux millions trois cent mille ouvriers agricoles, un million deux cent mille fermiers, trois cent mille métayers et près de quatre millions de petits et moyens propriétaires.

Cette population active des campagnes représente 35,6 % de la population active de notre pays.

Ainsi, dans tous les pays, et en particulier en France, la paysannerie représente une force sociale considérable, appelée à jouer un rôle important dans la lutte des masses populaires.

La paysannerie et la lutte des classes.

Depuis que la société capitaliste existe et tout au long de son développement, l'attitude des paysans a été d'un poids décisif dans les luttes entre le prolétariat et la bourgeoisie, puis entre le prolétariat et l'oligarchie capitaliste. Les paysans, en majorité petits propriétaires, ne sauraient avoir dans ces luttes une attitude de principe fixée une bonne fois pour toutes, comme les ouvriers qui « n'ont rien à perdre que leurs chaînes ». Pressurés par l'oligarchie capitaliste, et notamment par les banques, les paysans haïssent le grand capital et veulent le combattre ; mais, d'autre part, ils croient dans leur majorité à la possibilité de préserver, voire d'arrondir leur petite propriété, malgré le maintien du système capitaliste. Ce double caractère nous permet de comprendre pourquoi, dans la lutte historique entre classe ouvrière et capital, les paysans n'ont pas eu une attitude déterminée, Ils ont fréquemment oscillé.

Et l'histoire nous apprend que de leurs oscillations, de leur attitude dans, les luttes de classes, de leur présence soit du côté du prolétariat, soit du côté des ennemis du prolétariat, dépend dans une large mesure l'issue de la lutte. Rappelons quelques exemples historiques particulièrement significatifs.

En juin 1848, les ouvriers de Paris ripostent par l'insurrection aux provocations de la bourgeoisie ; leur mouvement a les paysans contre lui ; il est écrasé.

En 1871, la Commune de Paris est privée de l'appui des campagnes ; elle est battue.

En 1917, en Russie, la Révolution est l'œuvre des ouvriers et des paysans unis ; elle est victorieuse.

En 1919, la Révolution socialiste gagne la Hongrie ; elle a les paysans contre elle ; elle est battue.

En 1933, l'offensive du fascisme en Allemagne est favorisée par l'absence d'union entre la classe ouvrière et les paysans ; le fascisme remporte la victoire.

Aujourd'hui même, nous avons l'offensive du fascisme en Espagne, et, malgré l'effort massif, en hommes et en armes, fourni par Hitler et Mussolini, jusqu'ici, grâce à l'alliance de la paysannerie et du prolétariat en Espagne, le fascisme n'a pas pu remporter la victoire. Nos camarades espagnols seraient battus depuis longtemps si Madrid, Barcelone et Valence n'étaient pas ravitaillées depuis le début de la guerre par les paysans d'Espagne unis à la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme.

Voilà une série d'exemples qui montrent comment, de l'attitude de la paysannerie dans la lutte entre la classe ouvrière et l'oligarchie capitaliste, dépend dans une très large mesure l'issue de cette lutte.

Voyons maintenant dans quels termes se pose à l'heure actuelle, en France, le problème de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans.

Le fascisme et les paysans en France.

En France, à l'heure actuelle, on peut considérer que l'alliance du prolétariat et des paysans constitue un facteur décisif pour empêcher la victoire du fascisme, de même qu'une opposition entre la classe ouvrière et les paysans représenterait une condition extrêmement favorable à la victoire du fascisme.

C'est ce qui explique les efforts considérables du fascisme en France pour se créer une influence, une base de masse dans les campagnes, dans la paysannerie.

Premièrement, les ligues fascistes reconstituées, sous l'appellation de partis, en particulier le Parti social français du colonel de la Rocque, déploient leur activité d'une manière systématique dans les régions rurales, dans les contrées paysannes.

Deuxièmement, le fascisme s'est efforcé de créer en France des partis spéciaux pour son travail parmi les paysans, pour tenter de les orienter vers la lutte contre la classe ouvrière (Parti agraire, Chemises vertes de Dorgères, etc.).

Troisièmement, le fascisme donne libre cours à sa démagogie dans les campagnes françaises : démagogie nationale par laquelle les fascistes, agents des puissances étrangères, se présentent aux paysans, très sensibles au sentiment national, comme les défenseurs du pays et accusent, bien entendu les marxistes et les démocrates d'être les agents de l'étranger ; — démagogie anticapitaliste : aux paysans qui ont la haine des banques et des trusts, les fascistes, payés par les trusts et les banques, se présentent comme les ennemis du capital monopoliste et des banquiers ; — démagogie sociale : aux paysans attachés à leur petite propriété, les fascistes se présentent comme les défenseurs de la propriété paysanne et accusent les marxistes de vouloir la détruire ; ils s'efforcent de faire entendre aux paysans que les responsables de leur misère sont les ouvriers des villes, les petits fonctionnaires, et ainsi de créer la division dans les masses laborieuses du pays pour favoriser la réussite de leurs desseins.

Ainsi, le problème de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans, c'est à l'heure actuelle, en France, l'aspect principal du problème de la lutte contre le fascisme, pour la défense de la liberté et de la paix.

Les bases de l'alliance entre la classe ouvrière et les paysans.

L'alliance entre la classe ouvrière et les paysans qui, nous venons de le voir, est à la fois une nécessité historique et une nécessité immédiate, est-elle présentement possible. Nous répondons : oui, elle est présentement possible. Les bases de cette alliance existent ; rappelons les plus visibles, les plus essentielles.

La première base d'alliance entre la classe ouvrière et les paysans est la lutte commune contre l'oligarchie capitaliste, qui exploite la classe ouvrière en même temps qu'elle pressure et ruine la masse des paysans. L'oligarchie capitaliste compte dans son sein les propriétaires d'immenses exploitations agricoles en France ou dans les colonies, qui font à la petite propriété paysanne, grâce à leurs conditions particulières de production, une concurrence mortelle. C'est le cas, entre autres, des grands vignobles capitalistes de l'Algérie ; c'est le cas de certains domaines du Midi viticole, voire de certaines terres à blé dans la Beauce et ailleurs.

L'oligarchie capitaliste est également à la direction du système bancaire en France. Or, dans la mesure où le crédit à bon marché est insuffisamment organisé pour les paysans, la grande banque constitue un instrument de leurs difficultés, de leur ruine, puisqu'ils sont presque tous obligés d'emprunter et d'emprunter aux banques, à des taux d'intérêts élevés.

L'oligarchie capitaliste, c'est aussi, pour les paysans, les trusts qui leur vendent les engrais, les produits chimiques, le matériel mécanique dans la mesure où ils ont la possibilité de l'utiliser. L'industrie chimique, l'industrie métallurgique sont des industries monopolisées, d'où la concurrence est pratiquement éliminée ; les trusts ont ainsi la possibilité d'imposer aux paysans des prix très élevés, d'aggraver leur situation difficile.

L'oligarchie capitaliste, c'est aussi, pour les paysans, les trusts qui leur achètent leurs produits. Chacun connaît à ce sujet l'exemple du lait ; l'achat du lait au paysan producteur est monopolisé par quelques sociétés capitalistes, du type Maggi, qui se mettent d'accord pour imposer aux paysans des prix excessivement bas et participent ainsi à sa ruine.

Enfin, l'oligarchie capitaliste, pour les paysans, c'est aussi les transports et notamment les Compagnies de chemins de fer, nullement expropriées par la récente loi qui modifie leur régime. Ces compagnies prélèvent à leur tour une dîme extrêmement lourde sur les paysans.

Ainsi, sous les formes les plus diverses, les paysans sont exploités par l'oligarchie capitaliste, au même titre que les ouvriers, et la lutte contre cette exploitation commune constitue la base de l'alliance entre les paysans et la classe ouvrière.

Alliance pour la paix et la liberté.

Une deuxième base d'alliance, aujourd'hui, entre la classe ouvrière et les paysans, c'est la lutte contre Hitler, pour la paix. Dans la paysannerie française, le sentiment national est extrêmement développé. La classe ouvrière, de son côté, est décidée à tout pour éviter à la France la honte et l'horreur du fascisme, pour faire échec aux entreprises hitlériennes et sauver la paix.

Les menaces actuelles de Hitler contre la paix du monde et contre la sécurité de la France sont de nature à renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans, à l'étendre au domaine de la paix et de la sécurité du pays.

Enfin, la lutte contre le fascisme à l'intérieur est un terrain d'alliance entre la classe ouvrière et les paysans. Le fascisme, agent des puissances étrangères qui menacent la vie des paysans, la sécurité de leur foyer ; le fascisme, agent des trusts et de l'oligarchie qui les ruinent ; le fascisme, ennemi de la liberté individuelle à laquelle des racines profondes attachent les paysans de France ; le fascisme est l'ennemi commun de la classe ouvrière et des paysans, et la lutte contre le fascisme doit être menée en commun, par le prolétariat et la paysannerie.

Conclusions.

Quelles sont les premières conclusions que nous pouvons déjà tirer de notre examen ? Elles sont claires :

- 1. Entre les prolétaires et les paysans, l'alliance est possible.*
- 2. Cette alliance est conforme aux intérêts immédiats des ouvriers et aux intérêts immédiats des paysans.*
- 3. Cette alliance est la condition d'une lutte victorieuse contre le fascisme.*
- 4. Cette alliance représente la condition d'une lutte victorieuse pour mettre fin à la domination capitaliste.*

Rappelons à ce propos les termes de Marx dans *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, où il écrit, parlant de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans :

La révolution prolétarienne réalise ainsi le chœur sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre. (Karl Marx : le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, p. 140. Paris, Éditions sociales internationales, 1930. (Bibliothèque marxiste.).)

II. — L'alliance de la classe ouvrière et des paysans dans la société capitaliste

Maintenant que nous avons établi la nécessité de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, nous pouvons rechercher les conditions indispensables à la réalisation de cette alliance, dans la société capitaliste. Le fondateur de la science marxiste, Marx lui-même, a toujours insisté, de son temps, sur la nécessité de l'alliance entre la classe ouvrière et les paysans ; il a vivement combattu, dans le mouvement ouvrier de son époque, ceux qui ne comprenaient pas la nécessité de cette alliance ou qui lui étaient hostiles.

Par exemple, en 1875, le Parti socialiste allemand avait élaboré son programme au cours du congrès qu'il tenait à Gotha (d'où le nom de programme de Gotha). Dans ce programme figurent les termes suivants : « *La classe ouvrière en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire...* » Comme on le voit, il n'est pas question ici d'alliance entre la classe ouvrière et les paysans, mais d'une lutte qui dresserait face à face, d'une part la classe ouvrière, d'autre part les autres classes de la société en bloc (paysans compris). Marx et Engels critiquèrent en détail le programme de Gotha. Dans leur *Critique du programme de Gotha*, on peut lire en regard du membre de phrase que nous avons cité, le mot : Absurde. Il n'est pas besoin d'insister davantage pour montrer comment Marx et Engels jugeaient la position de ceux qui, de leur temps, professaient l'hostilité ou l'incompréhension à l'égard de l'alliance du prolétariat et des paysans.

La « prolétarisation » des paysans.

La ruine d'un nombre considérable de paysans comme conséquence actuelle du développement de la société capitaliste sert de prétexte à certains pour propager une théorie simpliste et erronée à propos de la question paysanne. De quoi s'agit-il ?

Dans l'agriculture, comme dans l'industrie, bien qu'à un rythme beaucoup moins rapide, s'opère la concentration capitaliste, c'est-à-dire que, progressivement, un grand nombre de producteurs indépendants, de petits et moyens propriétaires, sont ruinés et transformés en prolétaires. C'est là le résultat de la concurrence de la grande production agricole, de l'exploitation des paysans par les banques et les trusts.

Partant de ces faits, d'aucuns concluent que la solution des rapports entre les ouvriers et les paysans est toute trouvée, puisque les paysans se transforment petit à petit en ouvriers, une fois ruinés par la concentration capitaliste. Selon ces « théoriciens », le problème de l'abolition de l'exploitation capitaliste serait fort simple : les paysans devenant, les uns après les autres, des ouvriers, le jour est proche où la classe ouvrière constituera à elle seule l'immense majorité de la population, et ce jour-là il sera facile d'en finir avec la domination capitaliste.

Cette belle théorie ne résiste pas un instant à la critique. Pourquoi ? D'abord parce que le processus de prolétarisation des paysans est un processus extrêmement lent, la concentration capitaliste étant beaucoup plus lente dans l'agriculture que dans l'industrie. Attendre pour libérer le monde de la domination capitaliste que tous les paysans soient prolétarisés, ce serait renoncer, en fait, à en finir jamais avec cette domination.

Par ailleurs, rien ne permet d'affirmer (et au contraire tout permet de contester) que les paysans, poussés à la ruine par le développement de la société capitaliste, en tirent la conclusion politique qu'il faut automatiquement se mettre aux côtés de la classe ouvrière révolutionnaire pour lutter contre le capitalisme. L'histoire récente de l'Allemagne et d'autres pays nous enseigne que la ruine des paysans crée généralement chez eux un état d'exaspération extrêmement propice au succès de la démagogie fasciste.

C'est pourquoi les marxistes ne sauraient se borner à constater qu'il s'effectue une certaine prolétarisation dans les campagnes, et à attendre béatement que cette prolétarisation soit achevée. Au contraire, les marxistes luttent pour enrayer, pour ralentir la ruine des paysans, pour défendre les intérêts des paysans. L'alliance des ouvriers et des paysans est possible dans l'immédiat, mais les paysans ne s'allient avec les ouvriers que dans la mesure où ils constatent que les ouvriers veulent lutter pour empêcher leur ruine, pour les aider à surmonter leurs difficultés.

Voilà comment les marxistes posent la question : défense par la classe ouvrière, par toutes les organisations de la classe ouvrière des revendications de la paysannerie afin de faciliter l'alliance entre la paysannerie et le prolétariat. Et cela nous amène tout de suite à examiner le problème de la défense des revendications paysannes.

Composition sociale de la paysannerie.

Jusqu'ici, nous avons parlé de la paysannerie comme si elle constituait une classe unique, comme si elle était composée d'individus exploités sous la même forme et avec la même intensité. En est-il ainsi en réalité ? La paysannerie, si nous entendons par ce mot la population des campagnes, ne constitue pas une classe, ne constitue pas un groupe social homogène ; elle est composée au contraire d'une série de groupes sociaux différents. Essayons de préciser nos idées sur ce point ; examinons les principales catégories de la population paysanne.

Nous avons d'abord toutes les couches paysannes exploitées d'une manière visible par le capitalisme, par l'oligarchie capitaliste. Nous trouvons dans ce groupe :

1. Les ouvriers agricoles, c'est-à-dire ceux qui travaillent chez des patrons pour un salaire ;
2. Les semi-prolétaires, c'est-à-dire ceux qui possèdent un misérable lopin de terre sur lequel ils travaillent une partie de l'an alors qu'ils travaillent pour un salaire chez des patrons pendant l'autre partie ;

3. Les petits fermiers et les petits métayers exploités à la fois par les propriétaires fonciers et par les banques, les trusts, les Compagnies de transports ;

4. Les petits propriétaires, c'est-à-dire la couche extrêmement nombreuse de ceux qui possèdent un lopin de terre suffisant pour occuper leur activité, insuffisant pour occuper en outre l'activité de travailleurs salariés ; la propriété du lopin de terre mise à part, ils sont pressurés comme la précédente catégorie. Toutes ces couches constituent la paysannerie visiblement exploitée par le capital, la masse des alliés naturels du prolétariat des villes à la campagne.

Nous avons ensuite la couche, nombreuse en France, des paysans qui possèdent une étendue de terre suffisante pour occuper leur travail personnel et celui de leur famille, mais exigeant en outre l'emploi, à une faible échelle, de travailleurs salariés : il s'agit des paysans qui ont, par exemple, un, deux, trois ouvriers à leur service pendant la plupart des périodes de l'année. C'est cette couche qui est désignée dans la littérature marxiste-léniniste par le vocable « paysan moyen ».

Ces paysans moyens constituent une couche particulière parce qu'ils sont d'une part exploités par l'oligarchie comme les paysans pauvres, mais ils sont en même temps exploités dans la mesure où ils emploient un, deux ou trois ouvriers agricoles. Il est très difficile au prolétariat de s'assurer l'alliance totale de cette couche dans sa lutte contre l'oligarchie capitaliste ; l'expérience montre, par contre, que le prolétariat peut neutraliser cette couche dans sa lutte contre l'oligarchie capitaliste. Nous avons enfin, à la campagne, la couche des ennemis, les grands fermiers capitalistes, qui emploient parfois des dizaines d'ouvriers agricoles et les gros propriétaires fonciers possesseurs de vastes étendues de terre sur lesquelles des travailleurs, ouvriers, fermiers ou métayers sont exploités. Ici, bien entendu, il s'agit d'ennemis de classe du prolétariat des villes et d'ennemis de classe des couches pauvres des campagnes, qu'il ne s'agit pas de gagner ou de neutraliser, mais de combattre.

La défense des revendications paysannes.

En tenant compte de cette répartition des forces sociales à la campagne, la classe ouvrière et ses organisations doivent défendre les revendications des paysans, à l'exception des grands exploités, et spécialement les revendications des couches les plus pauvres de la population rurale.

Rappelons, à ce propos, les revendications les plus fondamentales et les plus urgentes dans le moment présent :

1. Amélioration des salaires et extension des lois sociales pour les ouvriers agricoles ;
2. Prix de vente rémunérateurs pour les produits agricoles ;
3. Caisse nationale d'assurance contre les calamités ;
4. Extension aux paysans du système des allocations familiales ;
5. Allègement des charges fiscales pesant sur la paysannerie.

La défense de ces revendications paysannes par le prolétariat correspond à notre volonté d'union des ouvriers des villes et de la population laborieuse rurale contre les oligarchies et la grande propriété foncière. Elle n'est nullement inspirée par les préoccupations opportunistes qui animaient, par exemple, le Parti socialiste dans la France d'avant-guerre. Ainsi, ayant la guerre, le Parti socialiste soutenait à l'égard de la question paysanne la position suivante : il estimait que le problème essentiel était la défense des couches aisées de la campagne et qu'il convenait de mépriser les couches les plus misérables et les plus pauvres.

Comment expliquer une position apparemment si paradoxale ? Uniquement par les soucis exclusivement électoralistes du Parti socialiste avant la guerre. Ce parti s'occupait des paysans aisés, parce que le paysan aisé est, dans le village, l'agent électoral par excellence, alors que le valet de ferme, le domestique est, en général, sans influence politique. D'où le mépris des opportunistes à son égard.

Il est intéressant de rappeler à ce propos le rapport qui fut présenté en 1909 au congrès national du Parti socialiste à Saint-Etienne par le spécialiste agraire du Parti à cette époque, Compère-Morel. Le citoyen Compère-Morel s'exprimait ainsi :

« Les bouviers, les hommes de cour, les bergers et les vachers ont une triste mentalité : ceux qui restent sont de pauvres gens incapables d'aucune jouissance intellectuelle, abreuvés d'ignorance et d'alcool, condamnés à aller de l'église au cabaret ».

Voilà l'appréciation du socialisme français, en 1909, sur la classe des ouvriers agricoles qui constitue aujourd'hui une des grandes fédérations de la Confédération générale du travail.

Notre conception de défense des revendications paysannes n'a rien à voir, bien entendu, avec ces théories et avec cette pratique.

Les paysans dans le Front populaire.

Aujourd'hui, le Front populaire est l'expression, dans une large mesure, de cette alliance des ouvriers et des paysans dont nous avons montré la nécessité.

Le Front populaire, qui rassemble la majorité de la classe ouvrière et déjà une importante fraction de la paysannerie est la preuve la plus éclatante de la possibilité d'une entente entre la classe ouvrière et les paysans, en même temps qu'il atteste l'intérêt que présente pour les uns et pour les autres, cette alliance.

Le programme du Front populaire porte côte à côte les revendications des ouvriers et les revendications des paysans ; il porte également les mots d'ordre communs aux ouvriers et aux paysans pour la défense de la liberté et pour la défense de la paix. Dans la mesure où ce programme a été partiellement réalisé, il a montré l'intérêt que les ouvriers et les paysans ont à s'unir. (Exemple : l'application partielle du programme du Front populaire a prouvé qu'on pouvait en même temps améliorer la situation de la classe ouvrière par des lois sociales et des augmentations de salaire et, par l'Office du blé, garantir aux petits producteurs de blé une situation qui les mette à l'abri des manœuvres des grands minotiers et qui leur fournisse un prix de vente rémunérateur.)

Enfin, si le Front populaire est considéré — et il ne saurait être considéré autrement — comme une forme d'alliance entre la classe ouvrière et les paysans, beaucoup de problèmes s'éclairent, notamment l'idée que la conception du Front populaire conduit d'une manière directe à la conception de l'union de la nation française. En effet, si le Front populaire est l'alliance des ouvriers et des paysans, il ne saurait être limité à l'alliance des ouvriers avec les paysans «le gauche ; il doit s'étendre pour être pleinement efficace à l'alliance avec les paysans quels qu'ils soient, à l'union de toutes les masses laborieuses des villes et des campagnes.

L'alliance des ouvriers et des paysans et notre tactique.

Les marxistes, convaincus de l'importance de l'alliance des ouvriers et des paysans, subordonnent leur tactique, dans toutes les circonstances, à la nécessité de maintenir et de renforcer cette alliance.

Pour illustrer cette idée, il n'est pas inutile de rappeler l'exemple des grèves ouvrières de juin 1936, qui se déroulèrent avec l'appui total de la paysannerie française dans la première période, mais qui, à un certain degré de leur développement, provoquèrent l'inquiétude, parfois l'hostilité d'importantes couches de la paysannerie du pays. Et la classe ouvrière française se trouva à ce moment-là en présence de deux mots d'ordre.

D'abord le mot d'ordre gauchiste et aventurier : « *Tout est possible* », qui consistait à préconiser l'élargissement illimité du mouvement gréviste, à préconiser une tactique qui aurait abouti inmanquablement à la rupture entre la classe ouvrière et la paysannerie, à la réédition de juin 1848, c'est-à-dire à la défaite pour le prolétariat et pour la paysannerie, à la victoire du capital avec sa forme de domination la plus odieuse : le fascisme.

Ensuite, le mot d'ordre marxiste : « *Tout n'est pas possible ; il faut savoir terminer une grève* », ce qui signifie que les ouvriers ne sauraient déterminer leur tactique en tenant compte uniquement de leur propre capacité de lutte, qu'ils doivent veiller à éviter l'isolement qui les conduirait à la défaite ; qu'il est indispensable à chaque instant de maintenir, face à l'ennemi commun, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

On sait comment la classe ouvrière manifesta, en 1936, sa pleine compréhension de cette tactique et comment elle sauvegarda cette alliance.

Nous pouvons maintenant dégager quelques conclusions de notre étude des conditions de l'alliance du prolétariat et de la paysannerie dans la société capitaliste.

Conclusions.

1. *Dans la société capitaliste, les marxistes travaillent à réaliser cette alliance sur la base de la défense des intérêts communs aux ouvriers et aux paysans.*

2. *Cette alliance permet une lutte commune contre l'ennemi commun, l'oligarchie capitaliste ; elle permet de limiter, dans une certaine mesure, l'exploitation de cette oligarchie et elle aide les paysans à se convaincre par leur propre expérience de la nécessité d'en finir avec la domination capitaliste.*

Par conséquent, l'alliance de la classe ouvrière et des paysans, réalisée dans la société capitaliste prépare la réalisation des conditions dans lesquelles il pourra être mis fin à la domination capitaliste.

III. — L'alliance de la classe ouvrière et des paysans dans la société socialiste.

Ainsi donc, l'alliance des ouvriers et des paysans au sein de la société socialiste, conditionne la disparition même de la domination capitaliste. La réalisation de la révolution socialiste, l'édification de la société socialiste sont conditionnées, comme la lutte contre le fascisme, par l'alliance des ouvriers et des paysans.

L'expérience historique de la Révolution russe de 1917 illustre parfaitement cette idée.

L'exemple de la révolution russe.

En février 1917, en Russie, le gouvernement tsariste qui représentait en premier lieu les intérêts des éléments féodaux de la Russie, des propriétaires fonciers, fut renversé et remplacé, non pas par le pouvoir du prolétariat, mais par un gouvernement représentant les intérêts de la bourgeoisie.

Au mois d'août 1917, certains militants de la classe ouvrière russe proposant de déclencher l'insurrection contre le gouvernement bourgeois qui était au pouvoir depuis quelques mois, Lénine combattit cette conception, empêcha le déclenchement de cette insurrection et cela pour une raison fondamentale : c'est qu'en août 1917 n'était pas encore réalisée d'une manière suffisante l'alliance de la classe ouvrière et des paysans en Russie.

C'est dans la période d'août 1917 à octobre 1917 que cette alliance put être scellée. En effet, les paysans, dans cette période, en Russie, avaient deux aspirations essentielles : la paix et la terre. Ils voulaient qu'on en finisse avec la guerre et qu'on leur distribue une partie des terres des propriétaires fonciers. C'est avec ces aspirations qu'ils avaient participé à la révolution bourgeoise en février, avec l'espérance que cette révolution leur donnerait la paix et leur donnerait la terre. Et les paysans eurent la possibilité de se convaincre, de février à octobre, que la bourgeoisie au pouvoir ne leur donnerait pas la paix puisqu'elle continuait la guerre, qu'elle ne leur donnerait pas la terre puisqu'elle ne la confisquait pas aux propriétaires fonciers qui la détenaient.

Alors seulement, les paysans, instruits par leur propre expérience, sont allés vers la force sociale qui restait seule capable de leur donner la paix et la terre, vers le prolétariat. Et en octobre 1917, l'alliance de la classe ouvrière et des paysans étant réalisée, l'insurrection du peuple contre la bourgeoisie a été possible ; elle a été victorieuse parce qu'elle a été l'œuvre de la classe ouvrière et des paysans unis.

Le marxisme et la propriété paysanne.

Mais la prise du pouvoir par le peuple, nous l'avons vu dans le troisième chapitre, n'est que le commencement de la révolution.

Nous devons maintenant examiner les aspects du problème de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans après la prise du pouvoir par le peuple.

Quelle est d'abord la position du marxisme à l'égard de la propriété paysanne ? C'est en effet la question fondamentale qui se pose après la conquête du pouvoir par le peuple.

La position du marxisme à l'égard de la propriété paysanne est exprimée clairement par Engels dans un article publié en 1893 dans le numéro 10 du journal allemand, la *Neue Zeit* :

Maîtres du pouvoir politique, nous ne songerons pas à exproprier (avec ou sans indemnité, peu importe) les petits cultivateurs, ce que nous serons tenus de faire à l'égard des grands propriétaires fonciers. Notre tâche à l'égard des petits cultivateurs consiste d'abord à transformer leur production privée et leur propriété privée en production et propriété associées, mais pas par la force par exemple, et en leur offrant à cette fin le concours de la société.

Telle est la thèse du marxisme, et l'application de cette thèse a permis, dans le développement historique de l'Union soviétique, de renforcer l'alliance entre les ouvriers et les paysans, de supprimer, comme nous le verrons, les contradictions entre la ville et la campagne.

Les premières mesures du gouvernement du peuple.

Quand le peuple a conquis le pouvoir, en U.R.S.S., en 1917, son gouvernement prend immédiatement des mesures destinées à consolider l'alliance du prolétariat et des paysans. Voici ces mesures :

1. Expropriation des grands propriétaires fonciers sans indemnité et remise gratuitement d'une partie des terres de ces grands propriétaires fonciers aux paysans qui n'avaient pas de terre ou qui en avaient peu ;
2. Mesures en faveur des paysans pauvres et moyens, les principales de ces mesures étant l'abolition du fermage, l'abolition des hypothèques et l'octroi aux paysans d'un appui économique immédiat dans le domaine de l'outillage, des engrais, des semences, etc... ;
3. Envers les paysans riches (koulaks) exploitant sur leurs terres, à une échelle assez importante, la main-d'œuvre salariée, pas de confiscation en principe de leurs terres ; par contre, s'ils organisent comme ils le firent en U.R.S.S., la lutte armée contre le peuple et son gouvernement, on procède avec l'appui des paysans eux-mêmes à la confiscation de leurs terres.

Ces premières mesures du gouvernement du peuple ont un double résultat ; d'une part, elles affaiblissent les classes exploiteuses à la campagne, et d'autre part elles renforcent, elles consolident l'alliance de la classe ouvrière et des paysans. Mais, l'alliance des ouvriers et des paysans ainsi consolidée, comment peut s'effectuer le passage des paysans aux formes de production et de propriété « associées », comme dit Engels. Comment résoudre ce problème ?

Le passage des paysans au socialisme.

Ce problème est essentiel. De sa solution, dépend la construction du socialisme.

En effet, quel est l'objectif du socialisme ? Son objectif, c'est de libérer les hommes, de les rendre plus heureux, de leur permettre la satisfaction maximum de leurs besoins matériels et culturels.

Mais, pour satisfaire toujours plus les besoins de la société, il faut avoir la possibilité de faire progresser continuellement la production des richesses. Et le développement rapide de la production des richesses, la satisfaction de plus en plus grande des besoins de la société, sont impossibles sans un incessant développement de la production agricole.

Les produits de la terre sont à la base de la satisfaction des besoins essentiels des hommes ; ce que nous mangeons, le tissu de nos vêtements, le papier des journaux et des livres, tout cela vient de la terre, directement ou après avoir subi la transformation de telle ou telle industrie. C'est dire qu'il est impossible d'envisager un grand développement de la production de richesses en général, et par suite de la satisfaction des besoins, s'il n'y a pas à la base le développement de la production agricole.

Or, la production agricole est limitée par la forme privée de la propriété et du travail. Aussi longtemps que chaque paysan travaille isolément sur son lopin de terre, il est impossible d'intensifier la production agricole, puisque les facteurs du développement de la production sont, d'une part, la division du travail, qui suppose le travail collectif, d'autre part, la technique, qui suppose dans l'agriculture un vaste territoire (un domaine cultivé avec un cheval ne peut se prêter à l'utilisation d'un tracteur de 10 chevaux).

Le problème de la division du travail et de l'introduction de la technique dans l'agriculture est donc conditionné (et le socialisme avec lui) par le passage des paysans à des formes collectives de production et de propriété.

Mais, en même temps, l'alliance des ouvriers et des paysans est conditionnée par la liberté des paysans, par la possibilité pour eux de choisir librement entre la production personnelle et la production coopérative, par l'absence de toute violence à l'égard des paysans.

En définitive, il faut que les paysans se convainquent eux-mêmes, par leur propre expérience, qu'ils ont intérêt à la production et à la propriété collectives. L'exemple de l'U.R.S.S. montre qu'ils ont acquis cette conviction, qu'ils sont passés spontanément, sans violence, aux formes socialistes de la production et de la propriété. Comment ce résultat a-t-il été obtenu ?

Sovkhoz et kolkhoz.

Il fallait d'abord offrir aux paysans la possibilité de se convaincre des avantages de la culture sur une grande étendue, basée sur la division du travail et sur l'utilisation de la technique. Ce fut le rôle des sovkhoz, vastes entreprises gérées par le gouvernement du peuple, sur une partie des domaines des anciens propriétaires fonciers expropriés.

Grâce à la division du travail, grâce aux procédés techniques de culture, le rendement dans les sovkhoz était très supérieur au rendement obtenu dans les entreprises des paysans individuels.

Et le paysan comprend bientôt, par sa propre expérience, que si le travail est plus productif au sovkhoz que chez lui, ce n'est pas parce que la terre est meilleure, c'est parce qu'il y a le tracteur, parce qu'il y a la technique, alors qu'il n'y en a pas chez lui.

Le paysan sait que la culture mécanisée ne peut s'appliquer qu'aux grandes étendues; il apprend qu'elle est la plus productive, et il se convainc de l'intérêt qu'il y a pour lui à associer sa terre à celles du village entier, pour que la coopérative ainsi née puisse accueillir la machine et fonctionner à la moderne, comme le sovkhoz voisin.

C'est ainsi que, sans violence, les paysans de l'Union soviétique furent conquis à l'idée de la production collective, des formes sociales de propriété.

C'est l'expérience des paysans, c'est la conviction des paysans de l'Union soviétique qui est à la base de la collectivisation des campagnes, de la transformation des lopins individuels en entreprises collectives, en coopératives (kolkhoz). La constitution des kolkhoz ne comporte aucune violence envers les paysans; elle respecte leur attachement au principe de la propriété personnelle; l'habitation, le jardin, la basse-cour, tout cela reste le bien privé de chaque paysan. Mais les terres, le bétail de travail, les machines, en un mot les moyens de production essentiels, deviennent propriété coopérative, sociale, en vue d'une production toujours accrue, d'une richesse et d'un bien-être toujours plus grands.

Et le passage des paysans de l'Union soviétique au socialisme fut si spontané, si enthousiaste, que les plans de collectivisation des campagnes élaborés en U.R.S.S. ont été réalisés beaucoup plus rapidement qu'il n'était prévu. Aujourd'hui (si l'on excepte 2 % des terres situées dans les contrées autrefois arriérées) la terre soviétique tout entière est passée aux formes sociales de production et de propriété.

La chose s'est faite avec « le concours de la société » dont parle Engels; elle n'aurait pas été possible si la société, par l'intermédiaire du gouvernement du peuple, n'avait pas mis à la portée des paysans les engrais, les tracteurs, les machines agricoles modernes, résultat de la période d'industrialisation qui marqua les premières années de la construction du socialisme en U.R.S.S.

La lutte contre les agents du capitalisme.

La politique marxiste, qui a permis en U.R.S.S. le passage des paysans au socialisme, a dû triompher dans une lutte permanente contre diverses théories développées par des hommes qui furent par la suite démasqués comme agents des puissances capitalistes.

En premier lieu, une politique d'allure « gauche » sur la question paysanne était développée en Union soviétique par l'agent du fascisme Trotski. En 1932, Trotski affirmait qu'il fallait se préparer à des collisions entre le prolétariat et la paysannerie, considérée par lui comme classe contre-révolutionnaire, impossible à gagner au socialisme; il proposait de surmonter les difficultés de croissance des premières années de la Révolution en écrasant les paysans.

Une telle politique, si par malheur on l'avait suivie, aurait rassemblé en bloc les paysans autour des capitalistes dépossédés ; elle aurait irrémédiablement compromis, anéanti les victoires remportées sur le capitalisme en Union soviétique.

Une deuxième théorie, à propos de la question paysanne, fut soutenue pendant plusieurs années par l'hitlérien Boukharine, qui camouflait sa besogne sous le masque de divergences politiques.

Boukharine, en 1928 et dans les années suivantes, était hostile à l'industrialisation de l'Union soviétique, condition de l'introduction du socialisme à la campagne. Il se déclarait favorable, par voie de conséquence, au développement des entreprises paysannes individuelles, y compris celles des paysans riches dont lui, Boukharine, prévoyait — nous l'avons vu dans un précédent chapitre — l'intégration pacifique, progressive dans le socialisme.

Si cette politique avait triomphé, l'U.R.S.S., privée d'industrie se trouverait en état de dépendance économique et militaire à l'égard des puissances capitalistes étrangères, et la persistance sur son territoire des éléments capitalistes de la ville et de la campagne signifierait la possibilité d'une alliance entre les capitalistes de l'intérieur et ceux de l'extérieur pour écraser la révolution socialiste.

Heureusement, les masses populaires dirigées par Staline, ont appliqué la juste politique du marxisme-léninisme et les faits, par la suite, ont rendu inutile la discussion des théories criminelles des Trotski et des Boukharine.

Conclusions

Notre examen du problème de l'alliance des ouvriers et des paysans peut se terminer par quelques conclusions.

La première conclusion, *c'est que l'alliance de la classe ouvrière et des paysans est la condition de la défaite 'du fascisme aujourd'hui et de la lutte victorieuse contre la domination capitaliste demain.*

La deuxième conclusion, *c'est que cette alliance se resserre dans la construction du socialisme, œuvre commune des ouvriers et des paysans.*

La troisième conclusion, *c'est que dans la société socialiste, il ne s'agit plus seulement d'alliance entre la classe ouvrière et les paysans, mais de la disparition des contradictions entre la ville et la campagne, qui caractérisent la société capitaliste.*

En effet, d'abord, le socialisme signifie que paysans comme ouvriers sont libérés de toute exploitation, que les uns et les autres travaillent sur la base de la propriété sociale et de la production sociale, que les uns et les autres travaillent avec les moyens techniques les plus perfectionnés (alors que l'agriculture en régime capitaliste est retardée par le caractère individuel de la production et la pauvreté de la technique).

Par ailleurs, le développement inégal de l'agriculture et de l'industrie, qui est une des caractéristiques de la société capitaliste, n'existe pas dans la société socialiste. Dans l'économie capitaliste, l'agriculture se développe beaucoup plus lentement que l'industrie ; la loi du profit retarde le développement de l'agriculture.

Dans la société socialiste, l'économie planifiée permet un développement harmonieux de l'industrie et de l'agriculture ; elle permet à la production agricole de rattraper son retard sur la production industrielle.

Enfin, le retard du village sur la ville, au point de vue du confort, au point de vue matériel et culturel, est comblé par les réalisations systématiques de la société socialiste.

Ainsi se trouve vérifiée la thèse exprimée par Marx dans les *Luttes de classes en France* :

Seule la chute du capital peut élever le paysan, seul un gouvernement anti-capitaliste, prolétarien, peut le faire sortir de sa misère économique, de sa dégradation sociale. (Karl Marx : Les Luttes de classes en France (1848-1850), page 101 Paris, au Bureau d'Éditions, 1936 (collection les Éléments du communisme).)

LECTURES

J. Staline : *des Principes du léninisme*, chapitre « La question paysanne ». Paris, Bureau d'Éditions, 1937.

V. I. Lénine : *de l'Alliance des ouvriers et des paysans* (petite bibliothèque Lénine), pages 77 à 94, et 113 à 121. Paris, Bureau d'Éditions, 1936.

Renaud Jean, W. Rochet et Parsal : *Les Devoirs du Front Populaire envers les paysans de France*. Paris, Éditions du comité populaire de propagande, 1938.

Cholokhov : *Terres défrichées*. Paris, Éditions sociales internationales, 1933.

6. LA NATION ET L'INTERNATIONALISME

Toutes les grandes questions de la politique contemporaine se rattachent au problème de la nation.

L'étude du problème de la nation est indispensable : 1. pour comprendre la situation politique actuelle en France, où la question de l'union de la nation est au centre des discussions ; 2. pour lutter contre le fascisme qui s'efforce de s'emparer du sentiment national et qui justifie par des arguments nationaux sa politique de guerre. (Exemple : les arguments d'ordre national par lesquels Hitler justifie l'annexion de l'Autriche et ses visées sur la Tchécoslovaquie) ; 3. pour apprécier les grands événements de notre époque, par exemple, les événements d'Espagne ; 4. enfin pour comprendre les questions coloniales qui constituent une partie de la question nationale.

En conséquence, nous allons successivement :

1. *Définir la nation et montrer en quoi consiste le problème national.*
2. *Préciser la position du marxisme-léninisme sur ce problème.*
3. *Examiner les rapports entre la question de la nation et la question de l'internationalisme.*
4. *Exposer la solution de la question nationale.*

I. — La nation et la question nationale.

Qu'est-ce qu'une nation ? En quoi consiste la question nationale ? C'est à ces deux questions que nous devons répondre d'abord.

Il existe diverses définitions du terme nation.

Les conceptions erronées de la nation.

Les historiens, les philosophes non marxistes parlent de la nation comme d'un groupe d'hommes unis par les liens purement sentimentaux ; ils ignorent les liens territoriaux, économiques, les liens concrets qui existent entre les hommes.

Par exemple, le penseur français bien connu, Ernest Renan, dans une conférence qu'il prononçait en 1882, définissait la nation dans les termes suivants :

« Une nation est dans une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. »

C'est là, comme on le voit, une définition purement sentimentale, presque mystique, de la nation.

Chez les théoriciens réformistes, qui révisent ou falsifient le marxisme, on trouve une conception analogue de la nation. C'est ainsi que le social-démocrate autrichien Otto Bauer, dont les vues ont été réfutées par Staline, dès 1913, définit la nation dans les termes suivants :

La nation est tout l'ensemble des hommes réunis dans une communauté de caractère, sur le terrain de la communauté du sort.

Ainsi, dans la théorie réformiste comme dans la pensée d'Ernest Renan, la nation repose sur des bases purement sentimentales et psychiques.

Cette théorie ne tient aucun compte de la réalité visible, des problèmes territoriaux, économiques, linguistiques, qui jouent un rôle décisif, nous le verrons, dans la naissance et le développement des nations.

Les théories idéalistes de la nation aboutissent, bien entendu, à certaines conclusions pratiques.

Conséquences politiques d'une conception fausse.

Ainsi, la théorie d'Otto Bauer, la théorie de la social-démocratie autrichienne, servait de base avant la guerre à une politique très particulière à l'égard des multiples nations qui composaient l'Empire austro-hongrois de cette époque. Les social-démocrates autrichiens, dans cet Empire multinational où les diverses nations étaient opprimées par la nation allemande, ne posaient pas la question de l'autonomie territoriale des nations opprimées, ne revendiquaient pas le droit pour ces nations de disposer d'elles-mêmes.

En effet, si l'on admet que la nation n'est pas liée au sol, on doit limiter les revendications nationales à l'obtention de certains droits, de certaines libertés pour les individus composant chaque nation.

Aujourd'hui, nous pouvons voir les hitlériens reprendre à leur profit cette conception vague, sentimentale, de la nation. En partant d'une théorie voisine de celle que nous venons de rappeler et selon laquelle la nation n'a pas de bases territoriales, de bases économiques, Hitler s'efforce de donner une base théorique à ses revendications impérialistes ; il en arrive à réclamer le rassemblement dans une « grande Allemagne » de tous les gens de race allemande, de langue allemande, qu'ils habitent la Tchécoslovaquie ou l'Alsace, le Brésil ou l'Argentine. Dans son dernier discours, Hitler réclame l'annexion des dix millions d'hommes qui parlent allemand dans le monde. Les revendications impérialistes de l'Allemagne hitlérienne justifient, s'il en était besoin, la critique de Staline qui, dans son article célèbre, écrit dès 1913, souligne, en parlant de la théorie d'Otto Bauer, que

elle suppose le rassemblement artificiel, dans une seule nation, d'individus que la vie, la vie réelle, sépare.

Voilà ce qu'il en est des fausses théories de la nation, des théories idéalistes, et de leurs conséquences politiques et pratiques.

Nous devons maintenant définir exactement la nation, préciser les caractéristiques de la nation. Pour aboutir à une compréhension exacte, nous prendrons l'exemple de la nation que nous connaissons le mieux, l'exemple de la France, qui constitue une nation bien déterminée.

Les caractères d'une nation.

La nation française est-elle fondée sur une base raciale ? Nous pouvons répondre tout de suite par la négative ; la nation française n'est pas la réunion d'hommes appartenant à une race unique ; la population française est issue des races les plus diverses (Celts, Ibères, Germains, Romains, Arabes, etc.) De même on ne peut pas dire que la nation française est le résultat des annexions accidentelles d'un conquérant, la réunion de groupements humains associés provisoirement par la violence. L'Empire de Napoléon 1^{er}, quand il s'étendait sur toute l'Europe occidentale, ne pouvait être assimilé à une nation. On sait d'ailleurs qu'il n'a vécu que quelques années, qu'il s'est désagrégé rapidement. La France, telle qu'elle est aujourd'hui, constitue une communauté qui dure depuis des siècles. Nous avons dégagé le premier caractère de la nation :

Une nation, c'est d'abord une communauté stable d'hommes.

Ensuite, si nous examinons la France, nous constatons que les hommes et les femmes qui l'habitent parlent la même langue, différente de la langue qu'on parle dans les autres pays. Nous avons là le deuxième trait caractéristique de la nation :

Une nation, c'est une communauté de langue.

En poursuivant notre examen, nous voyons que les Français habitent côte à côte sur un territoire bien déterminé. S'il n'en était pas ainsi, si les Français habitaient sur des territoires différents, éloignés les uns des autres, les relations qui existent entre eux ne seraient plus régulières, ne seraient plus durables, et ils cesseraient de former une nation.

Il est aisé de comprendre cette idée par un exemple connu de tous, l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis. La population de ces deux pays a une origine commune ; les Etats-Unis ont été formés, à l'origine, par des Anglais, mais la séparation territoriale qui existe entre les deux pays et qui dure depuis des générations fait que les relations entre les habitants des deux pays ne sont pas des relations régulières, des relations durables ; aujourd'hui, il ne viendrait à l'idée de personne de dire que l'Angleterre et les Etats-Unis forment une seule nation, bien qu'on y parle la même langue. Ils forment en réalité deux nations différentes parce qu'il n'y a pas pour les deux pays communauté de territoire. Nous avons dégagé le troisième trait caractéristique de la nation :

Une nation c'est une communauté de territoire.

Continuons. Si nous étudions la population française du point de vue historique, nous constatons que les Français n'ont pas toujours formé une nation.

Dans un passé lointain, à l'époque où n'existait pas la division du travail entre les diverses contrées qui constituent la France, à l'époque où les communications entre ces diverses contrées étaient inexistantes ou très difficiles, le territoire de la France était peuplé de groupes humains séparés qui n'avaient entre eux aucun rapport, ou des rapports purement accidentels, qui vivaient complètement isolés les uns des autres. A cette époque reculée il n'y avait pas de nation française.

Quand peut-on commencer à parler de nation française ? On peut commencer à parler de nation française quand, avec le développement de la production, la division du travail s'effectue entre les diverses régions du pays, quand le commerce, les communications régulières s'établissent entre elles, quand les groupes d'hommes qui peuplaient la France ne sont plus des groupes séparés, isolés, mais des groupes en contact, unis par des liens économiques permanents, quand le pays commence à former un tout économique.

Par la suite, avec la Révolution de 1789, qui a mis fin au règne de la noblesse, qui a fait disparaître les barrières féodales dressées encore entre les provinces françaises, les liens économiques entre les diverses régions et les divers groupes d'habitants du pays se sont resserrés, développés. C'est pourquoi la naissance et le développement du capitalisme, en France comme partout, ont été un élément de consolidation de la nation.

De tout cela, se dégage le quatrième trait caractéristique de la nation :

Une nation, c'est une communauté de vie économique, une communauté d'hommes qui ont entre eux des liens économiques permanents et réguliers.

Dégageons maintenant un dernier trait caractéristique de la nation. Si nous lisons un certain nombre de romans français, anglais, espagnols, nous sommes frappés par leur caractère différent.

Dans tous les romans français, nous découvrons certaines particularités communes ; dans les romans anglais, nous découvrons aussi des particularités communes, mais différentes de celles des romans français ; même constatation pour les romans espagnols.

Si au lieu d'examiner des romans, nous prenons des poèmes, ou des tableaux, ou des œuvres musicales, nous ferons des constatations analogues.

La culture de chacun des trois pays, de chacun des trois peuples se distingue de la culture des autres par certaines particularités communes qui expriment la mentalité particulière à chaque nation, mentalité qui s'est formée au cours de plusieurs siècles de vie collective, d'existence commune.

On parle de l'esprit français, du caractère français, comme on parle de l'esprit, du caractère de chaque nation.

Cette mentalité commune, formée par l'histoire commune, constitue le cinquième et dernier trait caractéristique de la nation :

Une nation, c'est une « communauté de formation psychique ».

Définition de la nation.

Nous pouvons maintenant arriver à une définition complète de la nation. Voici la définition donnée par Staline, le plus grand théoricien du marxisme sur la question nationale :

La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture. (J. Staline : Le Marxisme et la question nationale, p. 13. Paris, au Bureau d'Éditions, 1938. (Collection Les Éléments du communisme).)

Cette définition complète de la nation étant donnée, examinons dans quels termes se pose la question nationale. *Nations dominantes et nations opprimées.*

Les diverses nations, nous l'avons vu, n'existent pas depuis que le monde existe ; elles se sont formées au cours du développement historique. Mais la formation des nations ne s'est pas produite partout en même temps ; certaines nations sont plus anciennes que d'autres ; certaines nations sont plus développées que d'autres au point de vue économique ; certaines nations sont plus puissantes que d'autres.

En Europe, par exemple, on a pu voir se constituer des Etats politiques qui groupaient dans leur sein, non pas une nation déterminée, mais plusieurs nations, et, dans ces Etats, la nation qui était la plus développée économiquement, la plus puissante, était la nation dominante, celle qui opprimait, celle qui écrasait les autres nations. Ainsi, l'Autriche-Hongrie d'avant-guerre était un Etat multinational dans lequel une nation, la nation allemande, opprimait les autres. La Russie d'avant-guerre était un Etat multinational dans lequel une nation, la nation des Grands-Russiens, opprimait les autres nations.

Aujourd'hui, par exemple, l'Angleterre ne groupe pas qu'une seule nation ; on trouve sur son territoire la nation irlandaise qui est opprimée, qui est dominée par la nation anglaise. Cela signifie que dans certains Etats il y a plusieurs nations, et qu'une de ces nations opprime les autres territorialement, économiquement, et aussi au point de vue de la langue et de la culture. Tel est le premier aspect de la question nationale.

Le problème colonial.

Au cours du dix-neuvième siècle, le développement de la société capitaliste apporte de nouvelles données au problème national, élargit la question nationale.

En effet, le développement du capitalisme à cette époque aboutit à la formation, dans les pays les plus avancés au point de vue économique, d'une oligarchie capitaliste, c'est-à-dire d'un groupe restreint d'individus possédant à eux seuls les principaux moyens de production du pays. Les oligarchies capitalistes s'efforcent, notamment dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, de s'approprier les sources de matières premières du globe entier, elles procèdent au partage économique du monde. Les Etats capitalistes qu'elles dirigent entreprennent parallèlement la conquête des territoires qui abritent les sources de matières premières. En Afrique, en Asie, de nombreux pays indépendants passent sous la coupe des pays capitalistes développés (Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, Japon).

Le problème de l'oppression des nations, de l'indépendance nationale n'est plus, dès lors, limité à l'Europe. Il s'étend à toutes les nations de la terre, opprimées (économiquement ou territorialement) par les grandes puissances capitalistes. (Exemples : domination des capitalistes français sur l'Indochine, oppression de l'Abyssinie par l'Italie, etc...) Comme on le voit, le problème colonial est intimement lié à la question nationale. Il constitue le deuxième aspect de la question nationale.

L'oligarchie capitaliste contre la nation.

L'oligarchie capitaliste qui se forme dans chaque grand pays capitaliste, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, ne se contente pas d'exploiter à son profit les nations moins développées de l'Afrique ou de l'Asie. Elle exploite aussi à son profit sa propre nation. Par exemple, l'oligarchie capitaliste, en France, exploite la nation française, la masse des ouvriers, des paysans et des petites gens de France, pressurés par les trusts et les grandes banques.

Comme le fait observer Maurice Thorez dans son livre *Fils du Peuple*,

les prodigieuses richesses nationales sont accaparées par les oligarchies capitalistes, et ainsi la France, l'un des pays les plus riches et les plus beaux du monde, est opprimé au lieu d'être libre. (Maurice Thorez : Fils du Peuple, p. 104. Paris, E.S.I., 1937.)

La rupture entre l'oligarchie capitaliste et la nation qu'elle opprime est particulièrement nette en France, où l'oligarchie n'hésite pas, pour maintenir sa domination, à s'allier avec les pires ennemis de la nation. Les théories pro-hitlériennes d'un agent de l'oligarchie comme M. Flandin, l'armement d'origine allemande découvert en partie chez les cagouleurs aux ordres des Michelin et des Gignoux, les collusions d'un Doriot avec les agents hitlériens, tout cela montre comment la liberté et l'indépendance de la nation française sont menacées à la fois de l'intérieur et de l'extérieur.

La question nationale.

Nous connaissons, après ces considérations, les trois aspects de la question nationale. Résumons-les.

1. *La question nationale est la question de l'indépendance des nations opprimées par d'autres dans certains Etats multinationaux d'Europe, de formation ancienne (exemple : la question irlandaise en Angleterre) ;*

2. *La question nationale est la question de la lutte, contre l'oppression impérialiste étrangère, des peuples coloniaux, demi-coloniaux asservis à l'époque impérialiste, et qui représentent 60 % de la population du globe.*

3. *La question nationale, pour les nations avancées comme la France, est la question de la lutte de la nation laborieuse tout entière contre l'oligarchie capitaliste, antinationale, exploiteuse de la richesse nationale et contre la menace extérieure du fascisme, lié à l'oligarchie intérieure.*

II. — Le marxisme-léninisme et la nation

Pour mesurer l'importance du mouvement national, il suffit de jeter un coup d'œil sur les principaux événements de l'heure actuelle et d'établir le rôle que le mouvement national joue dans ces événements.

Importance et caractère du mouvement national.

Si nous prenons l'exemple des événements d'Espagne, nous constatons que la guerre d'Espagne est une guerre nationale, la guerre des Espagnols contre une tentative d'asservissement de leur nation par l'étranger. Et la force du mouvement national en Espagne s'exprime par la résistance inouïe, par l'héroïsme du peuple espagnol tout entier, contre l'agression fasciste :

Si nous prenons l'exemple des événements de Chine, nous constatons qu'il s'agit d'une lutte de la nation chinoise tout entière contre l'agression du fascisme japonais.

Si nous prenons l'exemple de l'Ethiopie, nous constatons que le sentiment national détermine la magnifique résistance du peuple éthiopien à la domination du fascisme mussolinien. Les Ethiopiens, sans armés, continuent à se battre et à créer des difficultés incessantes aux envahisseurs ; le sentiment national les anime.

Bien entendu, en Espagne, en Chine, en Ethiopie, l'envahisseur obtient l'appui des éléments les plus réactionnaires des classes dominantes. Mais cette condition ne fait qu'illustrer notre thèse selon laquelle la minorité exploiteuse des richesses nationales se détache de la nation.

Nous pourrions faire le tour du monde contemporain et nous constaterions partout, dans tous les événements, le rôle joué par la question nationale, par le mouvement national.

Quel est le caractère du mouvement national ?

Le mouvement national n'est pas le mouvement d'une classe déterminée, mais de la communauté nationale tout entière.

Ainsi, en Chine, ce n'est pas la classe ouvrière chinoise toute seule qui lutte contre l'agression du militarisme japonais, c'est, avec la classe ouvrière, la masse des paysans, l'ensemble de la population, de la nation.

En Espagne ; il en est de même. La classe ouvrière d'Espagne ne lutte pas seule contre l'agression de Hitler et de Mussolini : paysans, intellectuels, petites gens des villes, petite et moyens industriels, en un mot, la nation tout entière participe à la lutte. Seuls les grands capitalistes, détachés de la nation, soutiennent consciemment l'agent de l'étranger, Franco.

Ajoutons que les ras d'Abyssinie qui dirigeaient les forces éthiopiennes dans la lutte contre Mussolini étaient les représentants des classes riches de leur pays.

Encore une fois, le mouvement national n'est pas le mouvement d'une classe déterminée de la population ; il est le mouvement de la communauté nationale tout entière. Dans ces conditions, quelle doit être la position de la classe ouvrière à l'égard du mouvement national ?

Le mouvement national et le marxisme.

Nous connaissons les objectifs de la classe ouvrière, l'idéal des marxistes. Cet idéal, c'est le socialisme, basé sur la propriété sociale des grands moyens de production. Cet idéal rappelé, pourquoi le mouvement national revêt-il pour la classe ouvrière, pour nous, une grande importance ? Quel rôle peut-il jouer par rapport à la lutte pour la réalisation de notre idéal ? C'est ce que nous allons montrer en quelques mots.

Examinons d'abord le mouvement national en France, la lutte de la nation française contre l'oligarchie capitaliste anti-nationale, complice de l'étranger et exploiteuse des richesses de la nation. Ce mouvement qui entraîne déjà, aux côtés des ouvriers, une masse importante de paysans, de petits commerçants groupés dans le Front populaire, ne se fixe nullement comme objectif l'instauration du socialisme, mais dans la mesure où il est dirigé contre l'oligarchie capitaliste, il est dirigé contre les propriétaires privés des grands moyens de production, et par conséquent, il renforce objectivement la lutte de la classe ouvrière pour la socialisation des grands moyens de production, pour le socialisme.

Examinons maintenant l'attitude de la classe ouvrière dans une nation opprimée par une autre nation, par exemple en Irlande. Est-ce que le mouvement national, l'oppression nationale dans un tel pays intéresse la classe ouvrière ?

Staline, dès 1913, insistait sur le fait que l'oppression nationale atteint le prolétariat autant et plus que les autres classes de la société, sur le fait que l'oppression nationale entrave le développement du mouvement ouvrier.

Les restrictions à la liberté de déplacement, la privation des droits électoraux, les entraves à l'usage de la langue, la réduction du nombre des écoles et autres mesures répressives atteignent les ouvriers autant que la bourgeoisie sinon davantage. Une telle situation ne peut que freiner le libre développement des forces spirituelles du prolétariat des nations assujetties. (J. Staline : Ouvrage cité, pages 23 et 24.)

Par conséquent, le mouvement national dans la nation opprimée par une autre nation intéresse au premier plan le mouvement de la classe ouvrière.

Voyons enfin la question du mouvement des peuples coloniaux contre l'impérialisme, contre l'oligarchie étrangère. Quand les peuples coloniaux luttent contre les oligarchies capitalistes étrangères qui exploitent leur territoire, ils luttent contre les ennemis, les oppresseurs de leur nation, mais ces oppresseurs sont en même temps les exploiters de la classe ouvrière de leur propre pays. Et le mouvement national des peuples coloniaux contre leurs oppresseurs appuie ainsi, objectivement, la lutte des ouvriers des pays capitalistes contre ces mêmes oppresseurs qui les exploitent.

Par exemple, le mouvement national éthiopien, même s'il est dirigé par les seigneurs d'Abyssinie, appuie objectivement la lutte de la classe ouvrière italienne, les deux mouvements étant organisés contre la même oligarchie capitaliste.

Le droit de libre disposition.

Ces considérations justifient la position du marxisme-léninisme à l'égard des mouvements nationaux, à l'égard de la question nationale. Le mouvement national n'est nullement en contradiction avec la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, au contraire. D'où l'appui de la classe ouvrière au mouvement national, d'où le mot d'ordre fondamental du marxisme sur la question nationale : *droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, mot d'ordre précisé en 1921 par Staline qui montra la nécessité de

remplacer le mot d'ordre flou du droit des nations à disposer d'elles-mêmes par le clair mot d'ordre révolutionnaire du droit des nations et des colonies à se séparer, à former des Etats indépendants.

Pour comprendre parfaitement ce mot d'ordre, il importe de préciser que le droit pour chaque nation de se séparer et de former un Etat indépendant ne signifie pas la séparation obligatoire, le divorce forcé dans tous les cas. La question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, du droit de séparation, ne peut être étudiée et résolue en général, mais au contraire dans chaque cas particulier. Il faut la situer dans la vie, en tenant compte de tous les éléments de la situation au moment donné, en tenant compte de l'intérêt présent et à venir de la nation.

Examinons les conditions concrètes dans lesquelles se pose, aujourd'hui, pour certaines nations, le problème national et la question du droit de séparation, du droit de libre disposition.

Il est certain que la question fondamentale du moment présent, dans le monde entier, c'est la question : démocratie ou fascisme, la question du succès ou de l'échec des visées hitléro-mussoliniennes, tendant, avec l'appui des oligarchies dans chaque pays, à réaliser la formule : *Le monde entier sera fasciste*. De la réponse qui sera donnée par la vie à cette question dépend l'avenir de tous les pays, pour plusieurs dizaines d'années. Telle est la question essentielle du moment, et toutes les autres questions, y compris la question nationale, doivent être traitées en rapport avec celle-là.

Aspects actuels de la question nationale.

Prenons l'exemple de la Catalogne. La Catalogne est une nation ; elle en présente toutes les caractéristiques : communauté stable, communauté de langue, communauté de territoire, communauté économique, communauté de formation psychique et de culture. La Catalogne doit-elle disposer du droit de se séparer de l'Espagne ? Sans aucun doute.

Mais la Catalogne a-t-elle intérêt, présentement, à réclamer l'exercice de ce droit de séparation ? Evidemment non.

La création, au moment présent, d'une Catalogne indépendante, séparée de l'Espagne, favoriserait la victoire de Hitler et de Mussolini dans la péninsule ibérique. Le droit pour chaque nation à se séparer de l'autre nation, s'il était exercé pour la Catalogne aujourd'hui, serait nuisible à la Catalogne elle-même, qui tomberait sous la domination terroriste du fascisme. Cette séparation, au moment présent, n'est conforme ni aux intérêts de la nation catalane, ni aux intérêts généraux du mouvement ouvrier et antifasciste. C'est pourquoi elle ne saurait être réclamée que par des agents du fascisme.

Prenons un autre exemple, celui de l'Algérie. Reconnaissons-nous à la nation algérienne le droit de libre disposition ? Absolument. Mais l'exercice de ce droit, au moment présent, serait-il conforme aux intérêts de l'Algérie et du mouvement populaire mondial ? Il est clair que non. En luttant aujourd'hui pour se séparer de la France, le peuple algérien favoriserait les visées du fascisme hitléro-mussolinien en Afrique du Nord ; il se préparerait à tomber sous un joug plus pesant que son oppression actuelle et rendrait service au camp mondial du fascisme et de la guerre.

La séparation, au moment présent, de la nation algérienne et de la France ne serait pas un élément de progrès social, mais un élément de régression sociale.

Prenons enfin l'exemple des Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie. Est-ce que ces Allemands, dont Hitler réclame l'annexion, font partie de La nation tchécoslovaque ? Non, ils n'en font pas partie. Le droit à se séparer de la Tchécoslovaquie ne saurait leur être dénié, et en 1918, quand les traités de paix séparèrent les Sudètes de l'Allemagne, les marxistes allemands n'approuvèrent pas cette mesure.

Mais aujourd'hui, les Allemands des Sudètes ont intérêt à rester dans l'Etat tchécoslovaque et à échapper à la barbarie hitlérienne ; aujourd'hui, leur annexion par l'Allemagne de Hitler ne signifierait nullement le droit pour les Sudètes à disposer d'eux-mêmes ; elle signifierait une étape dans la réalisation du plan général de guerre et d'hégémonie de l'hitlérisme.

Nous fixons notre position sur ce problème comme sur les précédents» par rapport à l'ensemble des questions du moment, par rapport à l'intérêt présent et à venir du mouvement ouvrier et antifasciste.

Cette idée essentielle est exprimée par Lénine sous la forme suivante :

Les différentes revendications du socialisme, et entre autres le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle du mouvement socialiste mondial. Il est possible que dans certains cas la partie soit en contradiction avec le tout, et alors il faut la rejeter.

Notre politique dans les nations dominantes et dans les nations opprimées.

Dans chacun des pays que nous avons pris comme exemples, les marxistes, s'il en est besoin, s'emploient à convaincre leur nation de la nécessité d'adopter non plus une position générale sur la question nationale, mais une position conforme aux intérêts d'ensemble du moment et de l'avenir.

Dans les pays dominants correspondants, en Espagne pour la Catalogne, en France pour l'Algérie, en Tchécoslovaquie pour les Allemands des Sudètes, les marxistes luttent pour obtenir dans le domaine du pain et de la liberté, des mesures favorables aux nations rattachées, afin que ces nations rattachées adoptent présentement une attitude d'union avec la nation dominante, face à l'ennemi commun, le fascisme international.

Nous sommes maintenant en mesure de résumer la position du marxisme-léninisme à l'égard de la question nationale :

1. *Les marxistes-léninistes constatent l'existence de la question nationale et apprécient l'extrême importance du mouvement national dans tous les pays.*

2. *Le marxisme-léninisme établit qu'il n'existe aucune contradiction de principe entre le mouvement national et le mouvement socialiste.*

3. *L'attitude des marxistes-léninistes à l'égard de chaque problème national particulier est fixée en rapport avec les intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire.*

III. — Internationalisme et nation

Nous sommes des internationalistes. L'union et l'action internationales des masses populaires en général et des prolétaires en particulier constituent une des conceptions fondamentales du marxisme-léninisme, clairement exposée par la conclusion du *Manifeste communiste* de Marx et Engels : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.*

Notre internationalisme.

Nous sommes internationalistes parce que la victoire définitive du socialisme, notre idéal, n'est possible qu'à l'échelle internationale, qu'avec la collaboration des travailleurs de tous les pays. C'est l'idée essentielle de la lettre de Staline au jeune Ivanov, le 12 février 1938. (J. Staline : *Lettre à Ivanov*. Paris, au Bureau d'Éditions, 1938.)

Nous sommes internationalistes parce qu'il n'existe aucune opposition d'intérêts entre les travailleurs des diverses nations, parce que la conjonction de leurs efforts constitue la principale force de paix dans le monde, et l'arme la meilleure pour la lutte contre les oligarchies capitalistes, alliées sur le terrain international. Nous pratiquons, d'une façon permanente, la solidarité internationale, qu'il s'agisse d'aider le peuple espagnol, de défendre l'U.R.S.S., de tendre la main au peuple allemand, au peuple italien, etc... Nous luttons pour la réalisation de l'unité ouvrière internationale, tant syndicale que politique, en même temps que, sur le terrain de la paix, nous luttons pour l'entente internationale des peuples pacifiques. Nous sommes, en un mot, des internationalistes conséquents.

Nous aimons notre pays.

Mais notre internationalisme ne signifie nullement que nous sommes étrangers à notre nation, à la France. Nous aimons notre pays, un des plus riches et des plus beaux du monde ; nous sommes fiers de son passé, du rayonnement de son histoire et de sa culture.

*Notre amour du pays, c'est l'amour de ses plus glorieuses traditions et de ses aspirations les plus généreuses, c'est la volonté de le rendre à ses destinées magnifiques de porteur de flambeau. Notre amour du pays, c'est l'amour de son peuple que nous voulons libre et heureux, c'est la France aux Français et non à ceux qui, par leur égoïsme, leur cupidité et leur bassesse d'âme, se sont depuis longtemps, malfaisante minorité de parasites, exclus de la communauté nationale. (Maurice Thorez : *Fils du Peuple*, page 144. Paris, E.S.I., 1937.)*

Et, puisque nous voulons rendre la France à son rôle d'avant-garde, nous sommes pénétrés plus que quiconque du sentiment national, car le sentiment national des Français est fondé d'une part sur le rôle progressif de la France au cours de son passé, sur le rôle de la France de 1789, de 1848, de la Commune, et d'autre part, sur la culture française dont nous entendons être les représentants et les héritiers, puisque nous pensons avec Lénine que les marxistes ont pour tâche

d'assimiler les trésors de connaissances accumulées par l'humanité tout entière,

Il va de soi que notre politique, puisqu'elle est une politique scientifique, tenant compte de tous les facteurs, s'appuie en particulier sur les traditions nationales du peuple qu'elle dirige, tient compte des particularités nationales. Aucune contradiction n'existe entre l'internationalisme et l'amour du pays que nous voulons libérer.

Internationalisme et nation.

Au contraire, il est impossible d'organiser dans un pays, par exemple en France, la lutte pour la libération internationale des travailleurs du monde entier si on ne tient pas compte des particularités, des traditions nationales de même qu'il est impossible de lutter efficacement pour la libération nationale de notre peuple sans l'appui de la solidarité internationale des autres peuples. C'est là un élément essentiel de notre conception marxiste-léniniste.

L'internationalisme prolétarien, non seulement ne contredit pas cette lutte des travailleurs des différents pays pour la liberté nationale, sociale et culturelle, mais encore il garantit, grâce à la solidarité prolétarienne internationale et à l'unité de combat, le soutien nécessaire à la victoire dans cette lutte. Ce n'est qu'à travers l'union révolutionnaire de la classe ouvrière des pays impérialistes avec le mouvement d'émancipation nationale des colonies et des pays dépendants que passe le chemin de la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes, car, comme nous l'enseignait Marx, « un peuple qui opprime d'autres peuples ne saurait être libre ». (Georges Dimitrov : *L'Unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme*, pages 86 et 87. Paris, au Bureau d'Éditions, 1937.)

Nationalisme bourgeois et nihilisme national.

Partant de cette thèse, les marxistes-léninistes pénétrés à la fois de l'esprit internationaliste et du sentiment national, combattent aussi bien le nationalisme bourgeois que le nihilisme national.

Nous luttons contre le nationalisme bourgeois, arme idéologique des oligarchies capitalistes, qui tend, en dressant les nations les unes contre les autres, à créer les conditions pour le maintien, dans tous les pays, de l'exploitation capitaliste et de l'oppression nationale sur les peuples affaiblis par leur division.

C'est dans ce sens que nous combattons le nationalisme hitlérien ; c'est dans ce sens que nous condamnons la trahison des partis socialistes qui, en 1914, renoncèrent à la solidarité internationale et contribuèrent à immoler leurs nations respectives au profit des oligarchies capitalistes dans chaque pays.

Nous luttons, sur un autre front, contre le nihilisme national qui consiste à nier l'existence des nations, l'existence du sentiment national, l'existence des particularités nationales.

Nous combattons le nihilisme national en premier lieu parce qu'il est antiscientifique, dans la mesure où il nie la réalité territoriale, économique, historique et culturelle de la nation.

Nous le combattons surtout parce qu'il est contraire aux intérêts présents et à venir de la classe ouvrière et du peuple entier. Demander au prolétariat de nier la nation, c'est lui demander de s'isoler, de s'exclure lui-même de la communauté nationale, de créer lui-même, par conséquent, les conditions de son propre écrasement par l'oligarchie capitaliste et le fascisme.

Demander au peuple de nier, de piétiner les traditions et les particularités nationales, c'est laisser au fascisme la possibilité de s'emparer de ces traditions et de ces sentiments nationaux comme arme contre la classe ouvrière, c'est permettre au fascisme de s'approprier frauduleusement tout ce que représentent, comme force de sentiment et d'action progressive, les traditions qui se rattachent à un passé glorieux et d'avant-garde (Grande Révolution, Marseillaise, drapeau tricolore, etc...)

En organisant, contre l'oppression mondiale du fascisme ; la lutte de tous les peuples dans les formes nationales, dans le prolongement des traditions nationales, le marxisme-léninisme ouvre la voie d'un développement illimité à chaque nation, puisque cette politique permet l'union de la nation tout entière contre la minorité parasite qui entrave son développement économique et culturel. En effet,

le profit capitaliste dresse une barrière à laquelle se heurte continuellement le développement de la France et de la nation française. (Maurice Thorez : *ouvrage cité*, page 192.)

En luttant contre l'oligarchie capitaliste, pour la disparition de l'exploitation capitaliste, nous luttons pour une unité nationale sans entraves, pour la libération de la nation.

IV. — La solution du problème de la nation

Notre étude du problème de la nation nous permet de comprendre le double aspect de la solution de ce problème.

La solution de la question nationale, c'est d'abord l'abolition de l'exploitation de la nation par les oligarchies capitalistes parasites, la libération de la nation de l'oppression capitaliste. C'est sous cet aspect que se pose le problème en France.

La solution de la question nationale, c'est ensuite la suppression des inégalités entre les diverses nations, de l'oppression économique, politique et culturelle exercée par certaines nations sur d'autres. C'est sous cet aspect que se pose le problème pour les colonies et les nations dépendantes en général.

L'exemple de l'Union Soviétique, Etat multinational, montre que la solution de la question nationale, sous son double aspect, réside dans le socialisme.

Suppression des oligarchies.

Le socialisme, en abolissant la propriété privée des grands moyens de production, en transformant ces grands moyens de production en propriété sociale, libère la nation de l'oppression des oligarchies. Il libère l'économie nationale, et nous avons vu précédemment comment, en Union soviétique, la production des richesses peut connaître un développement illimité.

Il libère la communauté nationale des limites que la domination capitaliste oppose à ses libertés et à ses droits. (Maurice Thorez : *ouvrage cité*, page 192.) Il ouvre des possibilités immenses de développement à la culture nationale ; ainsi, en U.R.S.S., le socialisme a permis de liquider l'analphabétisme, d'élever la formation technique de la nation à un niveau exceptionnel, de mettre la culture à la portée de tous.

Abolition des inégalités entre nations

Le socialisme aboutit également à la suppression de l'oppression nationale, à l'abolition des inégalités entre nations. C'est ce qui s'est passé en Union soviétique.

Dans l'ancienne Russie, le développement des nations différentes était très inégal au point de vue économique. A côté des rapports de production capitalistes survivaient, dans certaines nations de l'Empire tsariste, des rapports de production beaucoup plus anciens : rapports féodaux, parfois pré-féodaux. Par exemple, le Kouzbass, région d'Asie centrale, était peuplé, il y a vingt-cinq ans, par des tribus nomades ; l'agriculture était extrêmement arriérée, sans parler de l'industrie qui n'existait pas ; le coton produit dans le pays, pour être transformé, était transporté à cinq mille kilomètres.

Aujourd'hui, grâce au socialisme, la région du Kouzbass est habitée par un demi-million d'ouvriers travaillant dans les entreprises socialistes. De la même façon, toutes les nations arriérées de l'Empire tsariste sont entrées, par-dessus la féodalité et le capitalisme, dans le socialisme, ont rattrapé au point de vue économique l'ancienne nation dominante, grâce à l'aide économique apportée aux nations autrefois arriérées par le pouvoir prolétarien (les plans quinquennaux de l'Union Soviétique ont consacré dans ce but une part relativement plus grande de l'activité sociale aux nations les plus arriérées, afin de leur permettre de rattraper économiquement les plus avancées).

Ainsi, le socialisme abolit l'inégalité économique entre les nations.

Egalité politique des nations.

Dans l'ancienne Russie, l'égalité politique entre les nations n'existait pas. Les nations étaient opprimées politiquement par la nation dominante, la nation grand-russienne, elles ne disposaient d'aucun droit. Par exemple, à Bakou, cité du pétrole, seuls les ouvriers appartenant à la nation dominante pouvaient être ouvriers qualifiés.

Aujourd'hui, grâce au socialisme, les nations composant l'Union soviétique sont égales en droits ; nulle oppression nationale n'existe plus ; le droit de libre disposition des nations est institué sans réserves.

La Constitution de l'U.R.S.S. instaure l'égalité politique absolue entre les nations autrefois inégales. Son article 17 spécifie que :

Chaque République fédérée conserve le droit de sortir librement de l'U.R.S.S.

Son article 123 proclame

l'égalité en droits des citoyens de l'U.R.S.S., sans distinction de nationalité et de race.

Ainsi, le socialisme abolit l'inégalité politique entre les nations.

Plus d'oppression culturelle.

En outre, dans la Russie d'avant le socialisme, la culture des nations opprimées était absolument étouffée. Aucune possibilité, dans les nations opprimées, d'étudier la langue nationale, de s'exprimer par écrit en langue nationale. Le poète ukrainien Chevtchenko fut sévèrement condamné par le régime tsariste parce qu'il avait commis le crime d'écrire un poème en langue ukrainienne.

Le socialisme, libérateur de la culture, n'étouffe pas les langues nationales. Mais, parce que la langue nationale est le moyen d'expression, la forme de la culture nationale, le socialisme favorise l'enrichissement, le perfectionnement des langues nationales, pour faciliter l'épanouissement de la culture.

C'est la langue nationale qui est parlée et apprise dans les écoles de chaque nation, et pour les nations autrefois arriérées de l'U.R.S.S., qui disposaient d'une langue parlée, mais non d'une langue écrite, les savants linguistes de l'U.R.S.S. ont créé des alphabets particuliers.

Prolétarienne par son contenu, nationale par sa forme, telle est la culture commune à l'humanité, vers laquelle marche le socialisme. (Staline).

Ainsi, le socialisme abolit l'inégalité culturelle entre les nations.

Conclusion.

Nous pouvons, en conclusion, condenser nos observations essentielles sur la question nationale :

1. *La nation n'a pas toujours existé. Elle est le produit du développement de la société à une certaine étape, le résultat des liens qui naissent au cours de l'histoire entre les groupes humains habitant un territoire commun, grâce au développement de la production, des échanges et des communications.*

2. *Le développement du capitalisme, en renversant les barrières féodales qui compartimentaient le territoire, a été un facteur puissant de l'unification et de l'essor de chaque nation.*

3. *Le développement du capitalisme, après avoir été un facteur d'unification et de progrès pour les nations, a donné naissance à une oligarchie parasite, détachée de la nation, qui opprime la nation et entrave son essor économique, politique et culturel.*

Le socialisme, en débarrassant la nation de l'oppression de l'oligarchie, affranchit définitivement la nation, parachève son unité et ouvre la voie d'un développement sans limite des richesses nationales, matérielles et culturelles.

LECTURES

J. Staline : *Le Marxisme et la question nationale*. Paris, Bureau d'Éditions, 1938 (Collection *les Éléments du communisme*). — *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*. Paris, E.S.I., 1937 (*Bibliothèque marxiste*).

J. Staline : *Des principes du léninisme*, chapitre « la Question nationale et coloniale ». Paris, Bureau d'Éditions, 1936 (*les Éléments du Communisme*).

Georges Dimitrov : *L'Unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme*. (Nouvelle édition : 110^e mille) Paris, Bureau d'Éditions, 1937. Chapitre : « La lutte idéologique contre le fascisme ».

Maurice Thorez : *Fils du peuple*, passages relatifs aux traditions françaises et à l'union de la nation. Paris, E.S.I., 1937.

La nouvelle constitution de l'U.R.S.S., (chapitre sur les droits des nations), *suivi du rapport de J. Staline au VIII^e congrès des Soviets*, passages sur la question nationale). Paris, Bureau d'Éditions, 1937.

7. LES PROBLÈMES DE L'UNION

Dans le moment présent, le fait le plus grave est sans conteste la guerre, déjà allumée sur plusieurs points du globe par le fascisme hitlérien et par ses alliés de Rome et de Tokio.

La politique du fascisme tend à propager l'incendie de la guerre à travers le monde. Hitler affirme sa volonté d'isoler la France en vue de l'écraser. La sécurité de notre pays, son indépendance nationale, se trouvent gravement menacées.

A l'intérieur du pays, l'oligarchie capitaliste compte ouvertement sur Hitler pour renforcer sa domination sur les masses populaires qu'elle exploite. Les fascistes français, agents de l'oligarchie et agents d'Hitler, s'efforcent d'organiser la guerre civile, de diviser le peuple français afin de lui imposer la servitude et de l'affaiblir devant la menace extérieure.

L'offensive du fascisme international et du fascisme à l'intérieur, contre la paix et contre la liberté confère une importance exceptionnelle aux problèmes de l'union. Les plus essentiels de ces problèmes sont les suivants :

1. Le problème de l'unité de la classe ouvrière ;
2. Le problème du Front populaire ;
3. Le problème de l'union de la nation française ;
4. Le problème de l'union des forces de paix.

Nous allons étudier ces problèmes à la lumière des enseignements du marxisme-léninisme.

I. — L'unité de la classe ouvrière.

L'unité de la classe ouvrière constitue une des conceptions fondamentales de la politique marxiste-léniniste. Dès 1847, l'immortel *Manifeste communiste* de Marx et Engels se termine par un appel à l'unité : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

Après Marx et Engels, Lénine devait revenir souvent et avec force sur l'importance de l'unité de la classe ouvrière. *L'unité du prolétariat*, a-t-il écrit, est son arme la plus grande dans la lutte pour la révolution socialiste.

Le marxisme et l'unité de la classe ouvrière.

La communauté d'intérêts qui unit tous les ouvriers est d'une indiscutable évidence. C'est pourquoi on ne peut expliquer la division de la classe ouvrière que par la pénétration dans ses rangs des agents ou de l'influence des autres classes, de la classe ennemie, de l'oligarchie capitaliste.

Cette appréciation des causes de la division au sein de la classe ouvrière est exprimée dans la lettre écrite par Marx, le 13 mai 1871, en pleine Commune de Paris, aux militants de la Commune, Léo Frankel et Varlin :

La Commune, écrit Marx, me semble perdre trop de temps à des bagatelles et à des querelles personnelles. On voit qu'il y a d'autres influences que celle des ouvriers. (Karl Marx : *La Guerre civile en France*, p. 107. Paris, au Bureau d'Éditions, 1936 (*Les Éléments du communisme*).)

Ainsi, pour Marx la division de la classe ouvrière est le résultat de la pénétration de l'influence ennemie.

Marx devait en outre, par la suite, analysant les causes de l'échec de la Commune, inscrire parmi les plus essentielles de ces causes l'absence à la direction de la Commune d'un parti unique.

A notre époque, les événements illustrent et vérifient les vues de Marx sur les causes et les conséquences de la division de la classe ouvrière. Par exemple, en 1933, la division de la classe ouvrière allemande fut une des principales causes de l'accession de Hitler au pouvoir, et la division de la classe ouvrière allemande en 1933 s'explique clairement par la pression de la classe ennemie, par le fait que la social-démocratie allemande pratiquait une politique de collaboration avec la classe ennemie, avec le capitalisme allemand.

De ce bref rappel historique, il résulte que le problème de l'unité de la classe ouvrière n'existe pas d'aujourd'hui. Il se pose depuis que la classe ouvrière existe, et la menace pressante, aujourd'hui, du fascisme et de la guerre, ne fait que lui conférer une actualité particulière, une exceptionnelle acuité.

Examinons les données actuelles du problème de l'unité de la classe ouvrière en France.

La division politique de la classe ouvrière en France.

En France, la classe ouvrière est divisée sur le terrain politique. La présente scission date du congrès de Tours qui se tint en décembre 1920, dans la période immédiate d'après guerre.

La guerre de 1914-1918 avait été marquée par l'effondrement total de la II^e Internationale qui groupait, antérieurement à 1914, la plupart des partis ouvriers de l'Europe. Au moment de la guerre, chacun de ces partis avait capitulé, avait fait litière des principes de la solidarité internationale, avait renoncé à la défense des intérêts de la classe ouvrière et pris fait et cause pour les intérêts impérialistes des oligarchies dans chaque pays.

L'opposition des travailleurs français à cette politique, opposition née et grandie en pleine guerre, s'exprime démocratiquement, avec une force sans cesse accrue, dans le Parti socialiste d'alors, parti unique de la classe ouvrière française.

L'immense majorité du Parti, comme l'immense majorité des ouvriers français, affirme au cours des premiers mois de paix sa volonté de corriger les erreurs tragiques de la politique suivie pendant la guerre.

L'immense majorité du Parti entend mettre fin à la politique de collaboration avec les ennemis du peuple, revenir aux principes de la solidarité internationale, à la lutte pour la paix et pour les intérêts de la classe ouvrière. Cette volonté s'exprime par le courant puissant d'adhésion à la III^e Internationale née dans la lutte pour la paix.

Au congrès de Tours, le Parti socialiste adhère démocratiquement à la III^e Internationale par 3.308 mandats contre 1.022 pour l'adhésion avec réserves et 397 abstentions. Ayant ainsi librement déterminé sa voie, le Parti prendra plus tard l'appellation de Parti communiste.

Malheureusement, la minorité du Parti, qui s'est exprimée au congrès de Tours, refuse de s'incliner devant les décisions du congrès souverain. Elle prend la lourde responsabilité de la scission. Ayant quitté le congrès, ses représentants décident de créer un nouveau parti, auquel ils conservent l'appellation de Parti socialiste S.F.I.O. La scission de la classe ouvrière française est consommée. C'est à la suite de ces événements que, depuis 1920, existent en France, deux partis de la classe ouvrière, le Parti communiste et le Parti socialiste.

De 1921 à 1934, le Parti communiste multiplia les tentatives pour liquider la scission provoquée par l'indiscipline de la minorité au congrès de Tours. Il a multiplié les offres d'unité d'action au Parti socialiste.

Mais de 1921 à 1934, ces offres d'unité restèrent sans écho ou ne provoquèrent que des refus. La division de la classe ouvrière française devait rester entière, jusqu'au moment où le fascisme, enhardi par cette division même et par l'affaiblissement qui en découlait pour la classe ouvrière, crut son heure venue et passa à l'offensive.

L'unité d'action.

Le 6 février 1934, le fascisme se montre à visage découvert dans notre pays ; ses bandes armées, sous prétexte de donner l'assaut à la Chambre des députés, organisent le désordre et déclenchent de sanglantes bagarres. Mais l'offensive fasciste, la clarté de la menace, décuplent la volonté d'unité de la classe ouvrière. L'opposition à l'unification des forces prolétariennes va devenir plus difficile.

Le 9 février, le Parti communiste appelle les travailleurs communistes et socialistes de la région parisienne à manifester ensemble contre le fascisme ; pour la première fois depuis 13 ans la manifestation de Paris rassemble les uns à côté des autres les ouvriers des deux partis. Trois jours après, le 12 février, la grandiose grève générale de 24 heures, préparée par la manifestation du 9, dresse en un seul bloc, dans tout le pays, les ouvriers sans distinction d'opinion.

Ces actions communes sont à l'origine de l'unité d'action entre les deux partis, qui va se développer après le mois de février 1934.

En juin, dans la région parisienne, les organisations du Parti socialiste acceptent les propositions d'action commune qui leur sont faites par les organisations correspondantes du Parti communiste.

Et enfin, le 27 juillet 1934, le Parti socialiste signe avec le Parti communiste un pacte d'unité d'action proposée par ce dernier. Le front unique, comme le disait le chef du Parti socialiste, Léon Blum, était devenu inévitable. Le pacte est la conséquence de l'action commune entre communistes et socialistes, née dans la lutte contre le fascisme.

Les résultats heureux de l'unité d'action.

Les résultats heureux de cette action commune sont désormais connus de tous. Bornons-nous à les rappeler.

En premier lieu, l'unité d'action a contribué jusqu'ici à empêcher la victoire du fascisme en France.

En second lieu, elle a favorisé la réalisation de l'unité syndicale, la création d'une puissante Confédération générale du travail et l'obtention d'importantes revendications pour la classe ouvrière.

En troisième lieu, l'unité d'action de la classe ouvrière représente un puissant facteur d'attraction pour les classes moyennes ; elle conditionne l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes.

En quatrième lieu, l'unité d'action a permis de poser concrètement le problème de la reconstruction de l'unité totale de la classe ouvrière, le problème du parti unique du prolétariat.

Le problème du parti unique.

Le pacte d'unité d'action date du 27 juillet 1934 ; dès le mois de novembre suivant, le problème du parti unique est posé par une lettre publique adressée à la Commission administrative du Parti socialiste par le Comité central du Parti communiste.

Au mois de mars 1935, cette lettre est appuyée par une proposition nouvelle du Parti communiste, tendant à convoquer une conférence nationale commune qui servirait de préparation au congrès d'unification. Cette proposition fut repoussée par le Parti socialiste. Deux mois après, le Parti communiste dépose à la commission d'unification créée entre les deux partis son projet de charte d'unité. Soucieux de surmonter les obstacles rencontrés sur le chemin de l'unité, le Parti communiste devait à nouveau déposer, le 29 décembre 1936, un « projet de conciliation et de synthèse ».

Entre temps, le Parti communiste avait vainement réclamé, à plusieurs reprises, l'opinion du Parti socialiste sur son projet de charte, de même qu'il avait vainement proposé la publication des travaux de la commission d'unification et l'organisation à tous les échelons de réunions communes des deux partis sur le problème de l'unité. Rappelons en outre qu'un comité d'entente entre les deux partis existe depuis juin 1936, mais fonctionne très irrégulièrement.

Les conditions du congrès de Marseille.

Au mois de juillet 1937 se tient à Marseille le congrès national du Parti socialiste. Il adopte une résolution précisant que l'unité serait possible dès que les deux partis accepteraient les trois conditions suivantes :

1. La démocratie à tous les degrés de l'organisation ;
2. La souveraineté des congrès nationaux et internationaux ;
3. L'indépendance du parti vis-à-vis de tout gouvernement. Le Parti communiste accepte alors les conditions posées par le congrès socialiste en formule, en vue de hâter l'heure de l'unité, un certain nombre de propositions concrètes immédiatement applicables (réunions en commun des deux directions, réunions en commun des directions à tous les échelons, fonctionnement commun des sections de base, inter-collaboration aux organes de presse et aux organes théoriques des deux partis, réunions communes des groupes parlementaires et des élus des deux partis dans toutes les assemblées, organisation en commun de la propagande dans le pays).

Ces propositions furent repoussées par le Parti socialiste et, le 24 novembre 1937, les pourparlers d'unité engagés au sein de la commission d'unification (d'ailleurs maintenue en sommeil) furent suspendus par décision de la C.A.P. du Parti socialiste, à la grande joie des oligarchies et des hitlériens français.

L'article de Dimitrov.

Le prétexte de cette rupture fut la publication, dans le journal *L'Humanité*, le 12 novembre, d'un article de Dimitrov, le héros de Leipzig, intitulé : *L'Union Soviétique et la classe ouvrière des pays capitalistes*. (Publié en brochure sous le titre : *Vingt ans de pouvoir soviétique*. Paris, au Bureau d'Éditions, 1937.)

Il est cependant difficile de présenter l'article de Dimitrov comme un sujet de rupture, car le secrétaire général de l'Internationale communiste, conformément à la conception scientifique de la politique marxiste, consacre son article à dégager les enseignements, des grandes expériences de notre époque, notamment de la victoire du fascisme en Allemagne.

Dimitrov explique que le refus opposé par la social-démocratie allemande aux offres d'action commune du Parti communiste allemand favorisa la défaite de la classe ouvrière. En quoi les socialistes français pourraient-ils voir une injure dans l'expression de cette opinion qu'ils partagent sans doute, puisqu'ils ont accepté, eux, contrairement au parti socialiste allemand, les propositions d'action commune qui leur ont été faites par les communistes ?

L'article de Dimitrov exalte d'ailleurs l'unité d'action réalisée en France, et félicite à la fois les communistes et les socialistes de notre pays.

Enfin, Dimitrov regrette l'hostilité de l'Internationale Ouvrière Socialiste à la réalisation de l'unité internationale, et ce regret ne peut qu'être partagé par le Parti socialiste, qui ne cesse de proclamer sa volonté d'unité

En un mot, l'idée maîtresse de l'article de Dimitrov, c'est la nécessité de l'unité de la classe ouvrière pour remporter la victoire sur le grand capital, la réaction et le fascisme.

L'unité se fera.

Cette unité de la classe ouvrière, elle peut et doit se réaliser.

Certes, des obstacles sérieux, nous venons de le voir, sont dressés sur le chemin de l'unité entre le Parti communiste et le Parti socialiste. Mais les mêmes obstacles se dressaient sur la route de l'unité d'action, puis sur la route de l'unité syndicale. Cependant, malgré ces obstacles, lorsque la volonté de la classe ouvrière a été suffisamment forte, l'unité d'action a été réalisée, et l'unité syndicale l'a été également.

Et la volonté d'unité qui anime la classe ouvrière triomphera des obstacles dressés contre l'unité organique comme elle a triomphé des obstacles dressés contre l'unité d'action et contre l'unité syndicale.

Les adversaires de l'unité s'appuient sur les désaccords politiques qui séparent le Parti communiste et le Parti socialiste. Ils espèrent que ces désaccords rendront impossible l'unité des deux partis. Certes, il arrive que la position exprimée par le Parti socialiste sur un problème ne correspond pas à la position du Parti communiste. Mais ces désaccords ne sont pas éternels, et le développement des événements tend à rassembler les communistes et les socialistes sur la seule position juste à propos du problème donné :

Prenons comme exemple la question de la main tendue aux catholiques. Ce fut naguère un âpre sujet de discussion entre socialistes et communistes, nombre de socialistes n'admettant pas un rapprochement avec les travailleurs catholiques. Mais aujourd'hui, quel socialiste pourrait se moquer de cette politique, après que Léon Blum, ayant offert à tous les partis extérieurs au Front populaire la constitution d'un gouvernement d'Union nationale, a obtenu la seule acceptation du parti démocrate populaire, parti catholique. Quel socialiste pourrait ne pas accepter, quand son parti recherche l'alliance de personnalités catholiques, l'entente fraternelle, pour la défense des intérêts communs, des ouvriers et des petites gens, sans distinction d'opinion et de religion.

Puisque les initiatives communistes sont reprises et dépassées par les dirigeants du Parti socialiste, puisque les principales divergences se trouvent ainsi éliminées, il apparaît qu'aucune résistance sérieuse ne doit désormais s'opposer à l'unité rapide et totale.

L'unité doit se faire ; le parti unique se réalisera. Il est aisé de prévoir les heureuses conséquences qui résulteront de la liquidation de la scission :

Qu'on songe à l'immense joie de la classe ouvrière le jour où enfin se fera à tout jamais la liquidation de la scission, le jour où se constituera le Parti unique.

Qu'on songe à la puissance que représentera un Parti unique fort des 450.000 communistes jeunes et adultes, et des 300.000 socialistes jeunes et adultes, fraternellement unis.

Qu'on songe donc à la puissance que représentera un tel Parti avec un groupe parlementaire de 250 députés, avec un journal comme l'Humanité ayant un tirage de 430.000 exemplaires et un autre journal comme le Populaire ayant un tirage de 200.000 exemplaires, sans parler de la presse de province.

Qu'on songe aussi à l'attrait qu'exercerait le Parti unique sur des multitudes de travailleurs qui restent à l'écart du mouvement ouvrier, tant que persiste la scission mais qui viendraient d'un cœur joyeux et gonflé d'espoir prendre leur place sous le drapeau de l'unité reconstituée.

Qu'on songe donc aux changements profonds qu'apporterait dans le déroulement des événements politiques, l'existence d'un Parti unique où, grâce à une démocratie réelle la classe ouvrière serait maîtresse de ses destinées

Avec un tel Parti, il ne serait pas possible de faire la pause, parce que la masse des adhérents verrait là une politique contraire aux intérêts du peuple.

Avec un tel Parti, il ne serait pas possible de faire le blocus de l'Espagne Républicaine, parce que la masse des adhérents verrait là une politique profitable au fascisme international et nuisible à la sécurité de la France.

Avec un tel Parti agissant en toute indépendance et en toute souveraineté, il ne serait pas possible à des puissances occultes et à des intérêts particuliers de peser sur la volonté des adhérents.

Un tel Parti, nous devons le faire. (Jacques Duclos : Faire l'Unité ! pages 44 et 45. Paris, Comité populaire de propagande, 1938.)

Passons au deuxième problème de l'union, au problème du Front populaire.

II. — Le problème du front populaire.

Maurice Thorez, dans la *France du Front populaire et sa mission dans le monde*, définit le Front populaire en ces termes :

Le Front populaire, pour les communistes, n'a jamais été et ne sera jamais une tactique occasionnelle, un jeu électoral. Il est l'alliance étroite et durable de la classe ouvrière et des classes moyennes, conception fondamentale du léninisme. (Maurice Thorez : La France du Front populaire et sa mission dans le monde, p. 69. Paris, Comité populaire de propagande, 1938.)

Dans la mesure où le Front populaire exprime l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes, il représente une politique conforme aux enseignements de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline.

La nécessité de l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes, c'est l'enseignement dégagé par Marx des événements de 1848 en France, puis de la Commune de Paris ; c'est celui dégagé par Lénine de la Révolution russe de 1917 victorieuse, comme des révolutions qui, pour n'avoir pas réalisé cette alliance, furent vaincues ; c'est celui dégagé, plus récemment, par Staline de la victoire du fascisme en Allemagne et de l'échec du fascisme en France.

Lénine a insisté avec force sur la nécessité pour les ouvriers de s'assurer l'alliance des classes moyennes.

On ne peut triompher, écrit-il dans la Maladie infantile du communisme, qu'à la condition de mettre à profit les moindres possibilités de s'assurer l'alliance des masses, même quand ce ne serait qu'un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a rien compris au marxisme ni, en général, au socialisme scientifique de notre époque. (V. I. Lénine : La Maladie infantile du communisme, pages 50 et 51. Paris, au Bureau d'Editions, 1937.)

L'histoire du Front populaire.

Le Front populaire rassemble aujourd'hui, sur le plan politique et sur le plan parlementaire, comme forces essentielles, le Parti communiste, le Parti socialiste et le Parti radical. Le Parti radical, en effet, exerce surtout son influence sur les classes moyennes ; sa présence dans le Front populaire signifie l'adhésion au Front populaire d'une importante fraction des classes moyennes de France.

C'est en tenant compte de cette situation que, dès le mois de juin 1934, avant même que soit paraphé le pacte d'unité d'action entre le Parti communiste et le Parti socialiste la Conférence nationale du Parti communiste qui se tenait à Ivry adressa un pressant appel aux classes moyennes, exalta l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes, et invita le Parti radical à l'action du Front populaire.

Au mois d'octobre suivant, le Parti communiste lance, par la voix de son secrétaire général, Maurice Thorez non plus seulement l'idée, mais la formule, appelée au retentissement que l'on sait, du « Front populaire du Travail, de la Liberté et de la Paix ».

Par la suite, l'idée de l'alliance entre les ouvriers et les classes moyennes ne cesse de progresser, et, le 14 juillet 1935, se produit la première grande manifestation du Front populaire la première manifestation qui, en France, va grouper côte à côte la masse des ouvriers et des classes moyennes. Le peuple de Paris tout entier se dresse pour la défense du pain, de la liberté et de la paix. Dans le défilé, le drapeau tricolore flotte à côté du drapeau rouge, et le chant de la *Marseillaise* alterne avec le chant de *'Internationale*. Des manifestations monstres en province font écho à celle de Paris. C'est également le 14 juillet 1935 que les représentants des divers partis et groupements conquis à l'idée du Front populaire prêtent le serment dit du 14 juillet, par lequel chacun des participants jure de respecter jusqu'au bout l'union réalisée désormais.

Le programme du Front populaire

L'élaboration du programme commun fut laborieuse, en raison de certaines intransigeances qui risquaient de rendre l'union impossible. Le Parti communiste a tout fait pour faire prévaloir un programme commun qui puisse être accepté par les diverses organisations sans qu'elles aient à renoncer à leur programme propre. Grâce à cette conception, il fut possible d'aboutir à l'accord et de mettre le programme debout.

Rappelons que le programme du Front populaire comprend quatre parties essentielles :

1. Une série de mesures tendant à défendre la liberté, notamment par la dissolution des organisations fascistes et l'épuration des cadres de l'Etat ;
2. L'énoncé des principes d'une politique conséquente de paix, basée sur l'organisation de la sécurité collective et la punition des agresseurs ;
3. Un certain nombre de revendications visant à élever le pouvoir d'achat et le bien-être des masses laborieuses (salaires, fonds national de chômage, retraite aux vieux travailleurs, revendications des paysans, des petits commerçants et des artisans, etc.) ;
4. Des mesures d'ordre financier dont les principales sont la réforme démocratique des impôts, la mise en vigueur de la carte d'identité fiscale et la répression sévère de l'évasion des capitaux.

Le programme du Rassemblement populaire fut soumis à la ratification du peuple de France à l'occasion des élections législatives d'avril-mai 1936. Ces élections donnèrent la majorité aux partis du Front populaire ; elles apportèrent au programme du Rassemblement populaire l'adhésion démocratique de la majorité des Français.

La victoire du Front populaire a permis la réalisation d'heureuses réformes en faveur de la population laborieuse de notre pays.

La classe ouvrière, engageant à la suite de cette victoire une vaste et remarquable action directe, a obtenu le relèvement des salaires, la semaine de 40 heures, les congés payés, les conventions collectives.

Les fonctionnaires et anciens combattants ont obtenu l'abrogation des décrets-lois qui les frappaient. Les prix des principales productions agricoles ont été revalorisés. Les affaires du petit et moyen commerce ont connu un commencement de reprise.

Grâce au Front populaire, le sort des travailleurs de France est plus heureux que celui des travailleurs des autres pays capitalistes, notamment de l'Allemagne de Hitler et de l'Italie de Mussolini.

Les difficultés actuelles.

Cependant la France connaît aujourd'hui un certain nombre de difficultés : difficultés financières, menace du fascisme à l'intérieur du pays, menace de la guerre.

D'où proviennent ces difficultés ? Du Front populaire et de l'application de son programme ? Nullement.

Les difficultés actuelles n'ont pas pour cause l'application du programme du Rassemblement populaire, mais au contraire l'abandon du programme du Rassemblement populaire, la capitulation des gouvernements successifs du Front populaire devant l'offensive intérieure et extérieure des oligarchies capitalistes et du fascisme.

En effet, dès que furent réalisées les premières mesures inscrites au programme du Front populaire, les oligarchies capitalistes passèrent à l'offensive sur tous les terrains (sabotage de la production, organisation de la panique financière, réorganisation des bandes fascistes, entente avec les banquiers de Londres et les fascistes de Berlin).

Les gouvernements issus de la victoire du Front populaire n'opposèrent pas à cette offensive de l'ennemi la résistance qu'il aurait fallu. Ils ont jusqu'ici cédé devant elle.

Ils ont cédé en décrétant la « pause », c'est-à-dire le renoncement à l'application du programme, à la retraite pour les vieux travailleurs, aux grands travaux pour les chômeurs, aux revendications urgentes des paysans et des petits commerçants.

Ils ont cédé en renonçant à l'application des mesures financières inscrites au programme commun, mesures qui devaient atteindre les riches. Parce qu'on n'a pas voulu faire payer les oligarchies, il a fallu se procurer des ressources par d'autres moyens, par la dévaluation qui a engendré la hausse du coût de la vie, et les difficultés financières n'ont pas été écartées.

Ils ont cédé jusqu'ici devant l'attaque des oligarchies à l'intérieur du pays ; aucune sanction n'a été prise contre les grands patrons convaincus de saboter la production nationale, tandis que les bandes fascistes financées par eux et armées par Hitler bénéficient d'une mortelle tolérance (complot des cagouleurs).

Ils ont cédé enfin devant la politique de guerre du fascisme hitlérien et mussolinien, au lieu d'appliquer la politique de défense de la paix inscrite au programme du Rassemblement populaire. La néfaste politique dite de « non-intervention » à l'égard de l'Espagne est le résultat de cet abandon.

Les difficultés que rencontre le Front populaire proviennent avant tout de cette politique de faiblesse.

Mais il faut signaler un autre danger que le Front populaire doit vaincre : c'est la démagogie gauchiste de faire prévaloir dans la classe ouvrière des mots d'ordre apparemment avancés, (« Front révolutionnaire », « Tout est possible ») dont le résultat, si par malheur ils étaient appliqués, serait la rupture entre la classe ouvrière et les classes moyennes, c'est-à-dire la fin du Front populaire lui-même.

Les tâches du Front populaire.

La première tâche du Front populaire, c'est la réalisation d'une union totale et active des masses populaires rassemblées sous son drapeau. La condition pour la cohésion et l'efficacité du Front populaire, c'est la création, à la base, dans les villes, dans les villages, dans les quartiers, dans les entreprises, de larges et démocratiques comités de Front populaire rassemblant tous les travailleurs, tous les démocrates attachés au Front populaire et à son programme. C'est aussi l'organisation d'un congrès national des comités de Front populaire grâce auquel la volonté souveraine des larges masses pourrait s'exprimer et appuyer tout effort tendant à l'application du programme commun.

La deuxième tâche du Front populaire c'est l'action pour imposer le retour au programme revendicatif, financier, intérieur et extérieur du Rassemblement populaire.

Certes, il en est qui trouvent ce programme trop modeste, qui proposent de l'élargir, d'y ajouter des « avenants ».

Nous marxistes, nous avons dans notre programme la socialisation des grands moyens de production. En Union soviétique, où le peuple est au pouvoir, cette transformation sociale a été réalisée. C'est dire que nous ne reculons devant aucune réforme sociale, si profonde soit-elle. Nous ne pouvons qu'approuver les propositions d'un complément au programme du Front populaire.

Nous sommes toutefois dans l'obligation de formuler trois observations, quand il est question de compléter le programme du Front populaire.

Première observation : la discussion d'un complément au programme ne saurait justifier la non réalisation du programme tel qu'il existe présentement.

Deuxième observation : nous sommes défavorables à tout « avenant » susceptible de provoquer la rupture entre la classe ouvrière et les classes moyennes, la rupture du Front populaire.

Troisième observation : nous préférons un programme modeste qu'on réalise à des réformes profondes dont on se borne à parler. Nous nous rappelons que le 5 mai 1875, Marx écrivait à W. Bracke :

Tout pas fait en avant, tout mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes.

La troisième tâche du Front populaire, c'est le développement de l'action tendant à imposer non seulement le retour au programme, mais la constitution d'un gouvernement qui garantisse ce retour

Le gouvernement qui vaincra les difficultés et appliquera le programme voulu par le peuple de France, c'est le gouvernement où toutes les forces du Front populaire sans exception, seront représentées.

III. — L'union de la nation française.

Comment se pose le problème de l'union de la nation française ? Quels sont ses rapports avec le problème du Front populaire.

Front populaire et nation.

Nous avons montré que l'union de la classe ouvrière et des classes moyennes s'imposait. Or, l'union de la classe ouvrière et des classes moyennes, c'est la nation, puisqu'en France, en dehors de la classe ouvrière et des classes moyennes, il ne reste que l'oligarchie capitaliste, qui s'exclut elle-même de la nation en exploitant les richesses nationales, et en cherchant pour maintenir cette exploitation des alliés à l'extérieur de la nation, chez les ennemis de la nation.

Mais si la classe ouvrière et les classes moyennes forment la nation tout entière, il faut en conclure que le Front populaire ne représente pas l'union totale de la classe ouvrière et des classes moyennes ; une partie importante des travailleurs et surtout des classes moyennes est encore à l'extérieur du Front populaire.

Illustrons cette idée par le rappel des élections législatives de 1936, qui virent la victoire du Front populaire. En 1936, les partis n'appartenant pas au Front populaire, bien que battus, ont obtenu plusieurs millions de suffrages, ce qui signifie que des millions de travailleurs, de petites gens de France ne sont pas sous le drapeau du Front populaire.

Dès lors, le problème posé peut s'énoncer ainsi : où iront ces masses importantes de travailleurs et de petites gens ? Iront-elles vers la classe ouvrière, vers le Front populaire, ou bien, comme elles l'ont fait ailleurs, en Allemagne par exemple, iront-elles provisoirement vers le fascisme et l'aideront-elles à mener son combat contre la classe ouvrière ?

Le problème étant ainsi posé, les principes de notre tactique marxiste-léniniste, aussi bien que la lutte victorieuse contre le fascisme, exigent que la classe ouvrière mette tout en œuvre pour réaliser son alliance avec ces masses populaires.

L'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes ne saurait être limitée à une partie des classes moyennes ; elle doit s'étendre aux classes moyennes dans leur ensemble, à l'union de la nation laborieuse tout entière contre les oligarchies capitalistes et contre la menace intérieure et extérieure du fascisme.

Voilà comment se pose le problème de l'union de la nation française.

La politique de la main tendue.

Cette union se saurait être réalisée sans une politique de rapprochement des ouvriers communistes et socialistes avec les masses populaires catholiques.

En France, en effet, les travailleurs catholiques représentent la majorité des masses populaires extérieures au Front populaire. Ils représentent en France une fraction considérable de la population laborieuse et il importe de fixer notre position à leur égard. Nous sommes, nous autres marxistes, des partisans du matérialisme philosophique ; nous renonçons à toute explication surnaturelle du monde et de son évolution et nous donnons de cette évolution la seule explication rationnelle, scientifique. Nous ne consentons sur ce terrain aucune concession de principe. Mais, par ailleurs, nous enregistrons, nous constatons la communauté d'intérêts évidente entre les travailleurs catholiques et ceux qui ne le sont pas, la communauté des souffrances et des menaces pour les uns et pour les autres. C'est en tenant compte de ce double aspect du problème que le marxisme n'a jamais préconisé la lutte contre les travailleurs croyants, contre les travailleurs catholiques. Dès 1874, dans une *lettre sur le programme des réfugiés blanquistes*, Engels critique ceux qui veulent *proclamer l'athéisme comme un article de foi obligatoire*. Après lui, Lénine écrit, dans sa brochure *De la Religion* :

Proclamer la guerre à la religion comme une tâche politique du parti ouvrier n'est qu'une phrase anarchiste. (V. I. Lénine : *De la Religion*, p. 12. Paris, au Bureau d'éditions, (Petite bibliothèque Lénine).)

Et c'est également le conseil que nous donnent les maîtres du socialisme français d'avant-guerre. Lisons la résolution du Parti ouvrier français, du parti de Guesde, dans son Congrès national de 1902 :

Dans l'anticléricalisme dont font parade depuis quelque temps nos gouvernants..., le parti ouvrier français ne peut voir qu'une nouvelle manœuvre de la classe capitaliste pour détourner les travailleurs de leur lutte contre la servitude économique, mère de toutes les servitudes, politiques et religieuses.

Telle est, très nettement établie, la position historique des marxistes à l'égard des travailleurs chrétiens.

Certes, on nous rappelle que Marx écrivit : *La religion est l'opium du peuple*. L'aurions-nous oublié ? Nullement. La religion, dans la mesure où elle est basée sur le dogme au lieu d'être basée sur la science, constitue aujourd'hui un obstacle au progrès. Mais constater que la religion est l'opium du peuple ne nous fait pas avancer d'un centimètre, Comme le souligne Engels dans *l'Anti-Dühring* :

La religion est le reflet imaginaire, dans les cerveaux des hommes, des forces extérieures qui régissent leur vie quotidienne.

Cela signifie que la religion est inséparable des conditions économiques dans lesquelles nous vivons et qu'elle ne disparaîtra qu'après le remplacement de l'économie capitaliste par l'économie socialiste. En attendant, il y a des travailleurs catholiques, il y en a des millions et il convient de tirer de cette constatation les conclusions tactiques qui s'imposent.

Dans la lutte contre l'ennemi commun, contre l'oligarchie et ses bandes fascistes, il est préférable que ces millions de travailleurs soient du côté de la classe ouvrière, du côté de la démocratie, que du côté du fascisme. C'est l'expérience douloureuse de la victoire du fascisme hitlérien en Allemagne.

Union de la nation et union sacrée.

Notre conception de l'union de la nation française n'a rien de commun avec certaines conceptions fort en honneur ces temps-ci. D'aucuns, après nous avoir reproché notre politique d'union de la France laborieuse, préconisent aujourd'hui une union très différente, l'union de la nation laborieuse avec l'oligarchie qui l'écrase et avec les agents du fascisme hitlérien en France. Une telle union ne serait pas le salut de la nation devant le péril intérieur et extérieur, mais la capitulation de la nation devant ses oppresseurs et ses ennemis.

Nous ne luttons pas pour l'union entre les quarante millions de Français exploités par les oligarchies et ces oligarchies elles-mêmes, mais pour l'union des quarante millions de Français contre les oligarchies, contre la menace hitlérienne, contre les chefs de bandes fascistes qui sont à la fois les domestiques de l'oligarchie intérieure et de l'ennemi extérieur.

IV. — L'union des forces de paix.

Comme nous l'avons vu, l'union de la nation française est commandée par la menace du fascisme. Elle signifie le rassemblement de toutes les forces de liberté contre le fascisme à l'intérieur du pays.

Mais le problème du fascisme, de sa victoire ou de sa défaite, a cessé d'être un problème national, posé dans tel ou tel pays. Il est devenu le problème fondamental de la politique mondiale.

Aspect international du fascisme.

Les puissances fascistes, les Etats où le fascisme a accédé au pouvoir, ont aujourd'hui réalisé leur accord international ; elles ont unifié leur politique de guerre, d'agression en vue d'imposer la domination mondiale du fascisme, d'annihiler l'indépendance des nations et de les réduire à la servitude. L'axe Berlin-Rome-Tokio exprime la volonté commune d'agression du fascisme international. Le bloc des agresseurs a déjà commencé la guerre en Chine, en Ethiopie, en Espagne. Il rêve, d'imposer sa loi en l'étendant au monde entier.

Le caractère mondial du problème du fascisme est accentué par le fait que dans les pays où le fascisme n'est pas au pouvoir, il se fait le complice, contre sa propre nation, du bloc hitléro-mussolinien ; c'est le cas notamment en France.

Dès lors, de même que la menace intérieure du fascisme impose le rassemblement de tous les travailleurs, de tous les démocrates, de toutes les forces de liberté, de même la menace mondiale de l'agression du fascisme impose le rassemblement mondial de toutes les forces de paix, l'union, l'entente des nations, des puissances menacées dans leur indépendance et leur sécurité, par la politique d'expansion et d'agression du fascisme.

L'expérience prouve que l'union des forces de liberté à l'intérieur peut faire échec au fascisme. Il est aussi évident que l'union des puissances pacifiques dans le monde peut faire échec aux agresseurs et assurer le maintien de la paix.

On s'en rend compte en comparant la puissance du bloc des agresseurs à la puissance des pays pacifiques.

Forces de guerre et forces de paix.

Voici un aspect de cette comparaison, pris dans le discours de Maurice Thorez : *Main dans la main pour la ronde de la paix* :

Prenons les cinq grandes puissances démocratiques de l'Europe : la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Tchécoslovaquie et, à l'Est, la grande démocratie soviétique. Comparons quelques données sur la superficie, la population, la production industrielle et agricole de ces cinq pays, avec celles qui leur correspondent pour l'Allemagne (compte tenu de l'Anschluss) et l'Italie réunies. Voici un tableau très édifiant :

	Les 5 puissances démocratiques	Les deux Etats totalitaires
Superficie (kilomètres carrés) ⁽¹⁾	6.167.000	864.000
Population	278.000.000	107.000.000
PRODUCTION		
Charbon et lignite (millions de tonnes)	406	262
Fer	80	7,5
Fonte	39	18
Acier	29	18
Blé et seigle (millions de quintaux)	700	204
Vin (millions d'hectolitres)	110	30

(¹) En ce qui concerne l'U.R.S.S., la partie européenne seulement.

De ces chiffres éloquentes il résulte déjà la difficulté, sinon l'impossibilité pour les Etats totalitaires de se risquer à la guerre si les nations démocratiques sont unies.

Mais ce n'est pas tout.

Il n'a été question que des cinq grandes puissances démocratiques de l'Europe. Il convient d'ajouter :

1. Les colonies françaises ;
2. Les Dominions britanniques et l'Empire des Indes ;
3. Les Etats-Unis d'Amérique ;
4. Le Mexique ;
5. La Chine immense.

Les chiffres de la population comprennent alors plus des trois quarts de l'humanité et les ressources des peuples qui s'opposeraient à la guerre voulue par les Etats totalitaires sont illimitées. (Maurice Thorez : *Main dans la main pour ta ronde de la paix*, pages 16 et 17. Paris, La brochure populaire, 1938.)

Ainsi, l'entente des grands pays démocratiques assurerait l'échec des plans d'agression du bloc de la guerre ; elle assurerait le maintien de la paix, d'autant plus que les petits Etats, aujourd'hui oscillants, seraient entraînés sans conteste dans ce front tout-puissant de la paix.

Voilà pourquoi les marxistes, luttant pour l'union de leur nation à l'intérieur, dans le front de la liberté, luttent aussi pour obtenir du gouvernement de la France qu'il prenne l'initiative du rassemblement des peuples libres, attachés à la paix.

Union de la nation française, et « ronde de la Paix », telles sont les deux conditions de la défaite du fascisme et du maintien de la paix.

Conclusions.

Nous venons d'examiner les problèmes de l'union.

Certains de ces problèmes se posent d'une manière nouvelle ; leurs données ont changé par rapport à d'autres périodes. Mais nous savons que la politique marxiste n'est pas une politique figée, qu'elle change avec toute situation nouvelle et avec toute expérience nouvelle. Nous sommes des disciples de Lénine, qui écrivait :

Tout est relatif, tout passe, tout change... Il n'y a pas de vérité abstraite. La vérité est toujours concrète.
(V. I. Lénine : *Deux tactiques*, p. 99. Paris, au Bureau d'Editions 1932 (Petite bibliothèque Lénine).)

Nous avons établi dans le présent cours que l'union des forces de liberté à l'intérieur du pays et l'union des forces de paix à l'extérieur, peuvent assurer l'échec de l'hitlérisme fauteur de guerre en Europe, comme l'échec à l'intérieur du pays des agents d'Hitler et des oligarchies anti-nationales.

L'échec de l'hitlérisme est à l'heure actuelle l'étape indispensable qu'il faut franchir sur le chemin qui nous conduit à la réalisation de notre idéal. Si l'hitlérisme atteignait ses objectifs, le mouvement ouvrier, le mouvement populaire seraient écrasés en France et dans tous les pays démocratiques comme ils le sont en Allemagne et le mouvement des travailleurs vers la société socialiste serait refoulé pour des années, tandis que sur la route de notre idéal, le phare de l'Union soviétique risquerait de s'éteindre.

Mais l'union de la nation française, la ronde de la paix, assureront l'échec des plans hitlériens, et cet échec signifiera :

1. En Allemagne même, où le fascisme maintient jusqu'ici sa domination grâce aux succès de sa politique extérieure, devant la capitulation des puissances pacifiques, des possibilités immenses de libération populaire ;
2. Dans tous les pays et notamment en France où les oligarchies capitalistes comptent sur la victoire de Hitler pour les aider à maintenir leur domination, des possibilités nouvelles pour la lutte des masses populaires contre la domination capitaliste, pour le socialisme.

LECTURES

V. I. Lénine : *La Maladie infantile du communisme*, chapitre VIII. Paris, Bureau d'Editions, 1937.

Georges Dimitrov : *L'Unité de la classe ouvrière contre le fascisme*. Paris, Bureau d'Editions, 1938.

Jacques Duclos : *Faire l'unité*. Paris, Comité populaire de propagande, 1938.

Maurice Thorez : *Main dans la main, pour la ronde de la paix*. Paris, la Brochure populaire, 1938.